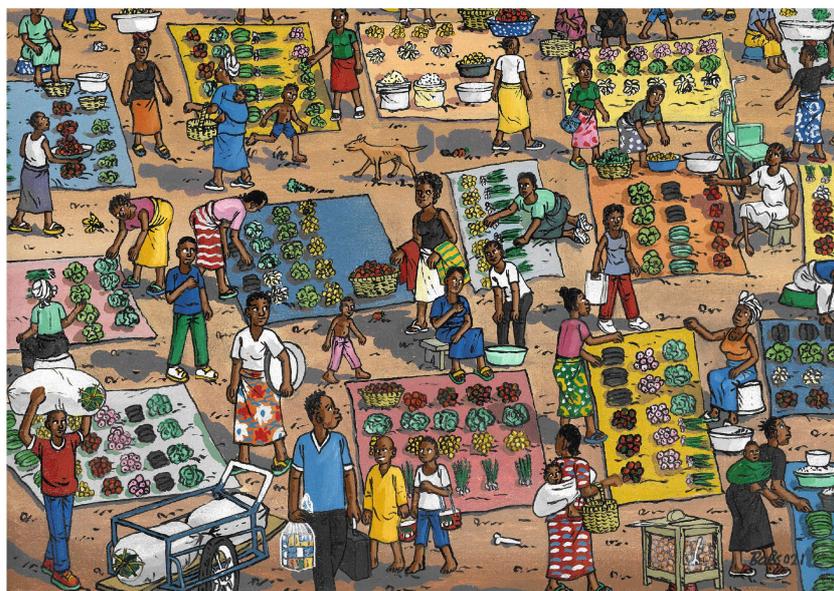


**AICS OUAGADOUGOU**  
rapport annuel 2021



---

La photo de couverture est un extrait d'un des tableaux du peintre Mahamoudou "Babs" Zinkoné, réalisé dans le cadre du projet "Une année au Sahel, racontée par AICS Ouagadougou". Conception du design du Directeur Régional, Domenico Bruzzone, et du Chargé de Communication de l'AICS Ouagadougou, Pierpaolo Crivellaro.

# SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR	2
2021 - SIÈGE	6
2021 - PROJETS	8
COOPÉRATION DÉLÉGUÉE	10
<b>BURKINA FASO</b>	<b>14</b>
DÉVELOPPEMENT RURAL ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	16
SANTÉ ET LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION	24
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CRÉATION D'EMPLOI	30
INCLUSION SOCIALE	38
ASSISTANCE HUMANITAIRE	46
<b>NIGER</b>	<b>50</b>
DÉVELOPPEMENT RURAL ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	52
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CRÉATION D'EMPLOI	58
INCLUSION SOCIALE	59
ASSISTANCE HUMANITAIRE	60
<b>GHANA</b>	<b>70</b>

# MOT DU DIRECTEUR

Dr. Domenico Bruzzone

*Le Siège AICS de Ouagadougou, réouvert en 2013 suite à la signature de l'Accord Cadre de Coopération entre l'Italie et le Burkina Faso, est chargé des actions de développement et d'urgence humanitaire au Burkina Faso, au Niger, et depuis 2021, au Ghana. L'Agence intervient à travers un soutien technique et financier aux contreparties nationales des pays partenaires, aux organismes internationaux, aux organisations de la société civile - italiennes et locales, aux universités et aux institutions publiques. L'Agence soutient un riche portefeuille de projets couvrant différents secteurs d'intervention, accompagnant les organismes d'exécution grâce à l'assistance technique de son personnel. En outre, le Siège AICS de Ouagadougou est directement responsable de l'exécution de certains programmes, notamment de trois programmes de coopération déléguée financés par l'Union européenne.*

Le contexte dans lequel travaille notre bureau est l'un des plus durs, des plus complexes et des plus difficiles de la planète. La région sahélienne est caractérisée par une série de défis environnementaux, climatiques, sanitaires et, depuis peu, d'insécurité, qui pèsent sur la résilience des populations, des secteurs de production et sur l'efficacité de l'aide internationale. De ce fait, le Siège AICS de Ouagadougou joue un rôle politique clé de solidarité, d'accompagnement et de soutien aux administrations, au monde rural, aux collectivités locales. Toutefois, au fil du temps, ces défis ne font que se multiplier et croître en intensité ; le scénario est en constante évolution et la stratégie qui sous-tend nos interventions doit être constamment adaptée.

L'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les systèmes de production des pays de la région est lié à la dynamique d'accès des communautés rurales aux ressources, à la dégradation des terres et au processus de désertification graduelle des terrains. A cela s'ajoute une explosion démographique qui, selon les prévisions de la FAO, aura presque triplé la population d'ici à 2050 (qui passera de 18 millions actuellement à 42 millions environ<sup>1</sup>). Aussi pouvons-nous citer les pratiques agricoles peu efficaces, y compris l'adoption de technologies inadaptées à l'écologie sahélienne, très fragile, et de formules techniques d'investissement et d'interventions peu compatibles avec celle-ci. En outre, la pression accrue sur les ressources naturelles, dans des écosystèmes traditionnellement voués à des formes délicates et complexes de production agro-sylvo-pastorale, souvent accompagnée de l'utilisation de techniques agricoles peu durables, a contribué au fil des ans - avec l'expansion démographique et les variations climatiques - à une dégradation inexorable des sols. Par conséquent, les conditions conduisant à la malnutrition se sont aggravées, forçant ainsi les communautés rurales à se déplacer vers des terrains plus fertiles ou vers les réalités urbaines.

Le mouvement de population accru, fortement accéléré au cours de la dernière décennie par la pression des groupes armés dans les régions périphériques du nord, de l'est, mais aussi récemment dans les autres confins du pays, s'exacerbent. De même, les traditionnelles tensions inter-ethnique et intercommunautaires, liées aux problèmes d'accès aux ressources du territoire, s'intensifient. Au cours des vingt dernières années, la population du Burkina Faso et du Niger a doublé. La productivité agricole, même dans les sous-secteurs où elle s'est améliorée, ne semble pas en mesure de soutenir la croissance de la population, selon des tendances qui caractérisent typiquement les pays subsahariens et qui définissent la dépendance chronique des pays les plus pauvres vis-à-vis du système d'aide internationale.

Outre ces limitations, les problèmes historiques de pauvreté et de sous-développement du capital humain sont à mentionner. De même, les ressources disponibles sont limitées et une grande partie de la population est souvent déconnectée de l'accès aux services de base, ou à des réelles opportunités de formation, d'emploi et d'inclusion sociale. L'augmentation constante de la population et l'expansion de la tranche jeune de la population à la recherche d'un emploi implique qu'une part de plus en plus réduite de la population totale parvient à être absorbée par l'économie formelle. Pour 80% des populations locales, la seule activité économique viable reste l'agriculture de subsistance, qui d'ailleurs est fortement affectée non seulement par la sécheresse prolongée et la dégradation des sols, mais aussi par d'autres aléas, parfois extrêmes.

1. Burkina Faso | Africa Sustainable Livestock 2050 | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (fao.org)



23 juin 2021. Entretien avec l'Ambassadeur d'Italie au Burkina Faso, Andrea Romussi, et le Directeur de l'AICS Ouagadougou, Domenico Bruzzone, avec LeFaso.net.

À ces défis s'ajoutent les conséquences de l'instabilité politique croissante de la sous-région, et des conflits régionaux, qui ont désormais résolument pris une dimension transnationale. La présence de groupes armés, souvent d'origine islamiste, dans des pays voisins comme le Mali, le Nigeria ou le Tchad, est désormais commune au Niger et au Burkina Faso. Ce phénomène engendre de vastes groupes de réfugiés et de personnes déplacées. En effet, depuis 2015, les attaques armées se sont multipliées, d'abord au Niger, puis au Burkina Faso, provoquant des millions de déplacés internes. De nos jours, environ 10% de la population du Burkina Faso est constituée de ces catégories de personnes. L'évolution dramatique de la situation au Burkina Faso, qui accueille actuellement plus d'un million et demi de personnes déplacées à l'intérieur du pays, est particulièrement préoccupante. La réponse de l'État n'a pas été jugée adéquate pour endiguer le phénomène. De ce fait, au cours de la seconde moitié de l'année 2021, on a assisté à une intensification des mouvements de protestation. Aussi, dans les régions du nord du Ghana, traditionnellement turbulentes et moins stables que le reste du pays, des tensions croissantes ont été enregistrées. Cela pousse à des craintes de dérives similaires à celles des pays sahéliens.

Les pays de la sous-région doivent gérer simultanément les questions de l'insécurité et les conséquences créées par la pandémie de la Covid-19. Il s'agit notamment des blocages et ralentissements de l'économie mondiale qui affectent les chaînes de production locales du fait de la crise des systèmes de transport. D'un point de vue sanitaire, la pandémie semble avoir touché la région du Sahel dans une moindre mesure qu'ailleurs, bien que l'impossibilité d'imposer des mesures d'isolement empêcherait d'endiguer la propagation du virus. Dans ces pays, l'économie est fortement basée sur des activités informelles et une grande partie de la population survit grâce à des activités à revenu journalier, ce qui rendrait donc impossible l'imposition de mesures d'isolement. En juin 2021, en tant que membres de la Team Europe, nous avons participé à la réception officielle du premier lot de vaccins contre la Covid-19 au Burkina, mise à disposition via la plateforme Covax. Au cours de la même année 2021, les vaccins contre le méningocoque et la rougeole sont également arrivés au Burkina Faso, pour renforcer le stock national de vaccins. Il s'agit d'un don spécifique de 300 000 euros, réalisé avec le fonds d'urgence OMS/Italie à Genève, et avec la collaboration de l'équipe de l'OMS au Burkina Faso.

Malgré le cadre complexe décrit dans les lignes précédentes, l'année 2021 pour le Siège AICS de Ouagadougou s'est avérée intense, toutefois riche, avec des points de croissance et de succès remarquables. Malgré les ralentissements partiels dus à la pandémie en 2020 et aussi le manque d'attractivité dû aux conditions difficiles de travail d'un bureau qui intègre deux pays très difficiles et risqués, en 2021 l'AICS Ouagadougou a pu se prévaloir de l'aide de seize (16) nouveaux collaborateurs, dont la plupart sont des experts sectoriels chargés de suivre la gestion des programmes et d'apporter l'assistance nécessaire pour assurer l'atteinte des résultats. Quand bien même la pandémie de SARS-Cov-2 et le contexte régional représentent souvent une limite dans la recherche et le traitement de candidatures professionnelles, problème qui s'est posé ces dernières années, nous avons constaté avec satisfaction qu'au cours de l'année 2021 le Siège est parvenu à se développer, en qualité et quantité, en faisant appel à des professionnels experts et à des jeunes avec des excellents scolarités et des professionnalités intéressantes, motivés et souvent très déterminés dans l'apprentissage et prêts à offrir des services et des contributions importants. Le dynamisme de ces derniers nous a par exemple permis d'ouvrir une rubrique information & communication très active et productive, conduisant ainsi à des résultats et retours parfois brillants sur les réseaux sociaux (plus de 10 000 contacts sur la plateforme professionnelle LinkedIn en mai 2022).

Au cours de l'année, une série de programmes d'importance considérable ont été lancés dans des divers secteurs, de l'agroécologie au système de santé, le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et des contributions pays d'urgence humanitaire. Suite à la mise en œuvre réussie de deux programmes de coopération déléguée de l'UE au cours des dernières années - dont l'un est toujours en cours, Durabilité de l'Environnement et Stabilisation Économique sur la Route de Transit - D.E.S.E.R.T. - en 2021 le troisième programme financé par l'Union européenne à hauteur de six millions d'euros a été lancé.





Le programme DESERT appuie plusieurs activités de développement agro-sylvo-pastoral à travers la mise en place de structures de gestion rationnelle des ressources naturelles dans les régions de Tahoua et Agadez, au Niger (Photo : ©AICS Ouagadougou/Artisan Prod).

Il s'agit d'une initiative de recherche-action très importante du cadre DeSIRA qui vise à valoriser la biodiversité des écosystèmes sahéliens, en développant des actions de protection des cultures négligées et sous-utilisées (NUS) dans le monde rural. Le programme, lancé au niveau sous-régional, notamment au Burkina Faso et au Niger, présente un intérêt considérable dans le cadre de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire et permet d'explorer les possibilités de monétarisation sur des marchés sélectifs.

Les attentes liées à l'exécution de ce programme, ainsi que l'achèvement imminent des activités du programme D.E.S.E.R.T., qui prendront fin l'an prochain, sont particulièrement prometteuses. Fort des expériences de financement, de gestion et de suivi déjà développées au cours des quatre dernières années de service auprès de ce bureau régional, j'estime particulièrement réussies les initiatives de coopération déléguée, pour la mise en œuvre desquelles nous nous sommes appuyés sur l'expérience et les compétences du système de la société civile italienne active dans la région, et des professionnels italiens qui ont travaillé avec dévouement, méthode et capacité<sup>2</sup>. Ceux-ci, nonobstant le contexte difficile des zones méridionales du Niger où le Programme intervient, dans la région de Taouha, ou bien septentrionales, dans la Région d'Agadez, ou ainsi dans la région du Sahel au Burkina Faso. Dans ce contexte difficile, certaines parmi les initiatives financées à travers le canal multilatéral sont tout aussi satisfaisantes. Ayant reconnu cela, nous avons donc l'intention d'avancer aussi pour l'avenir dans cette perspective, en ce qui concerne l'avenir de notre présence dans la région, dans laquelle la Coopération italienne espère pouvoir continuer à collaborer fortement avec notre secteur non-gouvernemental, souvent représenté de manière exemplaire par des experts d'une grande expérience et d'une sensibilité professionnelle, ainsi que par des jeunes professionnels, motivés et très bien orientés, ou par du personnel local expérimenté : c'est grâce à nos OSC, qui comptent des décennies d'expérience considérable et de connaissances raffinées des contextes sahéliens, que notre Coopération a souvent obtenu les résultats les plus intéressants dans cette partie de l'Afrique, riche en idées et non sans opportunités, mais très dure et difficile.

L'année 2021 a également vu la conclusion des activités de projets et de plusieurs programmes - dont beaucoup ont été réactivés au cours des trois dernières années, après une phase de latence due au manque de personnel dans la période précédant 2018. Nous procédons maintenant à l'évaluation des résultats obtenus, afin d'être en mesure d'établir un plan d'action efficace pour notre planification future, en tirant des idées et des inspirations des leçons apprises. Je voudrais mentionner ici, avec une fierté particulière, les résultats obtenus par le programme confié, mis en œuvre par quatre OSC italiennes (CISV, LVIA, Medicus Mundi Italia, Progettomondo Mlal), de lutte contre la malnutrition chronique infantile dans les régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest du Burkina Faso. C'est une action précieuse, qui a contribué à réduire la malnutrition aiguë de 11,3% en 2009 à 8,1% en 2019, et la malnutrition chronique de 35,1% à 25,4% dans le pays<sup>3</sup>.

Autre témoignage important de l'efficacité de notre intervention au Sahel porte sur les programmes de développement rural et de réponse aux changements climatiques, comme le Projet de Renforcement de la Résilience des Populations à l'Insécurité Alimentaire dans les régions du Centre-Nord et du Sahel (P2RPIA-CNS), dans le nord du Burkina Faso, et le Projet d'Adaptation au Changement Climatique, de Prévention des Catastrophes et de Développement Agricole pour la Sécurité Alimentaire (ANADIA 2.0) au Niger<sup>4</sup>.

2. Les OSC italiennes en charge de la mise en oeuvre du Programme sont CISP, COSPE, COOPI, Terre Solidali

3. Enquête nationale SMART 2020 (enquête rapide d'évaluation de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans).

4. Réalisé grâce à l'assistance technique de l'Istituto per la BioEconomia (IBE-CNR), DIST - Dipartimento Interateneo di Scienze Progetto e Politiche del Territorio Politecnico et Università di Torino, DMN - Direction de la Météorologie Nationale du Niger.



500 maisons sociales bioclimatiques sont réalisées par l'OSC CISP pour le projet D.E.S.E.R.T. à 5 km d'Agadez, pour permettre une meilleure gestion de l'espace urbain (Photo : ©AICS Ouagadougou/Artisan Prod)

A travers ces programmes ancrés aux résultats de l'analyse technique et de la recherche scientifique, ainsi qu'aux réalités concrètes de leurs contextes d'intervention, nous assistons les communautés rurales et les collectivités locales dans plusieurs domaines, tels que la valorisation des sols, la reformulation de stratégies d'adaptation et de mitigation au changement climatique, et la prévention des conséquences des changements de l'environnement global sur les réalités locales. C'est sur la base de ces expériences concrètes et positives que nous reconfirmons avec conviction l'engagement de la Coopération italienne en faveur du monde rural au Sahel, en appui à la production agro-sylvo-pastorale, à la lutte contre la malnutrition, aux besoins prioritaires des communautés rurales, et à la santé publique de la sous-région.

Aussi le Programme PRODAF/PAMIRTA au Niger, un programme de crédit souple à hauteur de 20 millions d'euros pour le développement des réseaux routiers dans la région de Tahoua, a continué à produire des avancements importants dans la contractualisation de ses partenaires exécutifs, en comptant sur une dynamique agile et productive qui a fait en sorte que Cassa Depositi e Prestiti (CDP) a mis à disposition un montant supplémentaire équivalent à 4,5 millions d'euros à l'AICS au Niger, destiné à l'assistance technique dans le pays, en utilisant les ressources issues du Programme Régional de l'UE Rural Roads Infrastructures Development (2RID).

Enfin, l'année 2021 marque également l'expansion géographique et institutionnelle de ce Siège : en décembre 2021, nous avons ouvert un bureau AICS à Accra pour coordonner et suivre les initiatives de coopération au Ghana. Dans ce pays aussi stratégique, AICS Accra a repris un important programme préexistant de crédits souples en faveur des petites et moyennes entreprises au Ghana, qui existe depuis 2004 et qui s'évalue à une valeur totale de 33 millions d'euros. Outre à accompagner la deuxième phase dudit programme à sa fermeture, nous espérons pouvoir soutenir d'autres initiatives de développement axées sur la création d'emplois et le développement rural, surtout dans la région septentrionale du pays. Le panorama ghanéen offre aujourd'hui une perspective très articulée pour l'orientation des actions de coopération, très différente du Burkina Faso, ou du Niger : ceci, tant d'un point de vue sectoriel que d'un point de vue stratégique, par rapport aux priorités et besoins actuels, et aux réelles opportunités de cette économie côtière dynamique et en pleine croissance. Le contexte reste fortement lié à l'évolution de la situation au Burkina Faso et au Sahel, et notre présence peut représenter une ressource importante : c'est donc un nouveau défi, que nous accueillons avec enthousiasme, détermination et engagement.

Avant de conclure, je tiens à remercier tous ceux qui facilitent notre présence et notre travail dans la région : les missions diplomatiques, les chefs de mission au Burkina Faso, au Ghana et au Niger, et les différentes instances du système Italia, les collaborateurs et les représentants du Siège, les contreparties ministériels dans les pays partenaires, les membres de la société civile italienne engagés à garantir le succès de nos initiatives, et tous les partenaires sur l'aide desquels nous avons eu la chance de pouvoir compter, en plus des OSC susmentionnées. De manière irremplaçable ont contribué, au développement de cet important siège de l'AICS, les collègues des deux bureaux, avec un grand dévouement et souvent avec un grand esprit de sacrifice.

Forts de ces liens, nous espérons que notre engagement commun pour l'année à venir ira encore en s'amplifiant et reconfirmera le rôle de la Coopération italienne comme partenaire prioritaire dans le cadre de l'aide internationale dans la région.





# 2021 SIÈGE

En 2021, l'AICS de Ouagadougou s'est considérablement développée en termes de capacité et de volume. Le nombre total du personnel de l'Agence dans les territoires de compétence est passé de 31 employés en 2020 à 37 en 2021\*. Au cours de l'année, 16 nouvelles embauches ont été réalisées : 10 pour le bureau de Ouagadougou, 5 pour le bureau de Niamey et 1 pour le bureau d'Accra. Il s'agit le plus souvent de figures techniques chargées d'accompagner les programmes, engagées avec un contrat à durée déterminée de droit privé. La croissance du personnel affecté aux programmes (qui en 2021 représente environ la moitié du personnel total du siège) reflète la croissance progressive du volume et de la qualité des projets soutenus par l'AICS Ouagadougou à partir de 2018, année de recrutement du Directeur Régional Bruzzone. Sept personnes ont terminé leur mission courant 2021, suite à la conclusion du contrat ou de leur projet. Le départ de la Coordinatrice des Programmes d'Urgence, Muhameda Tulumovic, qui au cours de trois années de grand engagement et de passion professionnelle a grandement contribué à donner forme et vie à l'infrastructure des interventions humanitaires d'urgence au Niger, a été particulièrement touchant.

L'année 2021 a également vu l'inauguration d'un bureau à Accra, au Ghana. Le bureau de l'AICS, situé dans les locaux de l'Ambassade d'Italie, a été ouvert par Chiara Ruffato, Programme Officer pour le Ghana, chargée de positionner l'Agence dans le panorama de la coopération internationale au Ghana et d'identifier les avenues prioritaires pour orienter l'intervention de la Coopération italienne. L'action de l'AICS au Ghana viendra compléter un programme de crédit souple de la Coopération Italienne, en cours depuis 2004.

En ce qui concerne les espaces des bureaux, après une série de rénovations visant à assurer l'habitabilité du bureau de Ouagadougou, le siège a mis à jour en 2021 son document d'évaluation des risques (DVR) et l'a remis au siège central de Rome, pour examen et approbation. D'autres interventions visant à améliorer l'utilisation des locaux et à les sécuriser ont été réalisées au cours de l'année, notamment la réfection de la cour extérieure et le remplacement des barbelés de protection, la réhabilitation de la toiture et des interventions sur le système électrique, l'achat d'équipements ITC, la reconfiguration des espaces et l'amélioration esthétique du mobilier déjà disponible.

Enfin, nous voulons mentionner l'impact des défis qui caractérisent l'action de la coopération au développement dans la région du Sahel. Tout d'abord, l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les activités de travail du bureau. Conformément aux directives du gouvernement local, le travail en présentiel a été possible pendant la majeure partie de l'année, à l'exception de certaines périodes d'isolement de l'ensemble du personnel suite à des cas contacts. La poursuite du travail en présence a été rendue possible grâce à l'adoption de mesures préventives contre la propagation de la Covid-19, conformément aux protocoles sanitaires du Ministère italien de la Santé, telles que l'utilisation de masques et de gels désinfectants, la réduction du nombre de personnes pour chaque chambre, etc. Néanmoins, la persistance des effets de la pandémie de la Covid-19 a représenté un frein important à la mise en œuvre des projets, entraînant souvent des retards, ainsi qu'au recrutement du personnel ; déjà à partir de 2020, le bureau AICS Ouagadougou ne reçoit plus les Fellow du programme UNDESA - des ressources qui, au fil des ans, se sont révélées stratégiques pour la gestion et la supervision du portefeuille des programmes du Siège.

L'aggravation de la situation d'insécurité dans la région, en particulier au Burkina Faso, en raison de l'intensification des attaques des groupes terroristes et djihadistes contre les civils et les militaires, et l'augmentation consécutive des mouvements de protestation à l'échelle nationale dans la seconde moitié de l'année, a représenté une limite supplémentaire à la pleine réalisation des activités, notamment en ce qui concerne l'impossibilité de se rendre sur le terrain pour suivre l'exécution des projets. Malgré les difficultés, 2021 s'est avérée être une année de croissance et de succès pour l'AICS Ouagadougou, qui peut désormais compter sur une équipe dynamique d'experts prêts à accompagner la mise en œuvre des projets financés par la Coopération italienne.

\*Nombre total du personnel au cours de l'année, y compris les effectifs, les contractants sur place, et les prestataires de services.



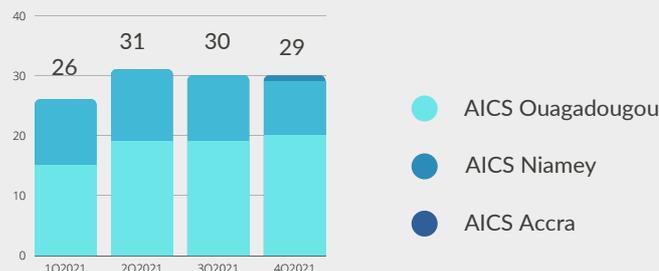
Page latérale : Défilé de mode à l'occasion du Festival Yeelba (Ouagadougou, Nov 2021)



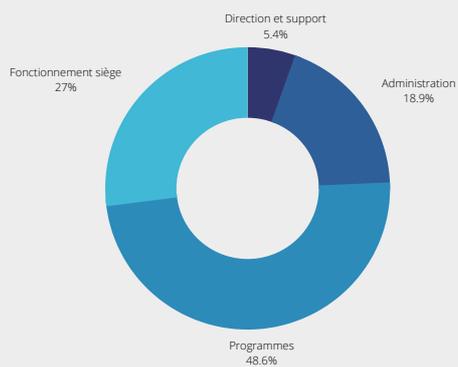
Cette page : les femmes de l'AICS Ouagadougou et l'équipe de l'AICS Niamey

**37** PERSONNEL 2021\*

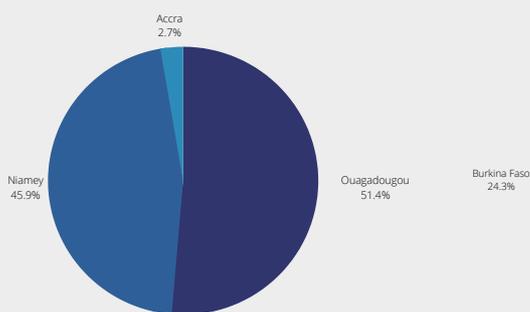
**16** NOUVELLES EMBAUCHES



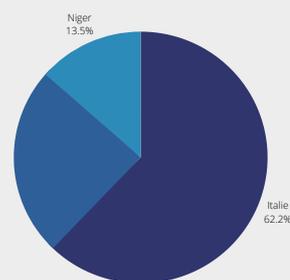
Nombre total du personnel pour chaque trimestre; on peut remarquer la croissance du personnel du bureau de Ouagadougou à partir du 2Q2021 et la création du bureau de Accra en fin d'année



### FONCTION



### BUREAU



### ORIGINE

\*Nombre total du personnel au cours de l'année, y compris les effectifs, les contractants sur place, et les prestataires de services.

## OUAGADOUGOU

### Direction

Domenico Bruzzone - Directeur Régional  
Mirko Tricoli - Fonctionnaire

### Administration

Enrico Roggi - Coordinateur Administratif  
Franck Kabore - Assistant Administratif Principal  
Wilfred Kini - Assistant Administratif  
Valeria Diprima - Assistante Administrative  
Mahamadi Ouermi - Assistant Administratif projet BtG II

### Programmes

Chiara Ruffato, Daniela Ciliberti, Giulia Polato - Programme Officer (BF)  
Giuliano Soncini - Expert Développement Rural  
Veronica Marcon - Assistante Programmes Urgence (BF)  
Pierpaolo Crivellaro - Communication Officer  
Dolores Mattosovich, Melissa Razzini - Coordinatrice projet BtG II  
Claudia Meloni - Assistante projet CNATAC  
Andrea Ghione - Coordinateur Programme SUSTLIVES

### Fonctionnement Siège

Virginie Bayoulou/Neya - Secrétaire  
Adjibou Traore - Chauffeur Logisticien  
Idrissa Tassebedo, Demy Boukare, Dabire Toubayour, Brigitte Kabore, Sankara Managabzanga - personnel en somministration

## NIAMEY

### Programmes

Muhameda Tulumovic - Coordinatrice Programmes Urgence  
Laura Pala - Programme Officer (Niger)  
Daniele Batosti - Coordinateur programme DESERT  
Jacopo Branchesi - Coordinateur projet AFDEL  
Laura Donati - Assistante Programmes Urgence (Niger)  
Marcella Odorizzi - Assistante projet AFDEL  
Andrea Veronelli - Expert Développement Rural  
Garba Aboubacar - M&E Officer

### Administration

Chiara Ferri - Administratrice Pays (Niger)  
Lorenzo Bianco - Assistant Administratif

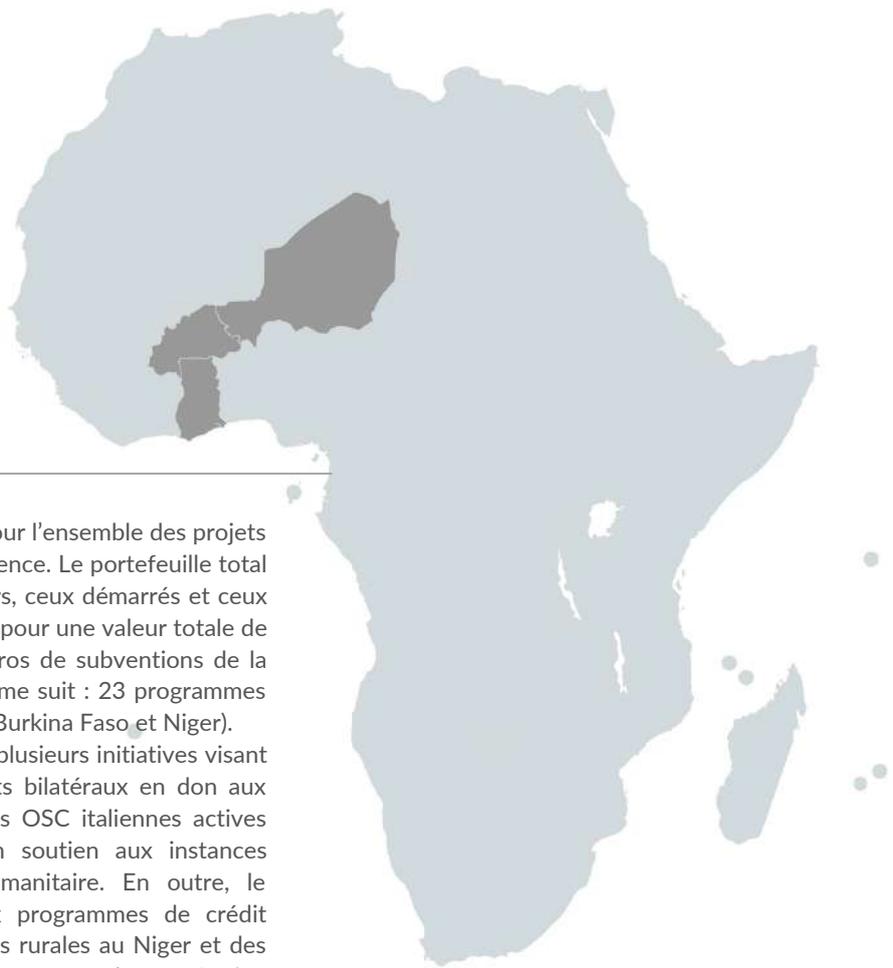
### Fonctionnement Siège

Larissa Dovonou, Mohamed Hamani, Zeinabou Boubacar, Mahaman Ali - personnel en somministration

## ACCRA

Chiara Ruffato - Programme Officer Ghana

# 2021 PROJETS



L'année 2021 s'est avérée être une année importante pour l'ensemble des projets financés ou gérés par l'Agence dans les pays de compétence. Le portefeuille total de projets actifs en 2021 (y compris les projets en cours, ceux démarrés et ceux achevés au cours de l'année) comprend 41 programmes pour une valeur totale de 146,5 millions d'euros (dont près de 113 millions d'euros de subventions de la Coopération italienne), géographiquement répartis comme suit : 23 programmes au Burkina Faso, 16 au Niger, 1 au Ghana et 1 régional (Burkina Faso et Niger).

L'action de l'AICS Ouagadougou est canalisée à travers plusieurs initiatives visant à soutenir les pays partenaires, dont des financements bilatéraux en don aux contreparties ministérielles, des projets promus par les OSC italiennes actives dans la sous-région, des initiatives multilatérales en soutien aux instances internationales et des interventions d'assistance humanitaire. En outre, le portefeuille de l'AICS Ouagadougou comprend deux programmes de crédit souple pour financer le développement d'infrastructures rurales au Niger et des petites et moyennes entreprises au Ghana. Enfin, les programmes de coopération déléguée, financés par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Agence elle-même, occupent une place particulièrement importante : D.E.S.E.R.T. au Niger et SUSTLIVES au Burkina Faso et au Niger.

Au cours de l'année, 7 nouveaux programmes ont été lancés pour une valeur totale de 18 millions d'euros : un pour la recherche académique sur l'agroécologie pour le développement rural, un pour soutenir le système de santé burkinabé, deux pour la création d'emploi et le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et trois initiatives multilatérales d'urgence humanitaire au Niger. L'année 2021 a également vu la clôture des activités de projet de 17 programmes précédemment lancés (10 au Burkina Faso et 7 au Niger), avec l'obtention de résultats importants, qui sont maintenant en cours d'évaluation et d'appréciation.

## BURKINA FASO

Soutien au Système Sanitaire du Burkina Faso - OMS

JEM Phase II - OIM

Idee Bridge - OIM

## NIGER

Urgence - Contribution au CICR

Urgence Sahel Central - UNHCR

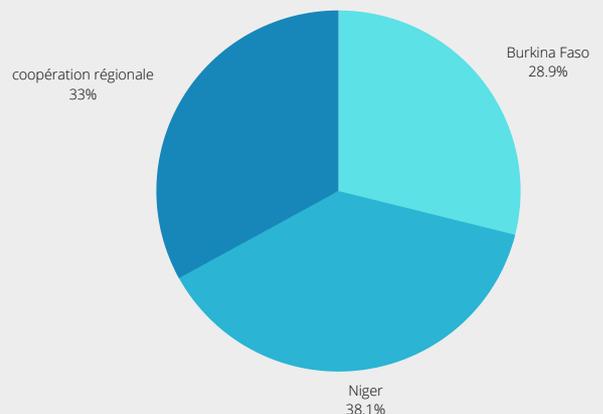
Urgence Réponse Humanitaire Multisectorielle - UNICEF

## COOPERAZIONE REGIONALE

SUSTLIVES -  
Coopération Déléguée

## 7 PROJETS LANCÉS

VALEUR TOT: 18.173.147 €



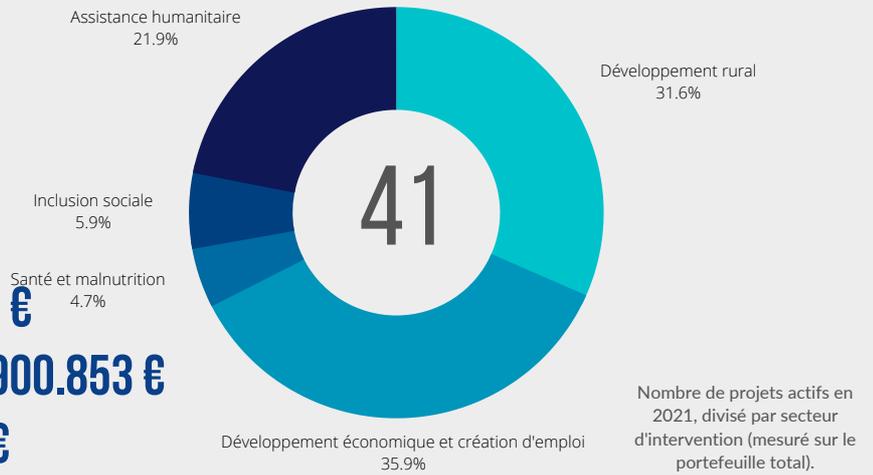
Nombre de projets lancés en 2021, divisés par pays (mesuré sur leur montant total)

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: **146.592.256 €**

CONTRIBUTION AICS/MAECI: **112.900.853 €**

VERSEMENTS 2021: **19.399.978 €**



Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets ; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.

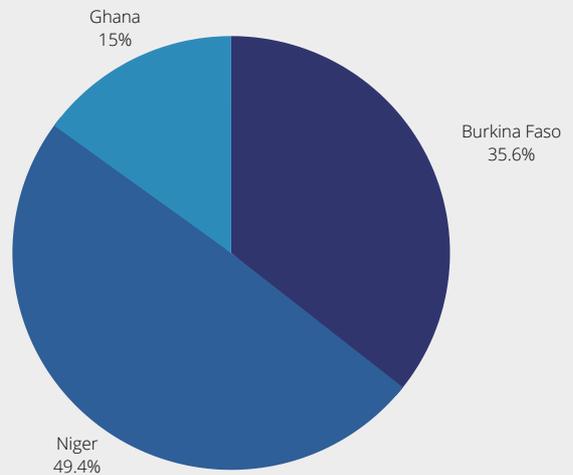
## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE

BURKINA FASO: **52.219.316 €**

NIGER: **72.327.895 €**

GHANA: **22.000.000 €**

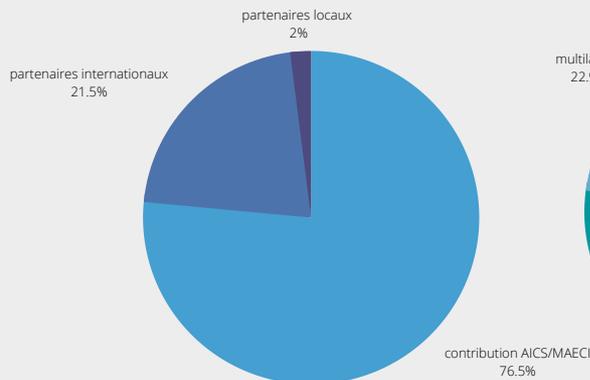
DONT COOPÉRATION DÉLÉGUÉE: **19.790.000 €**



Répartition du portefeuille de projets par pays, calculée sur le portefeuille total de projets actifs en 2021

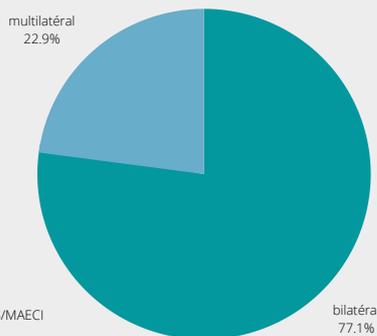
Les données rapportées sur cette page relatives à l'ensemble du portefeuille de projets actifs en 2021 incluent les projets de coopération déléguée (abordés dans un chapitre séparé au cours du rapport).

### CONTRIBUTIONS



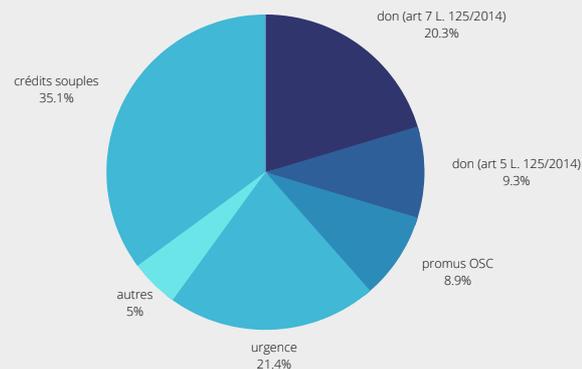
Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021

### CANAL DE FINANCEMENT



Typologies et canaux de financement de la Coopération italienne, calculés sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

### TYPLOGIE DE FINANCEMENT





portefeuille tot.  
19.790.000 €

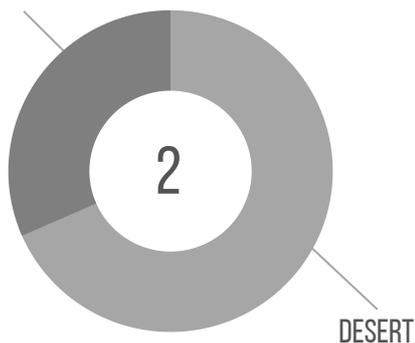
versés 2021  
2.515.851 €

Valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021 et des versements effectués au cours de l'année

## COOPÉRATION DÉLÉGUÉE

Participation des "Artisans du désert" de Agadez à la Foire de l'Artisanat de Milan (Photo: ©COOPI)

SUSTLIVES



Nombre de projets actifs en 2021, en proportion de la valeur de chaque projet

Depuis 2012, la "coopération déléguée" s'est consolidée en tant qu'élément essentiel du système de coopération italienne. L'Italie compte parmi les quatre premiers États membres de l'Union européenne à mettre en œuvre des programmes de coopération déléguée, obtenant ainsi des résultats clairement positifs pour le système Italia et la Coopération italienne au développement, tant en termes de volumes de ressources disponibles pour les interventions de coopération, que de visibilité politique : au sein de l'UE elle-même, dans les pays partenaires, et avec d'autres donateurs. Actuellement, deux programmes de coopération déléguée de l'AICS sont actifs au Burkina Faso et au Niger : D.E.S.E.R.T. et SUSTLIVES ; tandis qu'un troisième, ISJF Séno, a pris fin en 2020, avec des résultats très positifs. Deux d'entre eux font partie du "Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière en Afrique" (EUTF for Africa), lancé par l'Union européenne en 2015 pour promouvoir la stabilité dans les régions du Sahel et du Lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord afin de contribuer à une meilleure gestion de la migration illégale, principalement à travers des actions de soutien à la création d'emplois et au développement des communautés rurales. Le programme SUSTLIVES, quant à lui, fait partie de DeSIRA, une initiative mondiale qui entend contribuer à la transformation durable de l'agriculture et de la production alimentaire, en soutenant et en renforçant des parcours de recherche et d'innovation.



**D.E.S.E.R.T.**  
Événement de visibilité à Agadez

**SUSTLIVES**  
première réunion opérationnelle à Bari, Italie, avec les partenaires de projet



**D.E.S.E.R.T.**  
Quatrième réunion du COS du programme (Niamey)

27/05

**D.E.S.E.R.T.**  
Troisième Réunion du Comité d'Orientation Stratégique du programme (Niamey)

27/07



01/08

**SUSTLIVES**  
Démarrage du projet

11/11



04/12

**D.E.S.E.R.T.**  
Les "artisans du désert" de COOPI participent à la Foire de l'Artisanat de Milan

07/12



## SUSTLIVES - SUSTAINING AND IMPROVING LOCAL CROP PATRIMONY IN BURKINA FASO AND NIGER FOR BETTER LIVES AND ECOSYSTEMS



Le programme SUSTLIVES (SUSTaining and improving local crop patrimony in Burkina Faso and Niger for better LIVes and EcoSystems) est un programme de coopération déléguée qui a débuté en août 2021, pour une durée de quatre ans. Soutenu par un financement de l'Union européenne et mis en œuvre par l'AICS, en partenariat avec le CIHEAM Bari et The Alliance of Bioversity International and CIAT, le programme repose sur un partenariat étroit avec un solide réseau de partenaires du monde académique (Università degli Studi Roma Tre, Luke Finland, Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou et Université Abdou Moumouni de Niamey) et la société civile (organisations paysannes, associations féminines, OSC locales). Le programme s'inscrit dans le cadre de l'initiative mondiale DeSIRA (Development Smart Innovation through Research in Agriculture) qui vise à contribuer à la transformation agro-écologique du Sahel, vers des modèles de production agro-alimentaire inclusifs, durables et adaptés aux changements climatiques.

Le programme SUSTLIVES se configure comme un projet de recherche-action et de partenariat multi-acteurs dédié à la valorisation des cultures négligées et sous-utilisées (NUS), le renforcement des capacités de recherche et d'innovation des acteurs AKIS (Systèmes de Connaissances et d'Innovation Agricoles), le développement de filières inclusives (en particulier des femmes et des jeunes) et l'amélioration des politiques nationales et régionales d'accompagnement du secteur.

Compte tenu du fort impact du changement climatique sur les communautés locales et leurs systèmes agro-alimentaires, il devient de plus en plus nécessaire de repenser le modèle de production alimentaire à travers une approche holistique pouvant favoriser des cultures résilientes et nutritives dont les femmes détiennent souvent le savoir-faire local. Cette approche, si fondée sur un parcours de recherche académique rigoureux et un échange productif avec les communautés rurales des zones d'intervention, permettra une réelle augmentation de la productivité et assurera la sécurité nutritionnelle de milliers de personnes. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de recherche, l'AICS s'appuie sur le CIHEAM Bari comme principal partenaire technico-scientifique. La collaboration avec le monde académique et scientifique reste l'un des points forts de l'expérience de l'AICS dans le domaine du développement rural et de l'adaptation au changement climatique, comme en témoignent d'autres projets au Burkina Faso (Agrinovia) et au Niger (ANADIA).

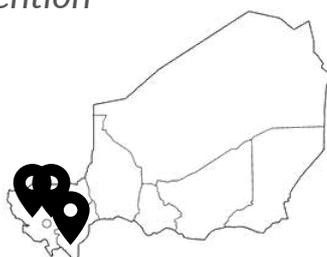
### RÉSULTATS ATTENDUS

- R1) Les connaissances sur les NUS sélectionnés sont disponibles et l'accès aux NUS pour les acteurs AKIS au Burkina Faso et au Niger est amélioré;
- R2) Les compétences de recherche, professionnelles et marketing des acteurs AKIS sont améliorées et le potentiel d'innovation locale sur les NUS est augmenté;
- R3) Les politiques, les stratégies, les échanges et la coopération sur les NUS sont améliorées.

### Zones d'intervention



Centre, Centre-Ouest,  
Plateau Central, Centre-Sud



Niamey, Dosso, Tillabéry

*Exécuteur:*  
AICS Ouagadougou

*Partenaires exécuteurs:*  
CIHEAM Bari,  
The Alliance of Bioversity  
International and CIAT

*Canal:*  
Coopération Déléguée

*Typologie:* Financement UE

*Domaines d'intervention*  
Recherche académique,  
développement rural,  
sécurité alimentaire

 Début: 01/08/2021

 Phase actuelle: en cours

 Financement UE:  
6.000.000 €

### BÉNÉFICIAIRES



centres de recherche  
filières agroalimentaires  
femmes et jeunes





Financé par  
l'Union européenne

## D.E.S.E.R.T. - DURABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET STABILISATION ÉCONOMIQUE SUR LA ROUTE DE TRANSIT

**Exécuteur:**

AICS Ouagadougou

**Partenaires exécuteurs:**

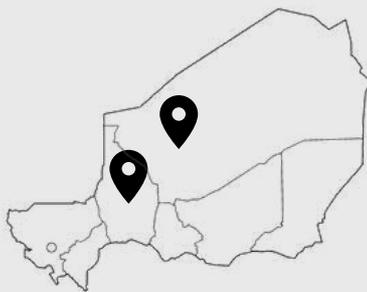
OSC CISP, COSPE, COOPI,  
Terre Solidali; UNCDF

**Canal:**

Coopération Déléguée

**Typologie:** Financement UE

### Zones d'intervention



Tahoua, Agadez



Début: 24/08/2019



Phase actuelle: en cours



Financement UE:  
13.790.000 €

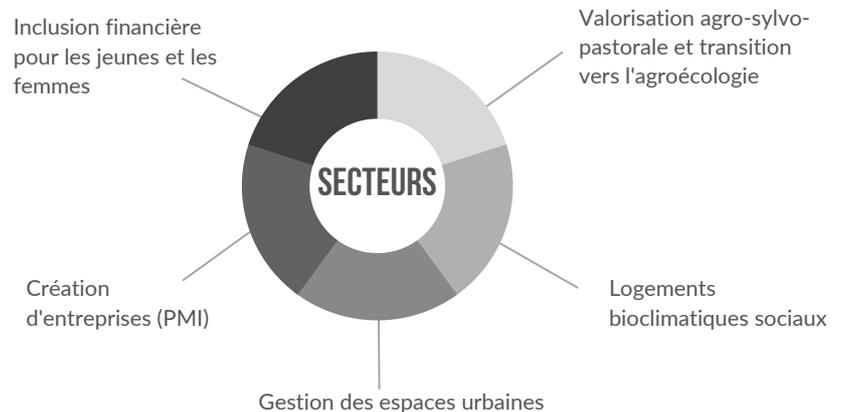
dont versés en 2021  
(subventions OSC):  
2.515.851 €

### BÉNÉFICIAIRES



**20.150**  
directs

Né dans le contexte des défis pressants qui affligent la jeune population nigérienne, forcée à choisir le chemin de la migration irrégulière à cause d'une économie peu diversifiée, de la forte croissance démographique, de l'instabilité, du chômage, de l'accès difficile à la terre, et du manque de produits financiers, le programme D.E.S.E.R.T. représente ainsi une des réponses de l'Union européenne à la gestion des questions migratoires au Niger. Plus précisément, D.E.S.E.R.T. vise à promouvoir les opportunités d'emploi rural, soutenir le développement local et créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat dans les régions de Tahoua et d'Agadez à travers 4 volets d'intervention : 1) agriculture, 2) construction résidentielle et aménagement du territoire, 3) le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises, 4) l'inclusion financière, à travers le développement de services financiers adaptés aux besoins des bénéficiaires. Quatre OSC italiennes ont été sélectionnées suite à un appel d'offres publié en décembre 2019 pour la mise en œuvre des trois premiers volets. Le quatrième volet (inclusion financière) est attribué, dans un cadre de co-délégation, à l'agence onusienne UN Capital Development Fund (UNCDF).



En 2021 les activités du volet agricole ont porté sur l'augmentation des opportunités d'emploi dans les secteurs clés du développement agro-sylvo-pastoral, à travers la construction d'ouvrages d'aménagement des bassins versants (petites diguettes, ouvrages de rétention des eaux pluviales) et la réhabilitation de 267 hectares de terres dégradées selon la technique de la demi-lune, mobilisant environ 3 831 personnes dans les travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO). Ainsi, le programme vise à assurer des revenus complémentaires aux jeunes en réduisant la précarité de l'emploi dans l'agriculture.

En raison de l'augmentation des flux migratoires, les villes situées le long des routes migratoires, comme Agadez, continuent de s'étendre sans que cette croissance ne soit encadrée dans l'urbanisme par le gouvernement. Par conséquent, l'accès de la population au logement est très limité. Dans la ville d'Agadez, en accord avec la Direction Régionale de l'Urbanisme et la Mairie de la ville, un nouveau quartier a été identifié sur une superficie de 54 hectares, où seront construites environ 500 maisons bioclimatiques en terre compactée (sans l'utilisation du bois), dont la construction a commencé en décembre 2021. La construction de ces maisons créera environ 800 emplois temporaires selon la méthode à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO).

En ce qui concerne le volet appui aux petites et moyennes entreprises, un centre d'incubation a été installé, équipé et a commencé à former 1 000 jeunes, dont 611 femmes, sur trois thèmes : (a) la culture entrepreneuriale, (b) le développement personnel et (c) étude de marché. Parmi les 1000 jeunes ayant suivi avec succès la formation, 150 détenteurs de projets d'entreprise, ayant fait l'objet de sélection, poursuivent leur parcours de formation par le biais de sessions de coaching. Le centre d'incubation assurera également la création de 30 nouvelles petites entreprises.

## Terre Solidaire

### 01 - AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Réalisation d'une étude sur les filières de production (juillet 2021) pour mettre en évidence les forces et les faiblesses de la commercialisation agricole ;

Valorisation de 117 ha de terres (région d'Agadez) ; 1 216 personnes employées dans des activités à forte intensité de main-d'œuvre ; construction d'un puits pastoral, 94 km de couloirs balisés et 125 km de pare-feu ;

Construction d'un centre de transformation agroalimentaire à Teghazert.



### 02 - SECTEUR AGRO-SYLVO-PASTORAL



Récupération de 150 ha de terres (région de Tahoua) ; 2 615 personnes employées dans des activités à forte intensité de main-d'œuvre ; construction d'un puits pastoral ;

Construction d'un centre de production d'aliments pour bétail ;

Formation de 450 personnes sur l'horticulture, les activités agro-sylvo-pastorales et les filières agro-alimentaires.



### 03 - MAISONS SOCIALES ET PLANIFICATION URBAINE

Construction de 500 logements sociaux pour les populations déplacées et vulnérables d'Agadez ;

En 2021, 1 001 parcelles ont été identifiées pour les logements et 11 parcelles pour les services de base du nouveau quartier (ex. structures sociales, sanitaires, éducatives). 2 185 m de conduites d'eau ont été installées pour relier Agadez au nouveau quartier (5 km au sud) ;

Formation de 250 maçons à la construction de logements accessibles, et de 125 maçons et techniciens à la construction de logements sociaux. Création d'un comité de pilotage.



### 04 - APPUI AUX MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

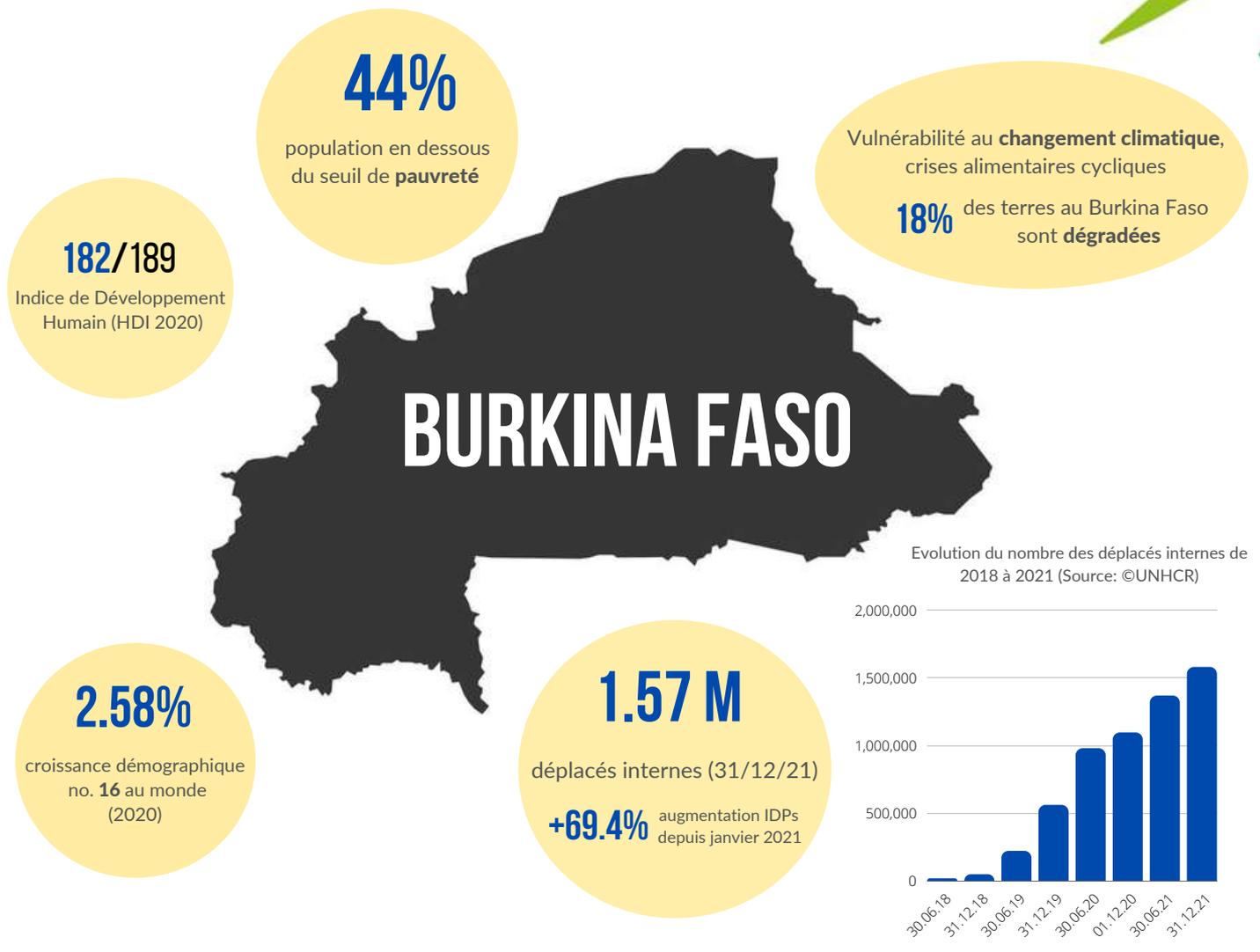


Installation d'un centre incubateur à l'Université d'Agadez, avec le partenaire CIPMEN - opérationnel depuis janvier 2021.

Formation de 1 000 jeunes (dont 611 femmes et 45 personnes vulnérables) à la culture entrepreneuriale, au développement du business et aux études de marché. L'identification de 150 projets d'entreprise (MPMI) est finalisée et la formation des chefs de projet est achevée.

Construction de 2 écoles agricoles sur un terrain de 5,2 ha mis à disposition par l'université.





Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde et se classe parmi les pays ayant l'indice de développement humain le plus bas. À l'extrême pauvreté s'ajoutent les effets du changement climatique et la dégradation des ressources environnementales, qui ont un fort impact sur la sécurité alimentaire et sur les taux de malnutrition de la population burkinabé. Ces dernières années, l'insécurité croissante et le déplacement de larges masses de population qui en a résulté ont provoqué une crise humanitaire sans précédent, touchant 2,2 millions de personnes. Au cours de la seule année 2021, la population déplacée a augmenté de près de 70% : de nos jours, une personne sur treize au Burkina Faso est déplacée à l'intérieur du pays.

Face à une situation aussi difficile, la coopération internationale assume un rôle important d'assistance et d'accompagnement aux institutions étatiques et de la société civile pour faire face aux nombreux défis. Présente depuis plus de 40 ans au Burkina Faso, la Coopération italienne a noué un partenariat solide avec le pays sahélien, soutenant un grand nombre d'initiatives dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la santé. Parmi les projets importants soutenus dans le passé par la Coopération italienne figurent le développement d'aires protégées transfrontalières, la lutte contre le paludisme et le VIH, et diverses initiatives de développement rural.

Aujourd'hui, le Burkina Faso fait partie des pays prioritaires d'Afrique de l'Ouest pour la politique étrangère italienne. Conformément au Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) du Burkina Faso, des initiatives visant à accroître la productivité, renforcer la résilience, et accroître les compétences dans le secteur agro-sylvo-pastorale ont été financées et sont toujours en cours, avec l'objectif d'assurer une croissance soutenue du secteur rural et de contribuer à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la promotion du développement durable. Le secteur socio-sanitaire étant tout aussi important, des initiatives sont actuellement en cours de contraste à la malnutrition chronique, dans le domaine de la santé maternelle et infantile et de traitement des maladies non-transmissibles (MNT).

Le secteur de la formation professionnelle et de la création d'emplois occupe aussi une position prioritaire dans l'ensemble des interventions de la Coopération italienne. Les actions en cours et prévues visent à favoriser l'insertion des jeunes, des femmes et des groupes les plus vulnérables dans le monde du travail, contribuant ainsi à lutter contre le phénomène de la migration irrégulière. L'Agence soutient également différents programmes pour favoriser l'inclusion sociale des sujets vulnérables ou marginalisés - un axe d'intervention transversal.

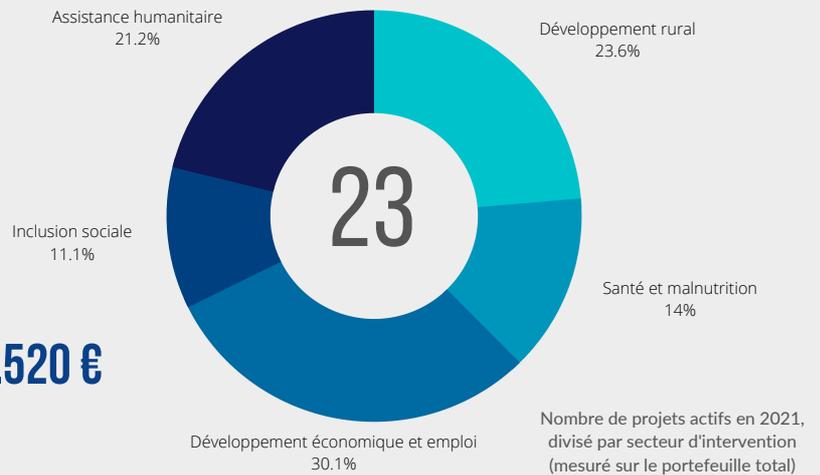
À partir de 2019, avec l'aggravation de la situation d'insécurité dans le pays et l'intensification des besoins humanitaires de la population déplacée, l'AICS Ouagadougou a considérablement augmenté le financement au secteur d'urgence humanitaire, travaillant aux côtés des organismes internationaux pour atténuer les conditions de vie des populations affectées par les crises.

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: **49.219.361 €**

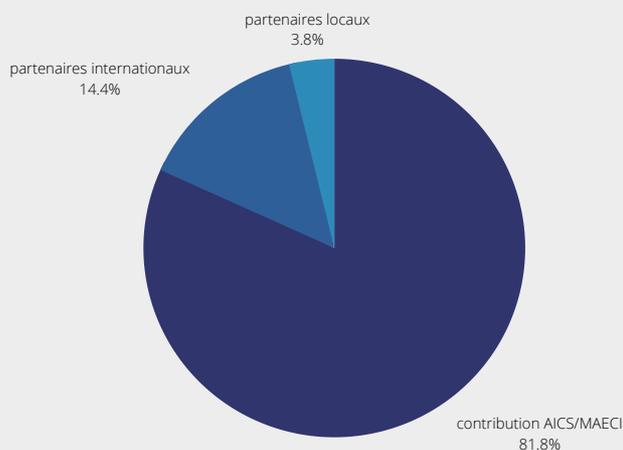
CONTRIBUTION AICS/MAECI: **41.051.520 €**

VERSEMENTS 2021: **8.978.716 €**



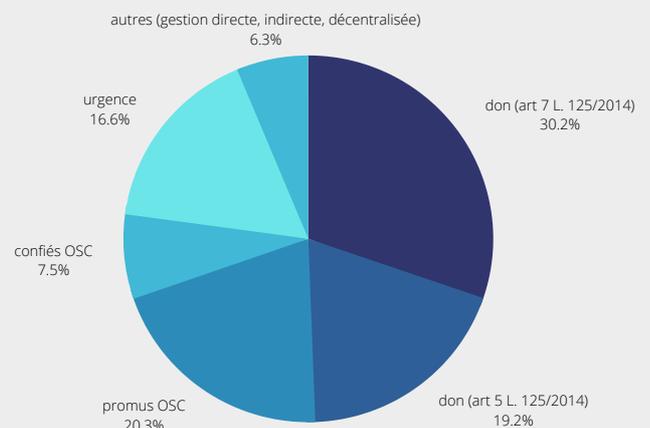
Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets ; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021

## CONTRIBUTIONS



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021

## TYPLOGIES DE FINANCEMENT



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

## 2021

Liste des projets lancés et conclus pendant l'année \*

### 2 PROJETS LANCÉS

Soutien au système sanitaire du Burkina Faso - OMS

JEM Phase II - OIM

Cultiver l'inclusion - CBM Italia

JEM Phase I - OIM

PICAPS - CIAI

Entreprises sociales innovantes - Mani Tese

Agrinovia 3.0 - Università Roma Tre

Giovani al Centro - Regione Piemonte

Apiculture I - gestion directe

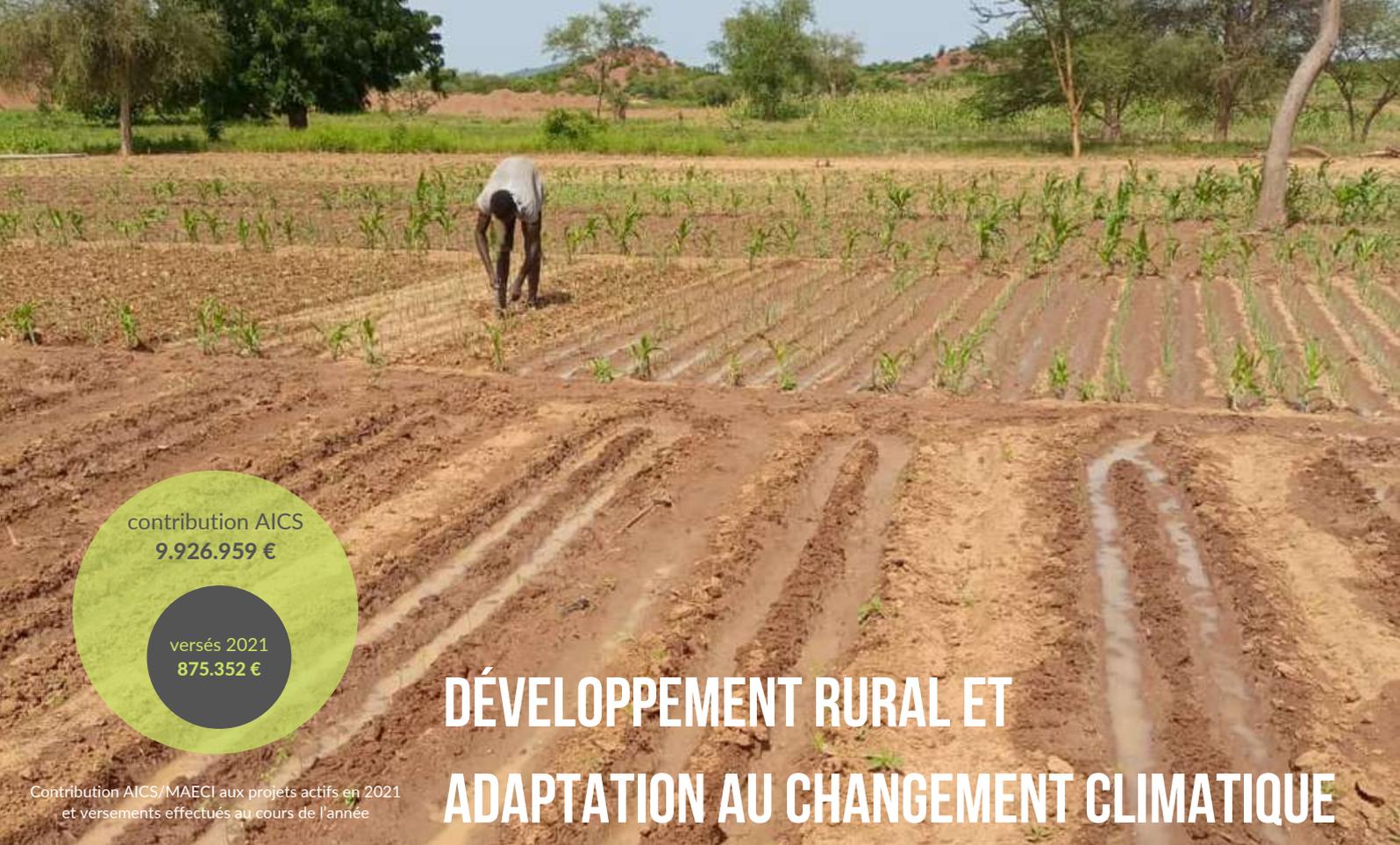
Bridging the Gap II - gestion directe

Cinquième Recensement - Institut National de la Statistique et de la Démographie

Enregistrement des naissances - Provincia Autonoma di Trento

### 10 PROJETS CONCLUS

\*Le rapport prend en compte l'achèvement des activités de projet, non la clôture administrative des initiatives



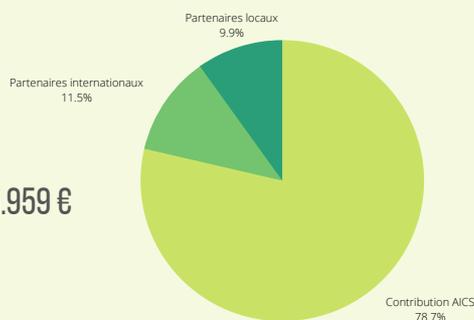
Contribution AICS/MAECI aux projets actifs en 2021 et versements effectués au cours de l'année

# DÉVELOPPEMENT RURAL ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

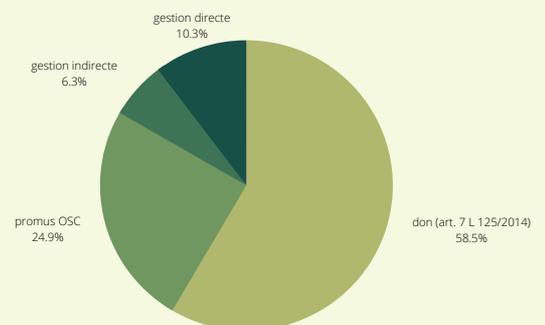
L'aggravation progressive des effets du changement climatique sur la production agricole et l'accès à l'eau dans les zones rurales du Sahel représente l'un des plus grands défis de la coopération internationale. Près d'un cinquième de la superficie du Burkina Faso est couvert de terres considérées dégradées, c'est-à-dire des terres qui étaient autrefois des pâturages ou des terres agricoles et qui, du fait de la surexploitation, sont aujourd'hui progressivement abandonnées. Chaque année, le phénomène de la désertification soustrait de vastes zones à l'agriculture, réduisant ainsi la quantité de nourriture produite et conduisant de ce fait les populations à des migrations irrégulières. À cela s'ajoutent les effets néfastes sur la nature, la biodiversité, le changement climatique et les ressources en eau. Les phénomènes de dégradation des terres ne représentent pas un défi impossible à relever ; cependant, ils ont atteint des dimensions géographiquement importantes et nécessitent un financement adéquat accompagné de techniques connues et éprouvées. Dans la région du Sahel, la gravité du phénomène est particulièrement accentuée par la forte pression démographique et les activités humaines qui en découlent, telles que l'agriculture intensive, les mauvaises pratiques agricoles, la déforestation, l'exploitation excessive des sols et des ressources naturelles. La nécessité de produire de plus en plus oblige la population, en l'absence de connaissances et de moyens adéquats, à appliquer des pratiques agricoles extensives et non durables, avec pour conséquence l'épuisement de la fertilité des sols. L'action de l'AICS dans le secteur du développement rural se base principalement sur l'amélioration des pratiques agricoles pour permettre l'utilisation durable des terres et éviter leur dégradation. Dans cette optique, l'AICS accompagne diverses interventions visant à améliorer les conditions de vie des communautés rurales, à augmenter les opportunités d'emploi, par exemple dans la filière mellifère et dans la production agro-sylvo-pastorale, et à soutenir des initiatives de formation visant à favoriser la diffusion de concepts et pratiques durables dans les activités économiques et dans la gestion des terres et des ressources.

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: 11.631.869 €  
CONTRIBUTION AICS/MAECI: 9.926.959 €  
VERSEMENTS 2021: 875.352 €



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets ; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.



Puits traditionnel et système d'irrigation pour l'horticulture, construit à Boala (Centre Nord) dans le cadre du projet de Renforcement de la Résilience des Populations à l'Insécurité Alimentaire au Centre Nord et au Sahel (Photo : © P2RPIA-CNS)



**Cultiver l'Inclusion**  
Atelier de clôture en ligne organisé par CBM avec une intervention du Directeur Bruzzone



**Communauté SMART**  
Inauguration Lab SMART CITY à Koudougou

15/02

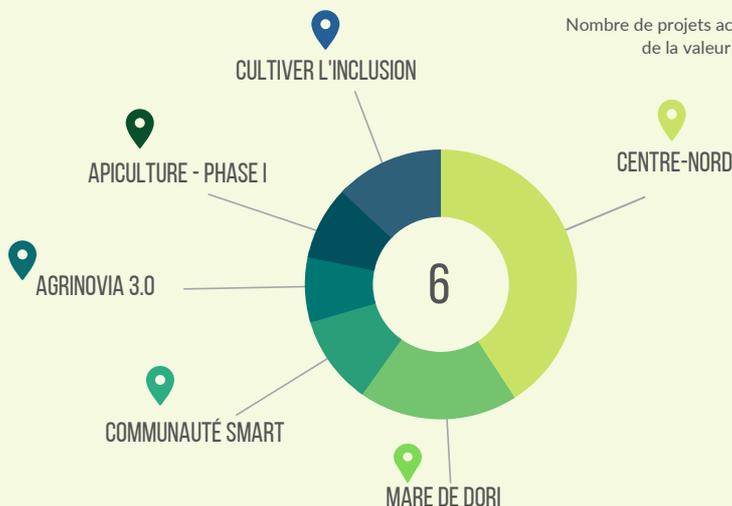
**MUFPP-Afrique**  
Intervention du Directeur Bruzzone au Forum Africain du Milano Urban Food Policy Pact à Ouagadougou (15-19/02/2021), avec des OSC partenaires

15/07

21/09

**Agrinovia 3.0**  
Événement de clôture du projet à Rome, avec l'exposition photographique "Campus Burkina" et (à décembre) la projection du film "Une Famille"

13/10



## AID 11005

## RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES RÉGIONS DU CENTRE-NORD ET DU SAHEL

### Exécuteur:

Ministère de l'Agriculture, des  
Aménagements Hydro-agricoles et  
de la Mécanisation

### Canal: Bilatéral

Typologie: à don (Art. 7 -  
Loi 125/2014)

### Domaines d'intervention

Récupération des terres dégradées,  
création d'emploi, leadership féminine  
et gouvernance locale

### Zones d'intervention



Centre-Nord, Sahel

▶ Début: 01/04/2018

🕒 Phase actuelle: en cours

💰 Contribution AICS/MAECI  
3.800.000 €

dont versés en 2021:  
266.500 €

Contribution nationale (10%) et  
populations bénéficiaires (11.5%):  
952.423 €

Près d'un cinquième de la superficie du Burkina Faso est constituée de terres dégradées, c'est-à-dire des terres - autrefois pâturages ou terres agricoles - devenues quasiment inexploitable. Chaque année, le phénomène de désertification emporte de vastes étendues, réduit le couvert végétal et la production agricole et oblige les populations à migrer. La désertification est un processus également causé par le changement climatique et considérablement accéléré par les activités humaines telles que l'agriculture intensive, les mauvaises pratiques agricoles, la déforestation et l'exploitation excessive des sols et des ressources naturelles. Les phénomènes de dégradation des terres ne représentent pas un défi impossible à relever ; cependant, ils ont atteint des dimensions géographiquement importantes et nécessitent un financement adéquat, accompagné de techniques connues et éprouvées.

Le programme P2RPIA-CNS intervient depuis 2018 sur les axes de la sécurité alimentaire et socio-économique. Une action très importante du projet consiste en l'application de techniques locales consolidées dans la réalisation d'ouvrages de récupération et de mise en valeur des terres dégradées, y compris les ouvrages antiérosifs, les diguettes filtrantes, les cordons pierreux, la fertilisation organique, la réalisation de demi-lunes et de zaï et le traitement antiérosif du sol avec la charrue Delfino. Des jardins sont également créés pour la production irriguée de légumes, à la fois pour la vente et pour l'autoconsommation. Le projet soutient également le financement d'activités économiques menées par des jeunes et des femmes, la transformation de produits agricoles, l'élevage d'ovins et de caprins, ainsi que des ateliers et des sessions de formation pour le renforcement du leadership féminin et de la gouvernance locale des ressources naturelles.

Par le passé, certaines activités ont été ralenties par des problèmes dus au contexte d'insécurité de la région et à la pandémie de la Covid-19. Néanmoins, en 2021, le projet a connu une accélération significative des activités, qui se reflète dans les taux d'exécution physique et financière (plus de 70%). L'UGP du projet bénéficie de l'assistance technique d'un expert en développement rural. Le projet a reçu une prolongation de 12 mois en novembre 2021 avec une fin prévue en décembre 2022.

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Les productions agro-pastorales ont augmenté de manière durable grâce à l'extension des terres arables et la valorisation des zones récupérées ;

R2) Les revenus des femmes et des jeunes bénéficiaires directs du projet ont augmenté d'au moins 50% à la fin du projet ;

R3) Le leadership féminin et la cohésion sociale sont renforcés grâce à un meilleur accès des femmes aux espaces d'information et de décision ;

R4) La gouvernance des ressources naturelles et la sécurité du territoire se sont améliorées et les situations de crise sont moins fréquentes.

### BÉNÉFICIAIRES

13.000  
directs



120.000  
indirects

## DRAGAGE, ASSAINISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DU BASSIN HYDROGRAPHIQUE DE DORI

### AID 10073

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Améliorée la situation hydrographique du bassin de Dori à travers des travaux d'assainissement et une meilleure capacité de gestion des ouvrages hydrauliques ;

R2) Protégés le centre urbain et les routes de connexion avec d'autres villes des phénomènes d'inondation ;

R3) Augmentées les activités de production liées à la présence de la ressource pérenne en eau ;

R4) Améliorées les conditions de vie des populations les plus vulnérables, directement impliquées dans les travaux d'assainissement du bassin.

*Exécuteur:*

Ministère de l'Agriculture, des  
Aménagements Hydro-agricoles et  
de la Mécanisation

*Canal:* Bilatéral

*Typologie:* à don (Art. 7 -  
Loi 125/2014)

Zones d'intervention



BÉNÉFICIAIRES



**28.000**  
directs

 Début: 01/07/2017

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI  
2.002.846 €

Contribution nationale:  
200.285 €

Courant 2021, le projet a fait l'objet d'une révision et d'une adaptation des activités, qui seront mises en œuvre courant 2022.

Activités maraîchères en saison des pluies sur une portion de terre récupérée et valorisée grâce au projet P2RPIA-CNS (Photo : ©P2RPIA-CNS)



## AID 11873

### COMMUNAUTÉ SMART. EAU, ÉNERGIE, ALIMENTATION, TRAVAIL ET INNOVATION POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Exécuteur: OSC CIPA

Partenaires: Ministère de l'Éducation,  
Commune de Koudougou, Université  
JKZ de Ouagadougou, AMUS

Canal: Bilatéral

Typologie: Promus OSC

Domaines d'intervention

Energies renouvelables, maraîchage  
durable, formation universitaire, appui à  
l'innovation

#### Zones d'intervention



Centre-Ouest, Centre

▶ Début: 01/11/2019

🕒 Phase actuelle: en cours

💰 Contribution AICS/MAECI:  
1.113.355 €

dont versés en 2021:  
452.455 €



#### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Huit communautés rurales utilisent l'énergie solaire et des techniques agricoles durables pour des activités liées à la sécurité alimentaire ;

R2) Activation d'un processus vertueux portant sur formation-emploi-secteur privé ;

R3) Collaboration dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 entre la ville d'Assise et la ville de Koudougou.

#### BÉNÉFICIAIRES

21.386  
directs



32.051  
indirects



## AGRINOVIA 3.0 - APPRENDRE À INNOVER POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Agrinovia est un programme de formation professionnelle de haut niveau (Masters et stages intensifs), lancé en 2010 par la Coopération italienne avec l'Université Roma Tre, dont l'objectif est de construire des compétences en appui au développement durable et à l'innovation rurale en Afrique et de créer un centre de formation d'excellence au Sahel. A travers un parcours pluridisciplinaire de 12 mois (trois mois intensifs en présentiel, quatre mois de recherche de terrains, plus la soutenance d'un mémoire), le Master à contribué à former une nouvelle génération d'agents de développement à compétences techniques et socioéconomiques de haut niveau, afin de les rendre capables de travailler avec une approche holistique et participative avec les communautés rurales, les accompagnant dans les dynamiques d'innovation et de développement endogène. Plus de 250 étudiants ont été formés dans les 11 éditions du Master, dont beaucoup travaillent aujourd'hui pour des agences gouvernementales, des organisations internationales et des OSC.

L'année 2017 a marqué le lancement du projet triennal Agrinovia 3.0, qui a apporté quelques innovations à l'offre de formation proposée par le Master. Les principaux résultats de ce troisième projet ont été la mise à jour du curriculum et l'organisation de huit modules d'enseignement ; le renforcement du réseau francophone des partenaires académiques à travers l'organisation de trois ateliers internationaux dans les universités partenaires du réseau Agrinovia, au Burkina Faso, au Niger et en Côte d'Ivoire ; la création d'outils de communication et de diffusion du modèle de formation Agrinovia (dont la création du site Web du programme et la réalisation du documentaire "Une famille" sur le parcours didactique et humain de quatre étudiants du Master); l'amélioration de la qualité des thèses de recherche par des activités de tutorat ; l'octroi de bourses d'études; l'organisation de quatre stages intensifs de perfectionnement des professionnels du développement au Burkina Faso et au Niger (pour une centaine d'agents de développement formés) ; l'édition de la publication "Coopération universitaire en Afrique subsaharienne : l'expérience du projet d'enseignement supérieur pour le développement rural et l'innovation Agrinovia 3.0 de Roma Tre". Avec la conclusion du dernier cours de master, en 2021 le programme s'est engagé à mettre en œuvre les dernières activités du projet.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) De nouveaux professionnels qualifiés ont été formés pour l'analyse et la compréhension des problèmes liés à la pauvreté en milieu rural et l'appui à l'activation de processus d'innovation vertueux ;

R2) Le modèle de formation Agrinovia est promu et le réseau régional Agrinovia est étendu, avec une expansion des connaissances sur la dynamique du développement rural et de l'innovation.



Étudiants du Master Agrinovia (Photo : ©Jacques Ouédraogo)

### BÉNÉFICIAIRES



**120**  
directs

## AID 10909

*Exécuteur:*  
Università Roma Tre

*Partenaire:*  
Université Joseph Ki-Zerbo de  
Ouagadougou

*Canal:* Bilatéral

*Typologie:* Gestion  
indirecte/entités publiques

*Domaines d'intervention*  
Coopération académique,  
formation professionnelle et  
recherche pour l'innovation

### Zones d'intervention



Centre

Début: 15/02/2017

Phase actuelle: conclus

Contribution AICS/MAECI:  
630.000 €

dont versés en 2021:  
156.346 €



## AID 10188

### DÉVELOPPEMENT DE L'APICULTURE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PROVINCES DE GNAGNA, KOMONDJARI, TAPOA, KÉNÉDOUGOU, LERABA ET GAOUA - PHASE I

Exécuteur: AICS Ouagadougou

Partenaire: Ministère des Ressources Animales et Aliéutiques

Canal: Bilatéral

Typologie: Gestion directe

▶ Début: 25/07/2015

🕒 Phase actuelle: conclus

💰 Contribution AICS/MAECI  
1.023.819 €

#### DOMAINES D'INTERVENTION

Filière apicole/mellifère, amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire, renforcement des capacités institutionnelles

#### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Renforcement des capacités de production et de commercialisation du secteur apicole ;

R2) Renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et directionnelles du secteur apicole, avec amélioration du cadre réglementaire.

#### Zones d'intervention



#### BÉNÉFICIAIRES

540  
directs



10.000  
indirects

### REMISE D'ÉQUIPEMENT MÉDICAL À L'HOSCO

Les fonds résiduels de l'initiative « Valorisation de l'Apiculture », aujourd'hui en phase de clôture, ont contribué en 2021 à l'achat d'équipement médical en faveur de l'Hôpital Saint Camille de Ouagadougou (HOSCO) – témoignage de la présence historique de la Coopération italienne au Burkina Faso. Le don, constitué de quatre pompes à perfusion, deux aspirateurs hospivac à usage clinique, un défibrillateur biphasique et deux chariots pour le centre de réanimation, est destiné à équiper un centre de traitement et réanimation pour les malades de Covid-19 au sein de l'HOSCO. La société i-medic, en charge de l'expédition et de l'installation du matériel médical, se chargera également de la formation du personnel médical. La cérémonie de remise du matériel s'est tenue le 20 décembre 2021 à l'HOSCO en présence du Directeur de l'AICS Ouagadougou, Domenico Bruzzone et du Directeur de l'HOSCO, Père Paul Ouédraogo.





## CULTIVER L'INCLUSION: SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉSILIENCE DES FAMILLES VULNÉRABLES AU BURKINA FASO

AID 11452

Dans le contexte des fortes barrières socio-économiques présentes dans les réalités rurales du Burkina Faso, le projet « Cultiver l'Inclusion » intervient en soutenant la formation, la création d'opportunités d'emploi, la sécurité alimentaire et l'éradication de pratiques discriminatoires en faveur des personnes les plus vulnérables, des personnes handicapées et des femmes. Au cours du projet, l'OSC CBM Italia a accompagné les communautés rurales en soutenant plusieurs formations visant à développer ou à renforcer les compétences professionnelles nécessaires à l'accès au marché du travail. Parmi celles-ci, on rappelle la formation de 900 producteurs (dont 1 sur 3 sont des personnes handicapées) sur les techniques de maraîchage, d'agroforesterie et d'élevage ; la formation technique de 45 collectivités locales en apiculture, aviculture et agroécologie appliquée ; et la formation et l'accompagnement de 450 producteurs - en particulier des femmes - sur la réalisation d'activités génératrices de revenus. Le projet a également travaillé sur la sensibilisation des leaders communautaires et des communautés elles-mêmes (9 000 personnes au total), pour s'assurer que le placement des personnes vulnérables ne soit pas entravé par des pratiques discriminatoires ancrées dans les préjugés. En parallèle, le projet a mené une action de sensibilisation aux opportunités de financement dont disposent les producteurs, favorisant l'offre de programmes de crédit avantageux. De plus, 10 puits communautaires et 150 systèmes d'eau ont été construits pour permettre l'accès à l'eau potable pour 3650 personnes. Enfin, le projet a prévu des activités de sensibilisation en Italie, destinées à 5 625 enfants, 25 parents et 225 enseignants des écoles primaires et de formation de la communauté burkinabé. À l'occasion de la conclusion du projet (15/07/2021), CBM Italia a lancé une exposition photographique en ligned. Un atelier en ligne a été organisé, avec la participation du Directeur de l'AICS Ouagadougou.

### RÉSULTATS ATTEINTS

- R1) La production agro-sylvo-pastorale des producteurs les plus vulnérables a été diversifiée et intensifiée ;
- R2) Les capacités des producteurs et des associations à accéder aux services financiers ont été renforcées ;
- R3) L'inclusion des personnes handicapées dans la communauté et dans les stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région du Centre-Sud est améliorée ;
- R4) Les compétences de la communauté burkinabé en Italie ont été renforcées, en facilitant la mise en œuvre d'initiatives de développement durable et efficace au Burkina Faso.

Exécuteur:

OSC CBM Italia

Partenaire:

OCADES-Manga

Canal: Bilatéral

Typologie: Promus OSC

Domaine d'intervention

Sécurité alimentaire, inclusion sociale et financière des familles de personnes vulnérables

### Zones d'intervention



▶ Début: 15/07/2018

🕒 Phase actuelle: conclus



Contribution AICS/MAECI  
1.356.939 €

### BÉNÉFICIAIRES



23.945  
directs





Contribution AICS/MAECI aux projets actifs en 2021 et versements effectués au cours de l'année

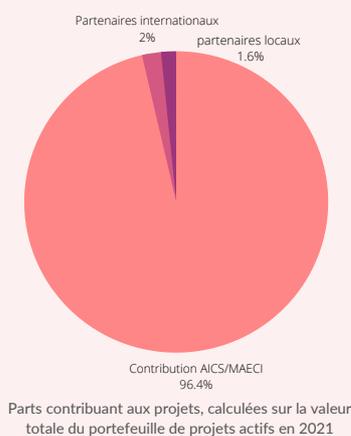
# SANTÉ ET LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

L'intervention de la Coopération italienne dans le secteur de la santé au Burkina Faso se situe principalement dans la lutte contre la malnutrition infantile, historiquement l'un des problèmes les plus pressants pour le développement du capital humain du pays. Au cours des trente dernières années, le Burkina Faso a fait des progrès significatifs dans la réduction de la mortalité infantile, grâce à l'élargissement de la couverture vaccinale contre le tétanos, la poliomyélite, la rougeole et la méningite et l'adoption d'approches diagnostiques/thérapeutiques appropriées dans le traitement du paludisme – domaine auquel a également contribué la Coopération italienne, portant le pourcentage d'enfants qui meurent avant l'âge de 5 ans d'un sur quatre à un sur dix. Néanmoins, le taux de malnutrition infantile dans les régions rurales reste au-dessus du seuil critique indiqué par l'OMS (10% pour la malnutrition aiguë et 30% pour celle chronique). Selon l'Enquête Nationale sur la Nutrition du Ministère de la Santé (2016), 38% de la mortalité infantile au Burkina Faso est encore causé par la malnutrition. À partir de 2015, le gouvernement a adopté une nouvelle politique de lutte contre la malnutrition à travers une approche multisectorielle intégrée qui vise à éradiquer l'ensemble des causes profondes de la malnutrition, allant de la pénurie alimentaire traditionnelle aux mauvaises pratiques alimentaires, d'hygiène et de santé, à la faible diversification de l'alimentation quotidienne et aux facteurs socioculturels - souvent liés à l'inégalité entre les sexes, ce qui contribue à la malnutrition des femmes enceintes, des mères allaitantes et des nouveau-nés (0-23 ans).

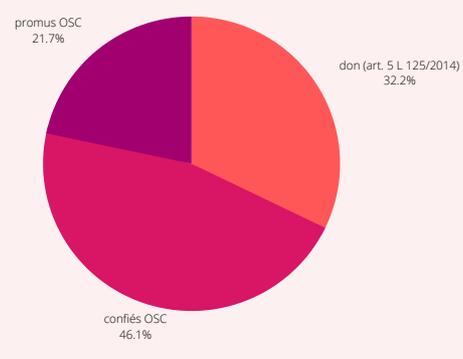
Cette démarche est assumée par l'AICS à travers son appui à trois projets mis en œuvre par des OSC italiennes dans les régions du Centre-Ouest, du Sud-Ouest et du Centre-Est : les deux premiers se référant au seul programme confié OSC de l'AICS Ouagadougou, le troisième dans le cadre d'une initiative promue (Appel à manifestation OSC 2018). Les projets, désormais proches de la conclusion des activités, ont produit des résultats remarquables, reconfirmant la lutte contre la malnutrition comme un secteur prioritaire pour l'action de l'AICS dans le pays. En plus de celles-ci, l'AICS a lancé en 2021 une initiative multilatérale avec l'OMS pour le traitement des maladies non-transmissibles, avec un volet d'appui à l'Hôpital Saint Camille de Ouagadougou.

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: 6.881.706 €  
 CONTRIBUTION AICS: 6.632.650 €  
 VERSEMENTS 2021: 969.226 €



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets ; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.



Page latérale : La mesure du périmètre brachial est l'un des indicateurs les plus fréquents pour déterminer le type de malnutrition - sévère ou modérée (Photo : ©LVIA/Olympia de Maismont). Cette page : formation en horticulture, pisciculture et production de savon pour les femmes du Centre-Est (Photo : ©AES-CCC).



**Lutte contre la Malnutrition**  
 Événement de clôture de la Composante A du programme, avec MMI et LVIA (Koudougou)



**MNT et HOSCO**  
 Événement de lancement du projet, avec le Ministre de la Santé, l'Ambassade d'Italie et l'OMS

31/05

31/07

30/09

05/10

20/12

**COVAX**

Arrivée du premier lot de vaccins (115.00 doses) contre la Covid-19 au Burkina Faso. Le Directeur Bruzzone à l'aéroport en tant que représentant italien pour le Team Europe



**Lutte contre la Malnutrition**

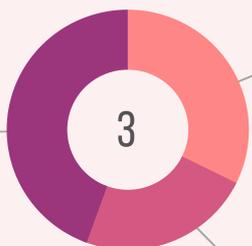
Événement de clôture de la Composante B du programme, avec Progettomondo Mlal et CISV (Gaoua)



**Hôpital Saint Camille**

Cérémonie de remise d'équipement médical pour renforcer le centre de réanimation pour les malades de Covid-19

MALNUTRITION



MALADIES NON-TRANSMISSIBLES ET HOSCO

CONDITIONS NUTRITIONNELLES (AES-CCC)

Nombre de projets actifs en 2021, en proportion de la valeur de chaque projet



Distribution des projets sur le territoire burkinabé

## AID 12342

**Exécuteur:** OMS

**Partenaires:**

Ministère de la Santé,  
Hôpital Saint Camille de  
Ouagadougou (HOSCO)

**Canal:** Multilatéral

**Typologie:** à don (Art. 5 -  
Loi 125/2014)

**Domaines d'intervention**  
Traitement des maladies non-  
transmissibles, formation du  
personnel médical, équipement  
technique et informatique  
(HOSCO)

### Zones d'intervention



Centre, Centre-Sud, Nord

 Début: 05/10/2021

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI  
2.133.947 €



## SOUTIEN AU SYSTÈME SANITAIRE DU BURKINA FASO POUR L'ACCÈS UNIVERSEL À LA SANTÉ

Selon les données fournies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les maladies non-transmissibles (MNT) sont l'une des principales causes de décès par maladie dans le monde ; plus d'un tiers des décès sont prématurés et 86% d'entre eux concernent des pays à revenu faible ou intermédiaire. La prévalence des MNT au Burkina Faso est relativement élevée et le pays est mal équipé pour faire face à la pression à laquelle sont soumises les structures de santé, ce qui entrave la qualité et la disponibilité des soins dispensés.

Le projet, d'une durée de 24 mois, s'inscrit dans ce contexte avec pour objectif de permettre le diagnostic précoce des maladies non transmissibles, telles que le diabète et l'hypertension, afin d'assurer une prise en charge adéquate des cas identifiés. À travers ces interventions, le projet entend améliorer le parcours des soins auquel sont soumis les malades et, par conséquent, la qualité de vie des malades et de leurs familles. Dans le cadre de cette intervention, le projet soutient une série de formations sur les procédures et protocoles WHOPEN - un ensemble d'interventions essentielles intégrées pour la prévention et le traitement des MNT, visant à renforcer les capacités du personnel médical et paramédical des centres de santé de base. En outre, le projet est chargé de renforcer l'infrastructure technico-informatique de l'Hôpital San Camillo de Ouagadougou (HOSCO), à travers l'adoption d'un système numérique de gestion des patients et l'achat de matériel médical.

La cérémonie de lancement du projet s'est tenue en octobre 2021, en présence du Ministre de la Santé, du Représentant Résident de l'OMS, de l'Ambassadeur d'Italie au Burkina Faso et du Directeur Régional de l'AICS Ouagadougou.

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) La lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) est soutenue à travers l'adoption et le renforcement des capacités des agents de santé sur les procédures et protocoles WHOPEN (HTA, diabète) et sur la santé inclusive ;

R2) Les services de santé de l'Hôpital San Camillo de Ouagadougou (HOSCO) sont en mesure d'assurer des soins de qualité aux mères et aux enfants ;

R3) Les populations du Centre Sud et du Nord ont accès aux services d'assistance pour les maladies non transmissibles avec une approche inclusive.

### BÉNÉFICIAIRES

**665** directs  
agents de santé

**305** centres de santé de base

**11** centres médicaux



**19.146** indirects  
patients de l'HOSCO

plusieurs milliers  
de patients des CSPS

## AMÉLIORATION DES CONDITIONS NUTRITIONNELLES DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS LES DISTRICTS DE GARANGO ET TENKODOGO

AID 11874

L'objectif du projet est d'améliorer l'état nutritionnel de la population de 144 villages des districts sanitaires de Garango et de Tenkodogo. En effet, la région présente des enjeux critiques importants concernant le taux de malnutrition infantile (aiguë : 5,9 % ; chronique : 30,7 %), supérieur au seuil d'alerte de l'OMS. Les femmes rurales représentent l'autre groupe cible vulnérable du projet.

La stratégie du projet s'appuie sur l'approche multisectorielle promue par la nouvelle Politique Nationale de Nutrition approuvée par le Gouvernement du Burkina Faso en 2015, qui a introduit l'intégration de la nutrition dans les politiques de tous les secteurs sensibles : santé, agriculture, économie, égalité des chances, etc. En cohérence avec cette approche, le projet repose sur la combinaison synergique de trois axes de travail :

1. Lutte contre la malnutrition infantile dans les communautés rurales. En particulier, il vise à promouvoir une approche intégrée de gestion des services de prévention, de diagnostic et de traitement au niveau villageois, à travers la participation active des communautés rurales et le renforcement des capacités des services de santé publique.
2. Diffusion de bonnes pratiques d'agriculture familiale sensible à la nutrition, dans le but d'améliorer et de diversifier l'alimentation des familles rurales, sur la base d'interventions antérieures réussies dans l'horticulture, la pisciculture, la production de produits forestiers non ligneux (PFNL) et la diffusion de variétés améliorées de riz à plus grande valeur nutritionnelle.
3. Renforcement des activités de transformation agro-alimentaire gérées par les femmes avec une rentabilité améliorée en faveur des producteurs de matières premières, notamment pour les filières de transformation du riz (pour le marché local) et pour la transformation agro-alimentaire des PFNL (orientée vers les marchés nationaux et internationaux).

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Les programmes de santé publique de lutte contre la malnutrition infantile (PCIMA, ANJE et planning familial) sont régulièrement mis en œuvre selon les normes légales dans tous les villages d'intervention ;

R2) Les bonnes pratiques d'agriculture familiale sensibles à la nutrition sont répandues parmi les familles d'agriculteurs dans les villages d'intervention ;

R3) Les filières agroalimentaires locales gérées par les femmes rurales sont renforcées et ajoutent une plus grande valeur ajoutée aux matières premières transformées.



Formation à la riziculture pluviale (Photo : ©AES-CCC/Fabio Boscarato)

### BÉNÉFICIAIRES



**95.406**  
directs

Exécuteur:  
OSC AES-CCC

Partenaires:  
UAFCGS, OCADES, Mani Tese

Canal: Bilatéral

Typologie: Promus OSC

Domaines d'intervention  
Lutte contre la malnutrition infantile, diffusion de bonnes pratiques, transformation agroalimentaire, empowerment des femmes

### Zones d'intervention



Centre-Est

 Début: 01/02/2020

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI  
1.438.703 €

dont versés en 2021:  
527.400 €

Contribution contreparties  
locales: 110.368 €



## AID 11104

### LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION CHRONIQUE INFANTILE DANS LES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST ET DU SUD-OUEST DU BURKINA FASO

#### Exécuteur:

Composante A: Medicus Mundi,  
co-exécuteur LVIA

Composante B: Progettomondo  
Mlal, co-exécuteur CISV

Canal: Bilatéral

Typologie: Confié OSC

#### Domaine d'intervention

Lutte contre la malnutrition  
infantile, diffusion de bonnes  
pratiques, renforcement des  
centres de santé

#### Zones d'intervention



Centre-Ouest, Sud-Ouest

▶ Début: 01/08/2018

🕒 Phase actuelle: en cours  
(projets conclus en 2021)

💰 Contribution AICS/MAECI  
3.060.000 €

dont versés en 2021:  
441.826 €



L'année 2021 marque la conclusion d'un des projets les plus significatifs soutenus par l'AICS Ouagadougou au Burkina Faso, "Lutte contre la Malnutrition Chronique Infantile" - pour le moment, le seul projet Confié OSC. L'initiative constitue le développement et l'extension des actions de lutte contre la malnutrition que les OSC Medicus Mundi Italia (MMI), LVIA, Progettomondo Mlal et CISV ont mis en œuvre depuis 2012 avec la Direction Régionale de la Santé sur financements ECHO et AICS.

Le projet comprend deux volets. Une composante A intitulée "Lutte contre la Malnutrition Chronique de l'Enfant dans la Région du Centre-Ouest", mise en œuvre par MMI en collaboration avec LVIA, dans les provinces du Boulkiemdé (District de Nanoro), du Sanguié (Districts de Reo et Tenado), de la Sissily (Quartier de Leo) et du Ziro (District de Sapouy). Une Composante B intitulée « Promotion des bonnes pratiques pour une alimentation saine des nourrissons et des enfants au cours des deux premières années de vie », mise en œuvre par Progettomondo Mlal et le CISV dans les districts sanitaires de Dano, Diébougou et Gaoua, dans la Région du Sud-Ouest. Les interventions concernent les 1 000 premiers jours de vie (de la conception à 2 ans), sur lesquels se concentrent les services apportés aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et à leurs enfants : éducation nutritionnelle, supplémentation en micronutriments et prévention des maladies anémiques (paludisme et parasites intestinaux). Les services sont fournis à la fois par les centres de santé et au niveau communautaire, par le biais de groupes d'apprentissage GASPA - qui ont impliqué plus de 11.000 femmes dans des activités de sensibilisation à l'hygiène et à la sécurité alimentaire.

Concrètement, la composante A s'est fixée comme objectif de réduire de 15% le taux de malnutrition chronique des enfants de moins de deux ans dans la région du Centre-Ouest et de 20% le taux d'anémie. Le pourcentage d'enfants allaités exclusivement jusqu'à l'âge de 6 mois est passé de 33 à 55% selon les données du Ministère de la Santé ; le pourcentage, qui est passé de 10% à 16%, d'enfants entre 6 et 23 mois qui bénéficient de l'apport alimentaire minimum acceptable (AMA) est également encourageant pour fréquence et diversité, en complément du lait maternel. Une autre avancée significative concerne le pourcentage d'enfants de 6-23 mois qui bénéficient d'un enrichissement à domicile en micronutriments, qui est passé de 25% à 46%. La composante B du projet a également enregistré des résultats remarquables dans la région du Sud-Ouest : le taux de malnutrition chronique est passé de 35,4% en 2015 à 26% en 2020 et celui de malnutrition aiguë de 10% à 7,4%, durant la même période.

À l'occasion de la conclusion du projet (juillet 2021 pour la composante A, septembre 2021 pour la composante B) les OSC partenaires ont organisé des ateliers de capitalisation pour retracer les rangs de l'expérience acquise et des succès obtenus, avec l'intention de contribuer à maximiser l'impact des futures initiatives soutenues par l'AICS dans le cadre de la lutte contre la malnutrition.



Démonstrations culinaires et sensibilisation aux normes nutritionnelles de base, notamment la diversification alimentaire (Photo : ©LVIA/Olympia de Maismont)



Démonstrations d'hygiène alimentaire dans le cadre du programme de lutte contre la malnutrition (Photo : © LVIA / Olympia de Maismont)

## RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Les femmes enceintes et les mères des enfants de 0 à 23 mois connaissent les bonnes pratiques d'alimentation et d'hygiène et participent activement aux groupes d'apprentissage GASPA femme-à-femme ;

R2) Les enfants sont exclusivement allaités dès la naissance jusqu'à l'âge de 6 mois, et entre 6 mois et deux ans de vie ils reçoivent une nutrition complémentaire adéquate enrichie en micronutriments, développant leur potentiel de croissance physique et cognitive dans un environnement hygiéniquement sain ;

R3) Les établissements de soins de santé primaires ont renforcé leur capacité à offrir des services spécifiques de nutrition mère-enfant et des services de soins de santé sensibles à la nutrition.

## BÉNÉFICIAIRES

**183.160**  
enfants (0-23 mois)



**115.288**  
femmes enceintes  
ou allaitantes

**233**  
centres de santé de base

**900**  
groupes d'apprentissage  
femme-femme (GASPA)



Distribution de nourriture aux enfants du Sud-Ouest  
(Photo : ©Progettomondo Mlal)



contribution AICS  
13.256.001 €

versés 2021  
2.114.981 €

Contribution AICS/MAECI aux projets actifs en 2021 et versements effectués au cours de l'année

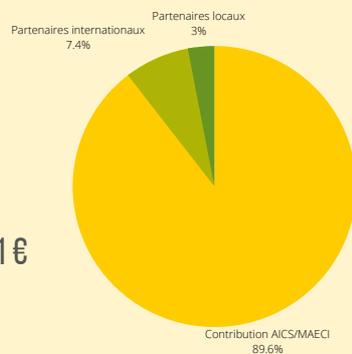
# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CRÉATION D'EMPLOI

Le Burkina Faso fait partie des dix pays les plus pauvres et les moins développés du monde, avec une économie peu diversifiée, principalement ancrée dans l'agriculture de subsistance. Les quatre cinquièmes de la population sont employés dans le secteur primaire, mais les activités agro-sylvo-pastorales sont généralement peu productives et à faible revenu. En milieu rural, c'est encore le modèle d'autoproduction et d'autoconsommation qui prévaut. Cette production est malheureusement affectée par la rareté des ressources et la fragilité des terres, l'impact croissant du changement climatique et la forte croissance démographique. Malgré les forts taux de croissance du PIB du pays dans les années précédant la pandémie - compris entre + 4% et + 8% au cours de la dernière décennie - la croissance reste concentrée dans les réalités urbaines, dans les activités à forte intensité de capital, souvent d'origine étrangère, avec des répercussions limitées sur l'utilisation de la main-d'œuvre locale, par exemple dans l'extraction et l'exportation d'or et la construction d'infrastructures. De ce scénario diffère la production et la transformation du coton, l'une des chaînes d'approvisionnement à fort potentiel pour le développement économique et social du pays.

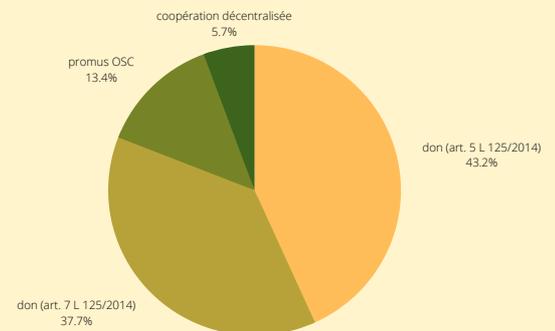
L'une des ressources majeures, mais aussi des principales préoccupations, pour le développement économique du Burkina Faso est l'élargissement de la part jeune de la population (l'âge moyen est de 17,3 ans), conséquence de la forte croissance démographique (+ 2,8%). Seuls 5% des jeunes parviennent à obtenir une formation technique et professionnelle pour accéder au marché du travail ; 80% de la population est absorbée par l'économie informelle et le chômage des jeunes est endémique. Le manque de débouchés, accompagné de l'expansion de l'influence de modèles idéologiques exogènes, finit souvent par alimenter la migration irrégulière d'une part, et l'adhésion à l'extrémisme militant d'autre part. Dans ce contexte, le gouvernement a placé l'autonomie économique des jeunes et des femmes au centre de son plan de développement économique et social, favorisant le développement du capital humain, d'une culture entrepreneuriale et la création d'opportunités d'emploi. L'orientation exprimée dans les documents nationaux de référence pour le développement (2016-20 et 2021-25), qui met l'accent sur la dynamisation des secteurs clés pour la création d'emplois, sert de principe directeur à l'action de l'AICS dans le secteur, qui consiste en plusieurs initiatives bilatérales et multilatérales.

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: 14.800.799 €  
CONTRIBUTION AICS/MAECI: 13.256.001 €  
VERSEMENTS 2021: 2.114.981 €



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.



Page latérale : Défilé de mode en coton Dan'Fani à l'Expo Yeelba (Ouagadougou, novembre 2021). Cette page : « photo de famille » avec les bénéficiaires du projet « Entreprises Sociales Innovantes », à l'occasion de la soirée de clôture en juin 2021 à Koudougou (Photos :©AICS Ouagadougou / Pierpaolo Crivellaro)

**Entreprises sociales innovantes**  
Événement de clôture à Koudougou, avec partenaires et bénéficiaires



**JEUNES AU CENTRE**  
Événement de clôture avec les communes jumelées



**EXPO YEELBA** entre l'Italie et le Burkina Faso pour valoriser le coton Dan'Fani, avec la participation de la Représentante Spéciale de l'UE pour le Sahel

31/03

29/05

06/07

09/09

23/09

01/11

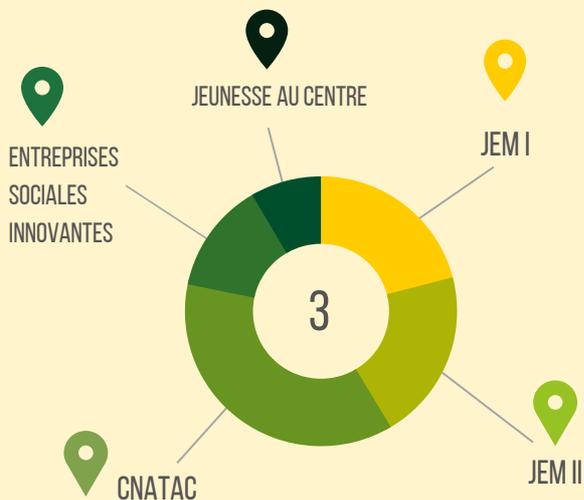
**JEM I**  
Clôture de la première phase du projet



**JEM II**  
Signature de l'Accord avec OIM, Ministre de la Jeunesse et Ambassadeur d'Italie



**Cadre de concertation** des artisans burkinabé pour l'assignation de commissions publiques



Nombre de projets actifs en 2021, en proportion de la valeur de chaque projet



Distribution des projets sur le territoire burkinabé

AID 11055

**JEM - RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES  
POUR RÉDUIRE LES RISQUES DE MIGRATION IRRÉGULIÈRE DANS LA RÉGION DU  
CENTRE-EST**

Exécuteur: OIM

Partenaire: Ministre de la  
Jeunesse et de la Promotion de  
l'Entrepreneuriat, autorités  
régionales

Canal: Multilatéral

Typologie: à don (Art. 5 -  
Loi 125/2014)

🕒 Début: 01/04/2017

🕒 Phase actuelle: conclus

💰 Contribution AICS/MAECI  
2.700.000 €

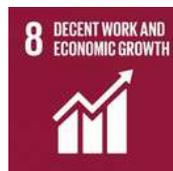
dont versés en 2021:  
312.576 €

Le programme JEM - Jeunesse, Emploi, Migration - consiste en deux phases triennales de projet de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes, le fruit de la collaboration entre l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), la Coopération italienne et la Coopération belge. À travers une série d'activités visant à fournir les outils pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et créer des opportunités d'emploi, le projet entend présenter des alternatives valables à la migration irrégulière et à l'extrémisme violent - des phénomènes qui affligent de plus en plus la jeunesse du Sahel.

La phase I du JEM (2017-2021) a impliqué 750 jeunes du Centre-Est (dont 40% de femmes et 20% de personnes en situation de handicap), soutenant des parcours de renforcement des compétences entrepreneuriales et d'insertion professionnelle. Grâce au JEM, 375 jeunes ont pu développer leur projet d'entreprise en mettant en œuvre les compétences et connaissances accumulées au cours des formations et en profitant d'un accès facilité aux outils financiers d'obtention de crédit. Enfin, le projet a impliqué les OSC actives sur le territoire pour accompagner les entreprises et faciliter le processus de remboursement des crédits.

Suite à la conclusion de la première phase du projet, en mars 2021, l'AICS et l'OIM ont lancé JEM - Phase II, étendant cette fois leur champ d'action aux régions du Centre-Sud et du Plateau Central, offrant la même structure éprouvée de soutien et d'accompagnement à l'entrepreneuriat auprès de 775 jeunes. JEM - Phase 2 a été lancée le 6 juillet 2021, lors d'une cérémonie en présence du Ministre de la Jeunesse, du Représentant Résident de l'OIM, de l'Ambassadeur d'Italie au Burkina Faso et du Directeur Régional de l'AICS Ouagadougou.

Zones d'intervention



Centre-Est

BÉNÉFICIAIRES



750  
directs



## JEM PHASE II - RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES POUR RÉDUIRE LES RISQUES DE MIGRATION IRRÉGULIÈRE

AID 12234

### Domaines d'intervention

Formation, soutien à l'entrepreneuriat (start-up), création d'emplois

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1.1) Les jeunes ont acquis les informations et les compétences nécessaires pour accroître leur employabilité dans leur région d'origine ;

R1.2) L'intérêt des jeunes pour le travail local comme alternative à la migration irrégulière est stimulé ;

R2.1) Les bénéficiaires du projet ont accès au crédit pour la réalisation d'activités génératrices de revenus suite aux connaissances acquises ;

R2.2) Les entreprises des jeunes se structurent grâce à l'accompagnement et aux conseils d'organismes d'accompagnement et les crédits sont remboursés en fin de parcours.

Exécuteur: OIM

Partenaires: Ministre de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat, autorités régionales

Canal: Multilatéral

Typologie: à don (Art. 5 - Loi 125/2014)

### Zones d'intervention

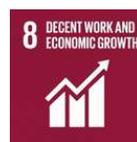


Centre-Est, Centre-Sud,  
Plateau Central

### BÉNÉFICIAIRES



775  
directs



Début: 06/07/2021



Phase actuelle: en cours



Contribution AICS/MAECI:  
3.030.000 €

dont versés en 2021:  
1.422.246 €

Bénéficiaires du projet JEM actives sur le terrain (Photo : ©OIM)



## AID 11404

### RENFORCEMENT DES **COMPETENCES** TECHNIQUES ET ENTREPRENEURIALES DES ARTISANS BURKINABE PAR LA MISE EN PLACE D'UN **CENTRE NATIONAL D'APPUI A LA TRANSFORMATION ARTISANALE DU COTON (CNATAC)**

*Exécuteur:* Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat

*Partenaires:* MEBF, CMA-BF, AFP-BF

*Canal:* Bilatéral

*Typologie:* à don (Art. 7 - Loi 125/2014)

 Début: 14/12/2018

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI:  
4.998.728 €  
*dont versés en 2021:*  
190.500 €  
*Contribution contreparties locales:* 446.422 €

*Domaines d'intervention*

*Filière du coton, soutien aux PME, création d'emplois pour les jeunes et les femmes*

#### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Un Centre National d'Appui à la Transformation Artisanale du Coton (CNATAC) est construit et équipé ;

R2) L'offre de formation technique du CNATAC est compétitive et adaptée à la demande du marché ;

R3) Les compétences des artisans de la filière textile sont renforcées à travers un programme de formation en gestion d'entreprise ;

R4) Les services d'appui aux micros et petites entreprises actives dans la transformation du coton sont identifiés, testés et rendus durables.

#### Zones d'intervention



Hauts-Bassins



#### BÉNÉFICIAIRES



2.285  
direct

300.000  
indirects

### EXPO YEELBA ET LE DAN'FANI

Entre le 4 et le 7 novembre 2021, l'AICS Ouagadougou a participé à Expo Yeelba, festival de promotion du « made in Burkina » et du Faso Dan'Fani, présidé par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, S.E.M. Alpha Barry. Marraine de la cérémonie de clôture, marquée par un défilé de mode en Faso Dan'Fani, la Représentante Spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Emanuela Del Re, en visite à Ouagadougou. Pendant quatre jours, le festival a réuni les principaux professionnels du monde de la mode et du design, pour donner de la visibilité au tissu emblématique du Burkina Faso, le Dan'Fani, et identifier des opportunités d'expansion sur le marché international. En particulier, le festival entendait exploiter l'ouverture vers la sophistication et l'innovation propre au marché de la mode italienne, à travers l'engagement concret de la diaspora burkinabé en Italie, qui a créé l'Association Yeelba en 2019. L'AICS a pu présenter le projet CNATAC, montrant ainsi son engagement dans le développement de la filière du coton.



## JEUNES AU CENTRE: PARTENARIATS TERRITORIAUX POUR LES POLITIQUES, LES SERVICES ET L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES AU BURKINA FASO

AID 11311

Le projet "Jeunes au Centre" est un témoignage important de la coopération décentralisée, c'est-à-dire des initiatives de coopération développées et mises en œuvre par les autorités régionales ou locales en collaboration avec des contreparties des réalités d'intervention. Le projet en particulier représente l'accomplissement d'un chemin de coopération entre différentes réalités italiennes et africaines qui a commencé il y a plus de 20 ans. Le projet, porté par la Région Piémont, s'appuie sur des partenariats territoriaux historiques entre communes italiennes et burkinabè et constitue aujourd'hui l'une des initiatives de coopération décentralisée les plus significatives de la région.

L'initiative a été créée pour soutenir la création d'emplois et d'opportunités pour les jeunes, dans le but de soutenir les efforts des institutions locales et privées et des acteurs de la société civile contre la radicalisation et la migration forcée.

Au-delà du soutien financier offert au démarrage d'activités entrepreneuriales, son apport le plus important réside dans le transfert d'expériences, de compétences et de bonnes pratiques rendu possible par la présence d'un dialogue intercontinental entre acteurs. À travers des activités telles que les formations aux acteurs locaux dans la formulation et gestion de projets, au numérique et au microcrédit, des séminaires territoriaux et des ateliers Sud-Sud, le projet a créé une plateforme d'échanges dont les communes jumelées du projet ont largement bénéficié, qui servira de base à d'autres initiatives de coopération décentralisée dans le domaine de la création d'emplois.

Parmi les résultats de l'initiative, qui a pris fin en 2021, il est à mentionner une étude partagée entre les collectivités territoriales italienne et burkinabè sur les besoins en termes de services et les secteurs d'intérêt des jeunes dans les différentes communes ; le renforcement des capacités de 66 fonctionnaires municipaux, la création ou la consolidation de 6 centres de services pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, la formation dans les secteurs d'intérêt respectifs de 341 jeunes dans 6 communes et le financement de 96 start-up.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Les politiques et services locaux visant l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes sont renforcés et améliorés grâce aux compétences acquises des activités de travail identifiées et aux processus de concertation multi-acteurs mis en œuvre ;

R2) De nouvelles activités entrepreneuriales sont lancées grâce à l'augmentation des compétences professionnelles et numériques et à l'amélioration de l'accès aux services d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes dans les domaines identifiés ;

R3) De nouvelles stratégies et méthodologies en matière de politiques et de services locaux pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes sont lancées grâce aux échanges Sud-Sud et Nord-Sud et au réseau consolidé de partenariats territoriaux.

*Exécuteur:*  
Regione Piemonte

*Partenaires:* Regione Toscana, OSC CISV, LVIA, Movimento Shalom Onlus

*Canal:* Bilatéral

*Typologie:* Coopération décentralisée

*Domaines d'intervention*  
*Partenariats territoriaux, services et politiques pour les jeunes, création d'opportunités d'emploi*

### Zones d'intervention



 Début: 19/03/2018

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
750.032 €

dont versés en 2021:  
189.659 €

**BÉNÉFICIAIRES**

**510** directs  **35.300** indirects



## AID 11455

**Exécuteur:**  
OSC Mani Tese

**Partenaires:** FENAFERB, ACRA,  
Association Watinoma

**Canal:** Bilatéral

**Typologie:**  
Promus OSC

**Domaines d'intervention**  
Formation et création d'emploi,  
entrepreneuriat (PME),  
implication de la diaspora

### Zones d'intervention

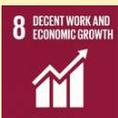


Centre, Centre-Ouest,  
Centre-Est

 Début: 01/07/2018

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
1.777.241 €



### BÉNÉFICIAIRES



**188.697**  
directs

## ENTREPRISES SOCIALES INNOVANTES ET PARTICIPATION DES MIGRANTS POUR L'INCLUSION SOCIALE AU BURKINA FASO

Au Burkina Faso, la population paysanne est d'environ 17 millions de personnes et compte environs 31% d'alphabétisés, selon l'annuaire statistique agricole 2019. Ces données, ainsi que d'autres facteurs, tels que l'utilisation de moyens rudimentaires dans les processus de production et de transformation, la difficulté d'accès des producteurs aux marchés, le manque d'attention à la qualité des produits et à la consommation saine, de même que la présence d'une diaspora très active et prête à s'engager pour le développement de leur pays d'origine, représente le cadre d'intervention de l'OSC Mani Tese et de ses partenaires, qui ont œuvré ces trois dernières années pour la création d'emplois décentés, notamment pour les jeunes et les femmes des Régions du Centre-Est et du Centre-Ouest.

Le projet « Entreprises sociales innovantes » a formé et accompagné quarante (40) entreprises du secteur agroalimentaire, dirigées par des femmes et des jeunes, puis a financé vingt (20) d'entre elles sur la base de projets de développement innovants inscrits dans les business plans de chacune. En outre, grâce à l'implication de diverses associations de la diaspora burkinabé en Italie, l'initiative a permis à ces nouveaux entrepreneurs d'entrer sur le marché du travail, de promouvoir et commercialiser leurs produits sur le marché des capitaux et de se former constamment sur les différents aspects de la gestion d'entreprise.

Le projet a été conclu en 2021. Outre l'accompagnement des entreprises, qui a débuté en 2018 et s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'initiative, le projet s'est notamment focalisé sur la promotion de l'agroécologie et de la consommation alimentaire saine. De même, une campagne dénommée "Eco-Bio-c'est la vie" a attiré l'attention sur des choix de consommation conscients et sains, à travers un vaste réseau d'activités, telles que des rencontres avec les dirigeants institutionnels, religieux et traditionnels, des séances de théâtre-forum ouvertes notamment aux jeunes et aux étudiants, des concerts, des événements promotionnelles, des campagnes radio et des enquêtes porte-à-porte. Aussi, le Forum des Villes Africaine du Milan Urban Food Policy Pact, qui s'est tenu à Ouagadougou en février 2021, a témoigné de l'engagement des différentes villes participantes pour un développement urbain attentif à l'environnement et aux enjeux alimentaires de ce siècle.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Au moins vingt (20) petites et moyennes entreprises en milieu rural composées majoritairement de femmes et de jeunes sont structurées et fonctionnent. Le leadership et les opportunités d'emploi pour les catégories les plus faibles seront renforcés et la diversification de l'économie rurale sera promue ;

R2) Le rôle de promoteur et d'acteur de développement dans le pays d'origine de la diaspora burkinabé en Italie est renforcé. L'entrepreneuriat dans les lieux d'origine sera favorisé par la valorisation des compétences et des ressources relationnelles et économiques ;

R3) Les petites et moyennes entreprises et les jeunes ont acquis et mis en œuvre des compétences liées à l'utilisation de solutions innovantes et technologiques. Les compétences NTIC des jeunes et leur application aux activités de l'entreprise seront améliorées ;

R4) La commercialisation d'une gamme éthique de produits burkinabé sur le marché de Ouagadougou est mise en œuvre à travers une entreprise sociale et promouvant les pratiques durables du système alimentaire urbain. L'accès au marché pour les petits producteurs sera facilité.

*Sarina, présidente de l'Association Beog Neere, une coopérative de femmes de Koudougou active dans le secteur de la transformation agro-alimentaire comme outil d'émancipation économique des femmes. Grâce au projet « Entreprises Sociales Innovantes », les sauces et préparations à base de tomates de Beog Neere sont désormais commercialisées sur les marchés de la capitale. (Photo : © Mani Tese / Matteo De Mayda)*





Contribution AICS/MAECI aux projets actifs en 2021 et versements effectués au cours de l'année

# INCLUSION SOCIALE

Le terme « inclusion sociale » sous-tend l'ensemble des projets soutenus et suivis par l'AICS Ouagadougou pour la protection des groupes vulnérables, la promotion de leurs droits et l'insertion socio-économique. Selon le portefeuille actuel de l'AICS, ces groupes comprennent les enfants marginalisés, les femmes et les personnes vivant en situation de handicap, sur un total de cinq projets en don, à gestion directe ou promus OSC.

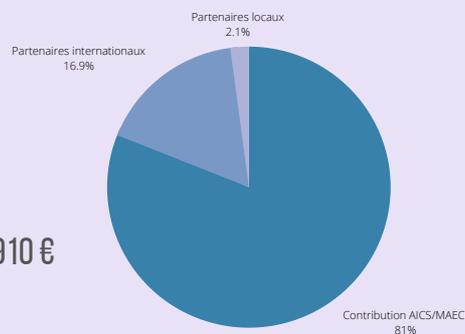
L'égalité des sexes est l'un des plus grands défis auxquels le pays est confronté. Selon les statistiques présentées par ONU Femmes (2021), plus de la moitié des femmes sont mariées avant l'âge de 18 ans et plus d'une femme sur dix devient mère alors qu'elle est encore mineure. Un autre chiffre inquiétant est l'incidence des cas de violence basée sur le genre (11% du total), tandis que les cas de mutilations génitales féminines s'élèvent à un taux alarmant de 76%. L'inclusion du genre et la promotion du statut de la femme font partie des axes d'action transversaux de l'AICS qui veille à ce qu'un quota fixe de bénéficiaires pour chaque projet soit réservé aux femmes.

Les droits des enfants sont également une source de préoccupation pour les observateurs internationaux. Plus de 750 000 enfants grandissent sans soins parentaux ; 36% des enfants ne reçoivent pas d'éducation et 42% des mineurs sont employés dans des activités professionnelles. Les taux élevés de pauvreté, de malnutrition et de maladie représentent une limite au développement de l'enfance. À cela s'ajoutent les pratiques de mutilation génitale et de mariage forcé auxquelles les filles sont malheureusement victimes ; le pays se classe parmi les cinq premiers au monde pour le taux de mariage précoce.

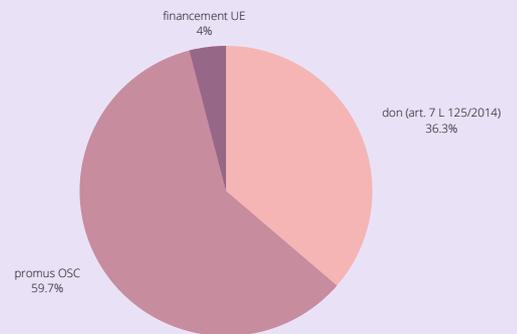
Un autre groupe fortement marginalisé, au centre de l'action de l'AICS, sont les personnes en situation de handicap. On estime que seulement 5% de la population handicapée a accès à la carte d'invalidité, qui facilite l'accès aux services de base. L'isolement des personnes handicapées, ainsi que de celles atteintes de maladie mentale, reste fortement ancré dans les croyances traditionnelles. L'AICS a beaucoup travaillé avec les ministères concernés (action sociale, santé et éducation) et avec les homologues de la société civile pour promouvoir l'intégration du handicap dans le débat public et les politiques gouvernementales, en accompagnant le processus progressif de promotion et protection des droits des personnes handicapées que le pays a initié au cours de la dernière décennie.

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: 5.474.717 €  
 CONTRIBUTION AICS/MAECI: 4.435.910 €  
 VERSEMENTS 2021: 1.519.157 €



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.



Page latérale : exposition « Parcours Sensoriel » à l'issue du projet « Bridging the Gap II » (Photo : ©AICS/Pierpaolo Crivellaro) ;  
 Cette page : Activités artistiques réalisées par CVCS dans le cadre du processus de récupération psycho-physique des bénéficiaires du projet (Photo : ©CVCS)



**Bridging the Gap II**  
 Évènement de clôture à Ouagadougou, avec l'exposition "Parcours Sensoriel"

**Renaissance**  
 Présentation de l'étude sur la santé mentale des détenus de la prison civile de Bobo Dioulasso



**Session Ordinaire du COMUD/H** pour discuter la mise en oeuvre de la Stratégie Nationale sur l'Handicap (SN3PH)

23/07

**Bridging the Gap II**  
 Rencontre avec la Ministre de la Femme, S.E. Laurence Ilboudo/Marshal



02/08

AOÛT

**5ème Recensement**  
 Publication des résultats du 5ème. Recensement Général, co-financé par l'AICS

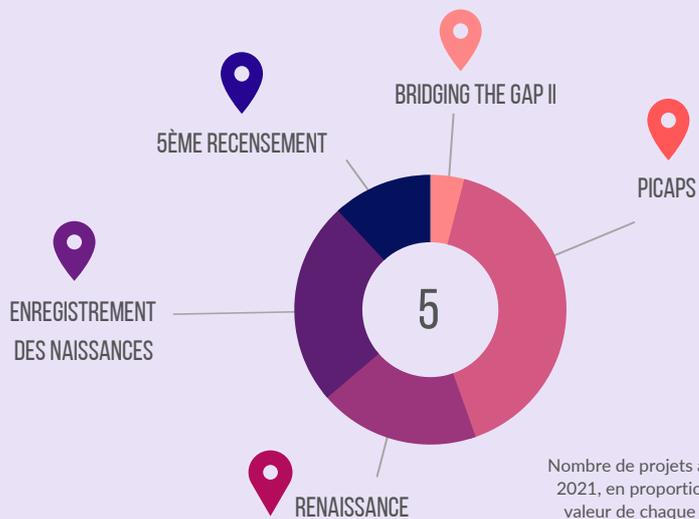
OCTOBRE

16/11

**Bridging the Gap II**  
 Remise d'une imprimante Braille et d'équipements ICT au COMUD/H



09/12



Distribution des projets sur le territoire burkinabé

## AID 11098

**Exécuteur:**  
AICS Ouagadougou

**Partenaires:** Ministère de la Femme, de la Solidarité, de la Famille et de l'Action Humanitaire; COMUD/H

**Canal:** Multilatéral

**Typologie:**  
Co-financement UE

**Domaines d'intervention**  
Politiques nationales sur l'handicap, renforcement institutionnel et de la société civile, santé inclusive, sensibilisation

### Zones d'intervention



Centre (territoire national)

 Début: 03/04/2017

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
178.669 €

dont versés en 2021:  
28.669 €

### BÉNÉFICIAIRES

**331**  
directs



**3**  
OPH

## BRIDGING THE GAP II – POLITIQUES INCLUSIVES ET SERVICES POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS DES PERSONNES AVEC HANDICAP

Depuis 2018, l'AICS a adopté le handicap comme axe d'intervention transversale, s'engageant à promouvoir l'inclusion et les droits des personnes handicapées dans tous ses projets. Pour maximiser l'efficacité de ces actions, l'Agence a entrepris la mise en œuvre du programme "Bridging the Gap II", dans le but de consolider le processus d'intégration de la question du handicap dans les politiques publiques, la société civile et de l'offre de services. Cofinancé par l'Union européenne, Bridging the Gap II (BtG II) intervient dans cinq pays pour renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et des organisations de personnes handicapées (OPH) à traiter la question du handicap.

À partir de 2017, l'AICS a contribué à consolider le rôle et les capacités du COMUD/H en tant que principal porte-parole des OPH vis-à-vis des décideurs politiques. Le projet prévoit également l'attribution de subventions pour permettre le développement, la structuration et l'autonomie de trois OPH (FEBAH, UNAFEBH et CNAPH). Parallèlement à l'action concrète d'appui aux acteurs de terrain, le projet BtG II a accompagné le Ministère de la Femme et le Ministère de la Santé, luttant pour l'intégration de la Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes Handicapées (CDPH) dans les politiques nationales, pour l'élaboration du Plan d'Action Opérationnel (POA) et pour la formulation de la Stratégie Nationale de Protection et de Promotion des Personnes Handicapées (SN3PH). Enfin, le focus sectoriel de l'action du BtG II au Burkina Faso est l'accès à la santé, soutenu par l'AICS à travers une campagne de sensibilisation sur l'accès à la carte d'invalidité, sur les droits établis par la Loi 012/2010 et le soutien à la formulation d'un document (Référentiel) pour faciliter le processus d'obtention des documents requis.

En août 2021, après quatre ans d'activités, le projet a pris fin. Diverses actions de sensibilisation ont été organisées à l'occasion de la fermeture, dont la diffusion de « capsules radio » en français, mooré, gourmantché, foulfouldé et dioula dans tout le pays ; l'impression de la CRPD en braille ; la réalisation de vidéos éducatives en langue visuo-gestuelle ; l'organisation de l'exposition « Parcours Sensoriel » pour recréer les différentes barrières auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap au quotidien ; la cérémonie de remise de divers dons aux partenaires du projet.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Un rapport de l'État et un rapport de la société civile sont compilés et remis au comité de la CDPH ; le Secrétariat Permanent du COMUD/H assure la capitalisation des actions en faveur des personnes handicapées, la mise en œuvre de la CDPH, l'alignement et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de protection et de promotion des personnes handicapées ;

R2) Les organisations de personnes handicapées (OPH) et les ONG locales ont accru leurs capacités de plaidoyer et sont en mesure de participer aux actions de recherche et aux processus de prise de décision, ayant établi des partenariats avec les universités et les ONG internationales participant au projet ;

R3) Les fournisseurs de services et le grand public connaissent la CDPH et les droits des personnes handicapées. L'utilisation de la carte d'invalidité permet un meilleur accès aux services de santé, d'éducation et d'emploi, ainsi qu'une plus grande représentation dans les services publics des personnes handicapées ;

R4) Les politiques de santé sont plus inclusives, le personnel de santé est formé sur les services de soins aux personnes handicapées, en particulier les femmes et les enfants. Des synergies sont créées entre tous les services de santé et leur accessibilité est bien réglementée.



## PARCOURS SENSORIEL - L'INCLUSION PASSE PAR L'EMPATHIE

02/08/2021 - A l'occasion de la clôture de "Bridging the Gap II", l'AICS Ouagadougou a créé, en collaboration avec l'Espace Culturel Gambidi, la performance artistique "Parcours Sensoriel". Composée de 7 installations artistiques, théâtrales et audiovisuelles, le parcours vise à recréer des situations de vie et des barrières que les personnes en situation de handicap doivent gérer au quotidien. L'idée derrière le projet est d'encourager l'inclusion et la compréhension du handicap à travers l'empathie.



Le parcours comprenait les œuvres d'un peintre et d'un sculpteur burkinabé qui ont été touchés, de différentes manières, par des situations de handicap ; la mise en scène d'un extrait de la « Cantatrice Chauve » d'Eugène Ionesco (1909-1994), adapté à la géographie et à la société burkinabé, un dialogue absurde et troublant répété en boucle au cours de la soirée d'un bout à l'autre de la salle ; la simulation de la cécité à travers l'accompagnement des spectateurs par un comédien qui, se faisant passer pour aveugle, conduisait les participants, un par un, dans une pièce complètement noire, évoquant le contenu de la pièce par le seul mot, forçant la perception de la réalité sur l'imaginaire du visiteur ; la projection de vidéos en langue des signes et la présentation de documents en braille ; une pièce de théâtre dans le noir interprétée par le groupe d'acteurs handicapés « Aladari » ; l'expérience de devoir manger, membres liés au corps, dépendant des autres ; un parcours d'obstacles en fauteuil roulant, accompagné et abandonné à la fin.



Le discours de clôture du projet a ensuite eu lieu dans un pavillon à côté. Présenté par Ali « Ponré 1er » Traoré, célèbre cabaretier burkinabé qui a fait du handicap le cheval de bataille de sa comédie, et accompagné de la musique du groupe musical primé Solo Dja Kabako, diverses interventions des principaux acteurs derrière le projet « Bridging the Gap II » ont eu lieu : le directeur de l'AICS Ouagadougou, Domenico Bruzzone, la coordinatrice du projet Melissa Razzini, le secrétaire permanent du COMUD-H, Harouna Kafando, le président de la FEBAH, Issa Palenfo, et le président de la CNAPH, Issa Sawadogo .



## AID 11875

**Exécuteur:** OSC CVCS

**Partenaires:** Association Saint Camille de Lellis, Dipartimento di Salute Mentale di Trieste e Gorizia, OCADES

**Canal:** Bilatéral

**Typologie:** Promus OSC

**Domaine d'intervention**  
Inclusion socio-économique des personnes atteintes de troubles mentaux, assistance, capacity-building, formation, sensibilisation, recherche

### Zones d'intervention



 Début: 14/11/2019

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI  
846.811 €

dont versés en 2021:  
337.043 €



## RENAISSANCE – PARCOURS DE RÉINSERTION SOCIALE DES PERSONNES ATTEINTES DE MALADIE MENTALE AU BURKINA FASO

Selon une étude épidémiologique de 2015, 41% de la population adulte burkinabé a subi un épisode de maladie mentale au moins une fois dans sa vie. Les données sont particulièrement éloquentes si l'on considère que 14% de la charge mondiale de morbidité est attribuée aux maladies mentales et que 75% de ces cas concernent des personnes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, comme le Burkina Faso, où l'accès aux soins et services nécessaires est souvent inexistant. Conscient de ce problème, le ministère burkinabé de la Santé a pris ces dernières années les premières mesures pour élaborer un plan pouvant offrir une assistance appropriée aux personnes souffrant de maladie mentale.

Depuis 2019, AICS Ouagadougou travaille avec l'OSC CVCS sur le projet "Renaissance", dans la région des Hauts Bassins, pour développer un modèle efficace de prise en charge des personnes atteintes de maladie mentale. Le projet s'appuie sur l'expérience du Centre Notre Dame de l'Espérance, promu par le Diocèse et géré par l'Association Saint Camille de Lellis (ASCL), la seule de la région de Bobo Dioulasso à proposer accueil, soins et parcours de réinsertion sociale aux personnes souffrant de troubles psychiques abandonnées ou errantes. Les activités prévues visent à renforcer les synergies entre le Centre, les services de santé en charge et la capacité de résilience communautaire, pour favoriser une gouvernance institutionnelle et sociale progressive du phénomène. À cette fin, le projet appuie les activités de prise en charge et de réinsertion sociale avec une attention à l'approche genre et à l'autonomisation des bénéficiaires. Pour ce faire, le projet attribue un rôle stratégique à la formation de personnel spécialisé selon normes et standards internationalement valables et en offrant de bourses et de stages en collaboration avec d'autres partenaires. Le projet contribue tout de même à renforcer les synergies entre les services de santé de la zone de Bobo-Dioulasso en abordant le problème de la santé mentale dans sa complexité, également à travers des processus qui impliquent la réalité de la prison (où il y a la présence de nombreux détenus en détresse mentale). Des recherches spécifiques sont menées sur la santé mentale et sa perception dans la société, les résultats desquelles seront rassemblées dans un document stratégique à soumettre aux décideurs politiques institutionnels.

Parallèlement, le projet intervient au niveau de la population par une action de sensibilisation sur la santé mentale, favorisant la diffusion d'une culture renouvelée au sein des communautés pour contrer les pratiques traditionnelles stigmatisantes et excluantes et renforcer les compétences des résiliences endogènes pour la prévention et la promotion de la santé mentale.

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Renforcé le modèle de soins promu par le Centre Espérance en synergie avec les services ;

R2) Améliorées les connaissances de la population locale sur la santé mentale.

### BÉNÉFICIAIRES

6.568  
directs



67.200  
indirects

Une bénévole enseigne une technique de broderie à un bénéficiaire du centre. Les activités de récupération de la motricité et de la dextérité sont plusieurs, au sein du Centre Notre Dame de l'Espérance (CNDE). L'offre de ces activités a été augmentée en nature et en quantité par le projet Renaissance (Photo : © CVCS)



Les hôtes du centre exerçant dans la ferme thérapeutique du centre CLER (Centre Laudato si' pour l'Éducation, la Réhabilitation et la Réinsertion) à Doufiguisso. Les patients du CNDE, une fois traités et stabilisés, sont initiés à diverses activités qui ont pour objectif thérapeutique d'améliorer l'état mental et celui pratique de fournir des compétences que les patients - une fois réinsérés - peuvent utiliser pour trouver un emploi ou assister leurs familles dans les activités agricoles (Photo : © CVCS).



## AID 11453

Exécuteur: OSC CIAI

Partenaires: OSC Tamat, Interlife Onlus, Socialis, Università di Brescia, APMR, CN/AEJTB

Canal: Bilatéral

Typologie: Promus OSC

Domaines d'intervention  
Protection des mineurs,  
scolarisation, cadre  
institutionnel, formation,  
accès au crédit

### Zones d'intervention



🕒 Début: 01/07/2018

🕒 Phase actuelle: conclus

💰 Contribution AICS/MAECI  
1.799.459 €

dont versés en 2021:  
286.887 €

Contribution contreparties  
locales: 105.000 €



## PICAPS - PROJET D'APPROCHE SYSTÉMIQUE POUR LA LUTTE AUX CAUSES PROFONDES DE L'EXPLOITATION ET DU TRAVAIL DES ENFANTS

Le problème de l'exploitation du travail des enfants est une réalité concrète pour 41% des enfants entre 5 et 17 ans au Burkina Faso, selon l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants. Le problème a été abordé par les partenaires du projet à travers une perspective holistique qui a pris en compte les différentes causes qui conduisent les familles à devoir recourir à l'apport économique des plus petits, notamment l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la désinformation, l'insuffisance de services éducatifs, la difficulté d'accéder à une alimentation saine, l'insuffisance du développement économique local et la vulnérabilité socio-économique des femmes.

En 3 ans, le projet est intervenu pour garantir aux enfants l'accès à l'éducation, droit de base, et pour assister les familles dans des activités génératrices de revenus, en les conscientisant sur les risques du travail des enfants.

Au total 10 communes burkinabè de la Région du Centre-Ouest ont été déclarées « Communes Garantées de l'Enfance ». Le cadre régional de coordination des actions ministérielles, présidé par le gouverneur de la région, a été établi pour discuter des questions liées à la protection de l'enfance. Le projet a également travaillé sur l'adaptation des services éducatifs obligatoires et informels pour permettre la scolarisation des enfants. Ainsi, 900 femmes vulnérables et mères d'enfants à risque ou exploitées ont vu leurs conditions économiques améliorées grâce à la méthodologie innovante « ©Breeding-Toolkit » et 720 familles à faible revenu ont été soutenues dans la production agricole et l'accès au crédit.

Le projet PICAPS, qui s'est terminé en 2021, a enclenché le changement pour permettre aux enfants d'être les protagonistes de leur propre avenir. Le projet a de ce fait travaillé avec les institutions et les familles en abordant la question de l'exploitation des enfants sous plusieurs angles et en sensibilisant aux droits et soutien aux couches vulnérables de la société.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) 10 communes sont déclarées « Communes Garantées de l'Enfance » ;

R2) Il est établi un cadre régional de coordination des actions ministérielles présidé par le Gouverneur régional, qui se réunit tous les six mois, pour discuter des questions liées à la protection de l'enfance ;

R3) Les services éducatifs obligatoires et informels sont adéquats et suffisants pour garantir la scolarisation des ayants droit, pour permettre une augmentation de 20% du nombre d'enfants scolarisés et pour limiter le taux de déperditionscolaire en dessous de 5% ;

R4) 900 femmes vulnérables et mères d'enfants à risque ou exploitées ont amélioré leur condition socio-économique grâce à la méthodologie innovante « ©Breeding-Toolkit » ;

R5) 720 familles à faible revenu améliorent leur production agricole et ont accès au crédit.

### BÉNÉFICIAIRES

5.435  
directs



252.087  
indirects

## RENFORCER L'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES DANS L'ÉTAT CIVIL ET LUTTE AU PHÉNOMÈNE DES ENFANTS INVISIBLES

### AID 11372

### RÉSULTATS ATTEINTS

- R1) Un service public d'enregistrement des naissances gratuit et informatisé est disponible dans l'ensemble des 204 formations sanitaires (FS) publiques de la Région du Centre-Ouest ;
- R2) Des équipes de sensibilisation et d'information sont formées, disponibles et intégrées à l'enregistrement des nouveau-nés dans la Région ;
- R3) Une unité opérationnelle « Facilitation et Dialogue Institutionnel » est mise en place et disponible pendant l'action ;
- R4) Des équipes intégrées d'enregistrement de l'état civil, du tribunal départemental et de gestion scolaire communale sont constituées et envoyées dans les établissements scolaires des 38 communes de la Région du Centre-Ouest ;
- R5) Les parents d'élèves âgés de 6 à 12 ans sans acte de naissance sont informés et sensibilisés ;
- R6) Inauguration des « Journées de l'Enfant Africain » dans la Province Autonome de Trento (PAT) ;
- R7) 1.500 jeunes de la PAT sont sensibilisés chaque année au problème de la protection insuffisante des droits de l'enfant lors des "Journées de l'Enfant Africain".

*Exécuteur:* Provincia Autonoma di Trento (PAT)

*Partenaire:* Communauté de Sant'Egidio - ACAP

*Canal:* Bilatéral

*Typologie:* à don (Art. 7 - Loi 125/2014)

*Domaines d'intervention*  
Enregistrement digitalisé des naissances. sensibilisation

 Début: 28/05/2018

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
1.083.198 €

dont versés en 2021:  
866.558 €

### Zones d'intervention



### BÉNÉFICIAIRES

2.285  
directs



300.000  
indirects

## APPUI À LA RÉALISATION DU 5ÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION (5RGPH)

### AID 10877

*Domaines d'intervention :* analyse des données relatives au 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitation, réalisé en 2019.



À travers ce projet, l'AICS a contribué, avec d'autres acteurs de la coopération internationale, à prendre en charge les coûts associés à la mise en œuvre du Cinquième Recensement Général. Globalement, malgré la forte détérioration de la situation sécuritaire dans le pays, le recensement national s'est déroulé avec succès et sans incidents. La crise sanitaire liée à la propagation du Covid-19, courant 2020, a ralenti certaines activités d'analyse de données. Au premier trimestre 2021 ont eu lieu les travaux de finalisation du cadre d'échantillonnage et les travaux de numérisation. Les activités d'analyse seront soutenues par des fonds de coopération européens et italiens (le dernier à être déboursé). L'activité de numérisation de la cartographie se poursuit également, grâce à l'appui technique de l'UNFPA. Dans trois régions, le Centre, le Nord et le Plateau Central, la numérisation des services de statistiques a été réalisée.

*Exécuteur:* Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

*Canal:* Bilatéral

*Typologie:* à don (Art. 7 - Loi 125/2014)

 Début: 23/09/2019

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
527.773 €

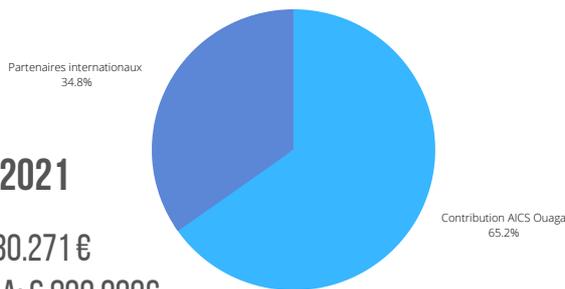


Contribution AICS/MAECI aux projets actifs en 2021 et versements effectués au cours de l'année

# ASSISTANCE HUMANITAIRE

## PROGETTI ATTIVI NEL 2021

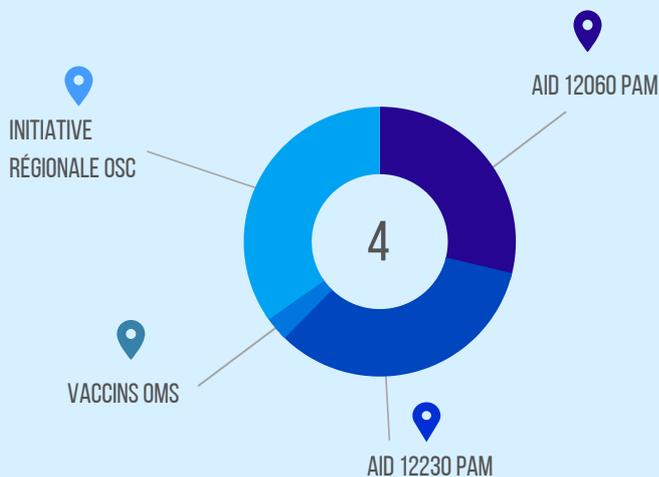
TOT. PORTEFEUILLE: 10.430.271 €  
 CONTRIBUTION AICS OUAGA: 6.800.000€  
 VERSEMENTS 2021: 3.500.000 €



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021

Les interventions d'assistance humanitaire au Burkina Faso sont devenues une priorité d'importance croissante. Depuis 2015, l'aggravation de la situation d'insécurité dans les pays voisins et la succession d'attaques sur le sol burkinabé ont contribué à augmenter le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire. Le nombre de déplacés internes est passé de quelques milliers en 2018 à plus de 1,5 million en fin 2021. À cela, se sont ajoutés, courant 2021, la multiplication des manifestations à l'échelle nationale et un climat d'instabilité politique accrue. Dans ce contexte, l'AICS intervient à travers une série d'initiatives multilatérales avec le PAM et l'OMS. L'AICS Ouagadougou est également en charge du suivi des activités au Burkina Faso d'une initiative régionale mise en œuvre par différentes OSC italiennes sous la coordination de l'AICS Dakar.

Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération Italienne aux projets ; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.



Nombre de projets actifs en 2021, en proportion de la valeur de chaque projet



Distribution des projets sur le territoire burkinabé

## ASSISTANCE NUTRITIONNELLE AUX POPULATIONS VULNÉRABLES DES RÉGIONS DU SAHEL ET DU CENTRE-NORD AU BURKINA FASO

Depuis 2015, les régions septentrionales du Burkina Faso sont touchées par une insécurité croissante due à l'activisme de groupes armés non étatiques d'inspiration salafiste-jihadiste. L'insécurité et les déplacements forcés de populations qui en découlent fragilisent le tissu socio-économique des communautés et détériorent les services essentiels de base. L'augmentation de la population met également à rude épreuve les services de base déjà limités et les ressources naturelles rares, augmentant les besoins humanitaires et exacerbant les tensions intercommunautaires pour l'accès à la terre et aux pâturages et, par conséquent, à la production alimentaire. Dans ce contexte, les conditions nutritionnelles des enfants sont alarmantes, avec des taux de malnutrition en croissance continue.

Le PAM a fourni une assistance nutritionnelle par le biais d'un ensemble d'interventions complémentaires, qui comprend des activités de prévention et de traitement de la malnutrition aiguë et de communication pour le changement social et comportemental (CCSC). L'approche consistant à combiner les activités de prévention avec celles de traitement de la malnutrition est particulièrement efficace pour réduire les taux d'incidence de la maladie. De plus, les séances de sensibilisation, associées à une assistance nutritionnelle préventive et curative, améliorent la durabilité des bonnes pratiques promues.

La mise en œuvre de certaines activités a été négativement impactée par la détérioration des conditions de sécurité et la pandémie de Covid-19. Pour cette raison, le projet a reçu une prolongation de 4 mois en janvier 2021 pour se clôturer en juin 2021. Le projet s'est conclu par l'achèvement des distributions de produits alimentaires et des activités de sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles et sanitaires prévues, améliorant les indicateurs nutritionnels des bénéficiaires.

### RÉSULTATS ATTEINTS

- R1) La prévention de la malnutrition des déplacés internes et des populations vulnérables, affectées par la période de soudure, est garantie ;
- R2) Une prise en charge de qualité est assurée pour les enfants de 6 à 59 mois et les femmes enceintes ou allaitantes atteintes de Malnutrition Aiguë Modérée (MAM);
- R3) Des campagnes de sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles et sanitaires sont menées.

## AID 12060

Exécuteur: PAM

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention  
Malnutrition, sécurité alimentaire,  
sensibilisation aux bonnes  
pratiques alimentaires

### Zones d'intervention



 Début: 21/02/2020

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
3.000.000 €

### BÉNÉFICIAIRES



149.945  
directs

Page latérale ci-dessus et cette page : Distribution de farine enrichie, utilisée dans la lutte contre la malnutrition des femmes enceintes ou allaitantes, à Mansila, Sahel (Photo : © PAM/Esther Ouoba)



## AID 12230

Exécuteur: PAM

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention  
Distribution de rations  
alimentaires et voucher (mobile  
money), interventions de  
résilience

### Zones d'intervention



Nord, Sahel, Centre-Nord

▶ Début: 01/01/2021

🕒 Phase actuelle: en cours

💰 Contribution AICS/MAECI  
3.500.000 €

dont versés en 2021:  
3.500.000 €



Distribution de vouchers alimentaires  
aux personnes déplacées à Gorom-  
Gorom, Sahel (Photo: © PAM/Cheick  
Omar Bandaogo)

## INTERVENTION D'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET DE RECOVERY DES POPULATIONS DÉPLACÉES ET DES FAMILLES D'ACCUEIL AU BURKINA FASO

En réponse à la crise humanitaire en cours, l'initiative vise à répondre aux besoins humanitaires immédiats et à améliorer la sécurité alimentaire des familles à moyen et long terme, à travers une réponse intégrée qui inclut la distribution de rations alimentaires et de voucher et le renforcement de la résilience des communautés vulnérables.

En 2021, malgré l'insécurité croissante, le PAM a réussi à atteindre les populations situées dans des endroits difficiles d'accès en recourant à des distributeurs locaux, en renforçant la coordination avec les acteurs civils et militaires et en recourant aux vols UNHAS, lorsque les routes étaient trop nombreuses dangereuses pour le transport terrestre. Entre décembre 2020 et mai 2021, il y a eu une diminution significative de l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives par les familles déplacées pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Durant cette même période, une diminution de 13% du nombre de personnes ayant un faible indice de consommation alimentaire (Food Consumption Score - FCS) a été constatée. Toutefois, une augmentation du nombre de personnes ayant un FCS borderline et de celles ayant un indice acceptable n'a pas augmenté de manière significative. Cela reflète le nombre croissant de personnes dans le besoin dans toutes les régions, avec 12 % de personnes en plus qui risquent de tomber dans la catégorie des personnes avec un FCS insuffisant. Ces données pourraient s'expliquer par le nombre croissant de déplacés et les effets de l'insécurité sur les marchés, qui ont vu les prix des céréales augmenter depuis janvier 2021 et ont donc limité le pouvoir d'achat des déplacés internes et leur accès à la nourriture. La réalisation des activités a été négativement affectée par la détérioration des conditions de sécurité qui, à son tour, a retardé les négociations avec le gouvernement sur la stratégie de relèvement rapide à adopter. Le projet a reçu une prolongation de 6 mois en décembre 2021 avec une fin prévue en juin 2022.

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Les familles et les individus identifiés par l'initiative ont un accès meilleur et adéquat à la nourriture pour répondre à leurs besoins immédiats et à long terme ;

R2) Les populations vulnérables identifiées par le projet reçoivent une assistance alimentaire rapide pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats.

### BÉNÉFICIAIRES

**60.605**  
distribution de rations  
alimentaires



**23.880**  
interventions de  
early recovery



## APPUI À LA RECONSTITUTION DU STOCK DE SÉCURITÉ DE VACCINS ANTI-ROUGEOLE/ RUBÉOLE AU BURKINA FASO

### Domaines d'intervention

Reconstitution des stocks de vaccins contre la rougeole et la rubéole, préparation et mise en œuvre des activités de vaccination, suivi

### RÉSULTATS ATTEINTS

Une vaccination de récupération contre la rougeole est effectuée pour les enfants déplacés en raison de l'insécurité.



Campagne de vaccination de l'OMS contre la rougeole et la rubéole dans la région de l'Est  
(Photo : © OMS)

### BÉNÉFICIAIRES



**397.500**  
vaccins



## FBE OMS

Exécuteur: OMS

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

### Zones d'intervention



 Début: 03/05/2019

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
300.000 €

## INITIATIVE RÉGIONALE D'URGENCE AU PROFIT DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LA CRISE HUMANITAIRE AU MALI ET DANS LES PAYS LIMITOPHES

L'initiative vise à contribuer à l'atténuation des effets de l'urgence humanitaire au Mali et au Burkina Faso, en renforçant la résilience des populations les plus vulnérables, en améliorant la sécurité alimentaire, l'état nutritionnel, la protection des personnes déplacées et des communautés d'accueil. L'initiative concilie ainsi des interventions d'urgence (distribution alimentaire, intrants agricoles, formations sanitaires) avec une première phase de développement (formation, production et vente, activités génératrices de revenu). Le programme est financé par l'AICS Dakar, responsable des projets au Mali, tandis que la coordination et le suivi des activités sur le sol burkinabé sont assurés par l'AICS Ouagadougou.

COOPI (MALI)  
PROGETTOMONDO MLAL (BF)

Malnutrition et  
protection de  
l'enfance



**44.865**

ENGIM (MALI)  
INTERSOS (BF)

Agriculture et sécurité  
alimentaire, santé,  
protection



**17.500**

TAMAT (MALI)  
MANI TESE (BF)

Agriculture et sécurité  
alimentaire, réduction du  
risque de catastrophes



**3.345**

## AID 12071

Mali & Burkina Faso

Exécuteurs (BF):

OSC Progettomondo Mlal,  
Intersos et Mani Tese

Canal: Bilatéral

Typologie: Urgence (confié OSC)

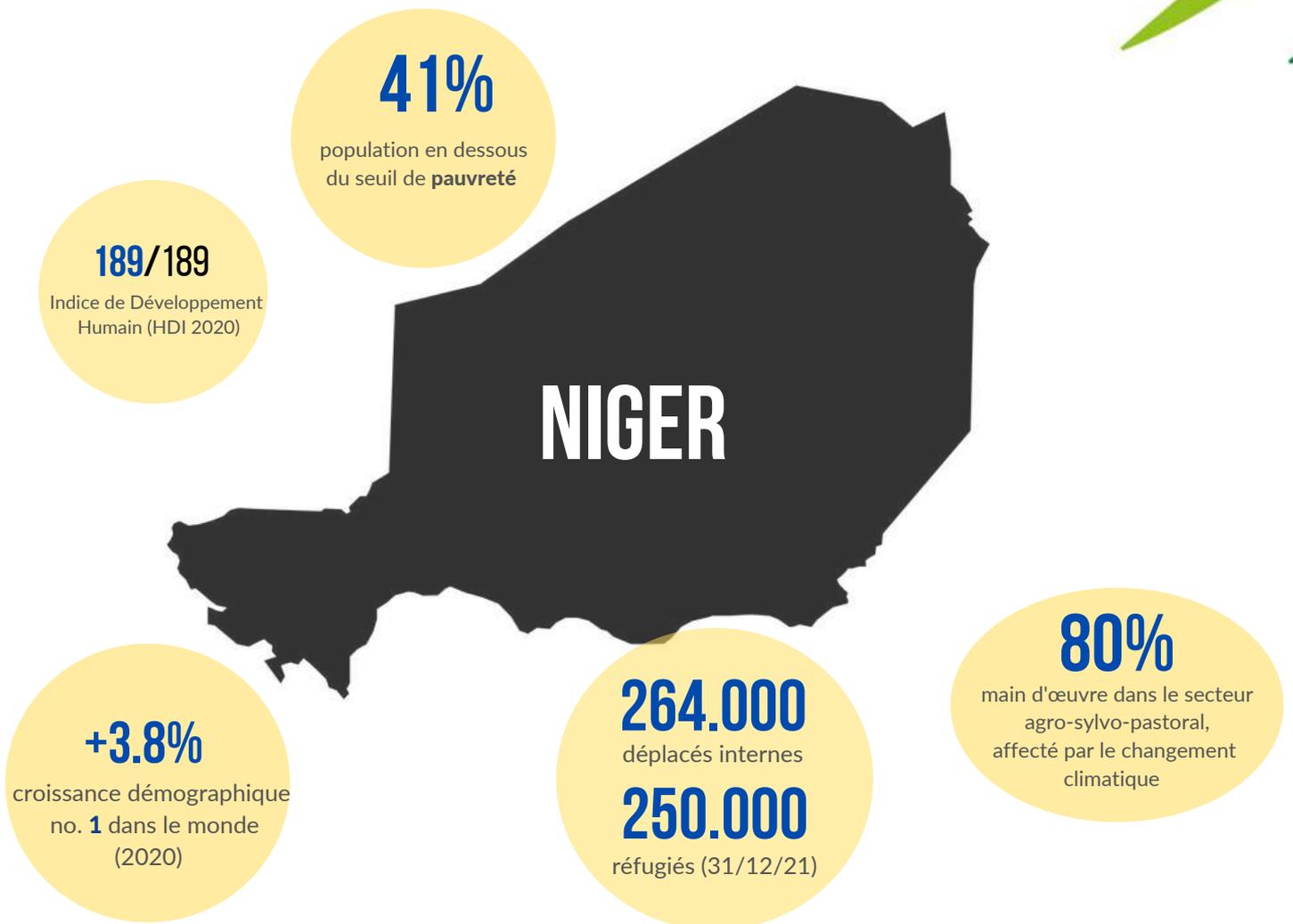
### Zones d'intervention



 Début activités (BF):  
03/05/2019

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS Dakar:  
3.500.000 €



Parmi les derniers pays du monde pour le développement humain et économique et cependant au premier rang pour la croissance démographique, avec une moyenne de 7,6 enfants par femme, le Niger est affligé par une conjonction de phénomènes et de problèmes, souvent d'origine extérieure, qui rendent le rôle de la coopération internationale urgent et indispensable. Tout d'abord, la géographie du pays joue un rôle défavorable pour le développement économique du pays. Enclavé, avec les deux tiers du territoire occupés par le désert, l'économie du Niger repose essentiellement sur le secteur agro-sylvo-pastoral et sur un modèle d'autosubsistance. La sécurité alimentaire des populations est de plus en plus menacée par les effets du changement climatique ainsi que par une population croissante, qui oblige souvent les jeunes à choisir la voie de la migration irrégulière, vers les villes ou les frontières. Les flux migratoires ont augmenté considérablement suite à l'aggravation des conflits régionaux et à la présence de groupes djihadistes et terroristes dans le pays, ce qui a fait en sorte que le Niger est devenu un carrefour de flux migratoires en provenance d'Afrique centrale et occidentale et dirigés, en partie, vers la rive de la Méditerranée.

Avec une présence historique de la Coopération italienne remontant aux années 1980, le Niger fait désormais partie des pays prioritaires d'Afrique de l'Ouest pour la politique étrangère italienne. La Coopération italienne est traditionnellement intervenue et intervient toujours dans le domaine du développement rural avec diverses initiatives visant à cibler les causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la promotion de modèles d'intensification agricole, l'augmentation de compétences dans le domaine agro-sylvo-pastoral et la gestion durable des ressources naturelles. En vue d'une réelle prise de conscience des effets néfastes du changement climatique, les interventions dans ce secteur accordent une attention particulière aux mécanismes d'adaptation et de résilience.

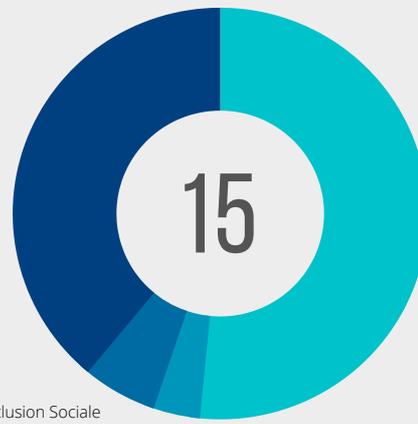
La création d'emplois est également une priorité importante pour la Coopération italienne, en réponse au taux de chômage élevé qui touche les couches les plus vulnérables de la population nigérienne. L'approche adoptée par l'AICS vise à promouvoir l'auto-emploi, notamment des jeunes et des femmes, ainsi qu'à financer et renforcer les capacités des micro-entreprises naissantes ou existantes. Dans ce cadre, le projet D.E.S.E.R.T., financé par le Fonds fiduciaire européen pour l'Afrique (voir section Coopération Déléguée), joue un rôle particulièrement important pour la création d'opportunités socio-économiques pour les jeunes de Agadez et Tahoua.

Enfin, compte tenu de l'aggravation progressive de la situation humanitaire dans les régions de Diffa, Tahoua, Tillabéry et, plus récemment, Maradi, la Coopération italienne maintient son engagement dans le domaine humanitaire, en soutenant les instances internationales et les organisations de la société civile (OSC), en intervenant en ce sens par le biais d'initiatives multilatérales ou à gestion directe, notamment dans les domaines de la protection des réfugiés et des déplacés internes, de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau.

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: **55.582.895 €**  
 CONTRIBUTION AICS/MAECI: **49.849.333 €**  
 VERSEMENTS 2021: **10.421.262 €**

Assistance humanitaire  
39%



Développement rural  
51.6%

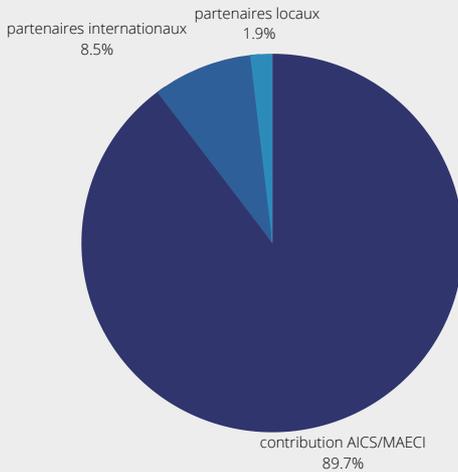
Inclusion Sociale  
5.8%

Création d'emploi  
3.6%

Nombre de projets actifs en 2021, divisés par secteur d'intervention (mesuré sur le portefeuille total).

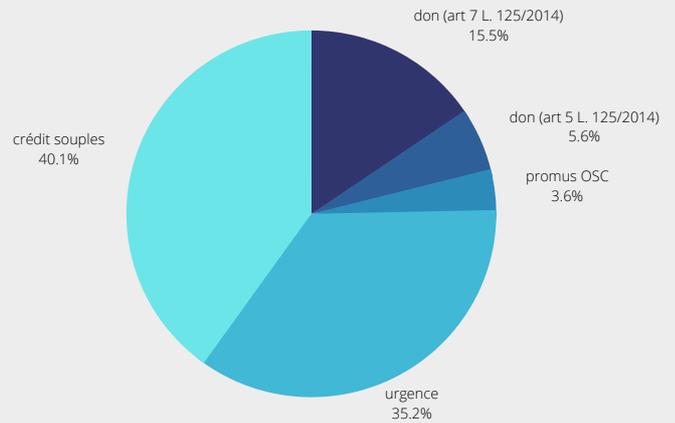
Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.

## CONTRIBUTIONS



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021

## TYPLOGIES DE FINANCEMENT



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

# 2021

Liste des projets lancés ou conclus pendant l'année \*

4

PROJETS  
LANCÉS

Idee Bridge - OIM  
Urgence - Contribution au CICR

Urgence Sahel Central - UNHCR

Urgence Réponse humanitaire multisectorielle - UNICEF

7

PROJETS  
CONCLUS

ANADIA 2.0 - IBE-CNR  
Lait et Miel - Movimento Africa 70  
Urgence Maradi I - UNHCR  
Urgence Maradi II - UNHCR

Urgence - Contribution au CICR

Fonds Bilatéral d'Urgence UNICEF

Urgence - Mécanisme de Réponse Rapide UNICEF

\*Le rapport prend en compte l'achèvement des activités de projet, non la clôture administrative des initiatives



Contribution AICS/MAECI aux projets actifs en 2021 et versements effectués au cours de l'année

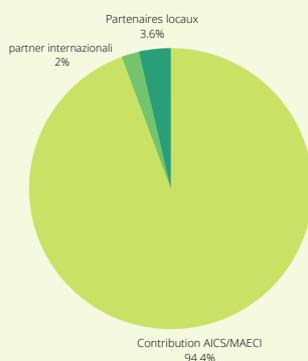
# DÉVELOPPEMENT RURAL ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus de 80% de la population nigérienne est employée dans le secteur agro-sylvo-pastoral, généralement à travers l'agriculture de subsistance. La productivité est souvent faible en raison d'une combinaison de facteurs tels que l'aridité des sols et la rareté de l'eau, et l'augmentation de l'activité humaine due à une forte croissance démographique. Le Niger est en fait le premier pays au monde pour la croissance démographique (Banque mondiale, 2020). L'augmentation de la pression sur les ressources naturelles s'accompagne du recours à des pratiques agricoles extensives et non durables. La faible productivité des terres est encore exacerbée par l'impact croissant du changement climatique dans l'espace sahélien : en premier lieu, le phénomène de la désertification - conséquence partielle des facteurs précités - qui soustrait chaque année de vastes étendues de terres à la production alimentaire, mais également la récurrence d'événements climatiques extrêmes, comme l'augmentation des périodes prolongées de sécheresse ou d'inondations, avec de fortes répercussions sur la récolte. Il en résulte un scénario dramatique, où l'insécurité alimentaire, souvent au-delà du seuil de l'urgence nutritionnelle, oblige les communautés rurales à migrer vers des sols plus fertiles, avec le risque potentiel d'alimenter des tensions intercommunautaires, ou vers des centres urbains à leur tour incapables d'absorber les flux de personnes déplacées.

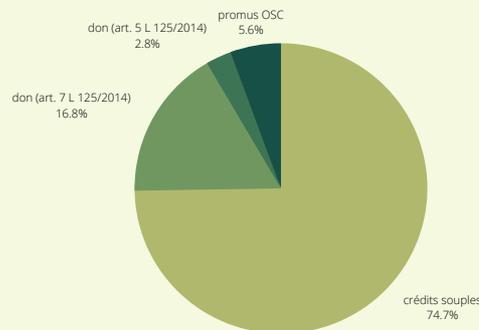
Dans ce contexte, l'action de l'AICS au Niger s'est traditionnellement focalisée sur l'axe du développement rural, en soutenant un portefeuille d'initiatives visant à cibler les causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par la promotion de modèles d'intensification agricole, le renforcement de compétences dans le domaine agro-sylvo-pastoral et la gestion durable des ressources naturelles. Une attention particulière est portée à l'impact du changement climatique sur les réalités rurales et aux stratégies de mitigation et d'adaptation. L'ensemble des projets sectoriels pour 2021 comprend deux initiatives de réponse à l'insécurité alimentaire (un projet à don pour l'amélioration de la production agricole et un projet promu OSC pour le développement de deux filières porteuses), un projet de prévention et d'adaptation aux catastrophes naturelles, et un programme de crédit souple visant à financer les infrastructures rurales, les routes et les marchés dans la région de Tahoua.

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: 28.665.214 €  
 CONTRIBUTION AICS/MAECI: 27.053.333 €  
 VERSEMENTS 2021: 814.479 €



Parts contribuant aux projets, calculées sur la valeur totale du portefeuille de projets actifs en 2021



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

Toutes les données indiquées se rapportent aux projets actifs en 2021, c'est-à-dire l'ensemble des projets en cours, des projets achevés en 2021 et des projets lancés en 2021. Au cours du rapport, la distinction suivante est utilisée : le portefeuille total indique la valeur cumulée des projets (y compris toutes les annuités et toutes les contributions financières) ; la cotisation AICS/MAECI indique la cotisation cumulée, sur toutes les annuités, de la Coopération italienne aux projets; les versements 2021 indiquent le montant du financement décaissé pour les projets en 2021.



Page latérale : Relevés topographiques sur la rivière Sirba réalisés dans le cadre du projet ANADIA 2.0 (Photo : © Giovanni Massazza) ;  
 Cette page : Réhabilitation du puits villageois de Loga (Dosso), dans le cadre du projet ZARESE (Photo : © SE/CNEDD)



**Agrinovia Plus**  
 Formation sur le genre et le développement rural (Niamey)



**PAMIRTA**  
 Réunion du Comité de Pilotage

18/05

**ANADIA 2.0**  
 Atelier sur le Système Local d'Alerte Précoce pour les Inondations de la Sirba (SLAPIS)

GIUGNO



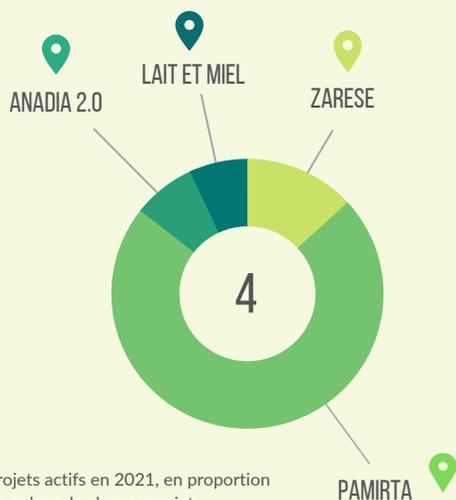
20/08

**ANADIA 2.0**  
 clôture du projet

26/10

**Lait et Miel**  
 "Le Green deal pour la nourriture dans les villes africaines", événement online et présentiel (Milan et Niamey), pour la clôture du projet (29/12)

16/12



Nombre de projets actifs en 2021, en proportion de la valeur de chaque projet



Distribution des projets sur le territoire nigérien

## AID 11099

Exécuteur:  
SE/CNEDD

Canal: Bilatéral

Typologie: à don (Art. 7 -  
Loi 125/2014)

Domaines d'intervention  
Augmentation et diversification de  
la production agro-sylvo-  
pastorale, réhabilitation des terres  
dégradées, adaptation au  
changement climatique,  
formations

### Zones d'intervention



Tahoua, Dosso

 Début: 13/01/2020

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI  
3.000.000 €

Contribution nationale:  
768.986 €

### BÉNÉFICIAIRES

10.000  
directs



120.000  
indirects



## ZARESE II – AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA VALORISATION DES INITIATIVES PAYSANNES DANS LES ZARESE DU NIGER

Au Niger, l'agriculture et l'élevage constituent la principale source de revenus pour environ 80% de la population des zones rurales et représentent 40% du PIB national. La grande majorité des quelques 24 millions d'habitants tirent leurs moyens de subsistance et leurs revenus (logement, alimentation, médicaments, matières premières artisanales, terres arables, eau, etc.) de l'exploitation des ressources naturelles. Cependant, le potentiel de production du pays ne cesse de diminuer en raison des conditions climatiques hostiles, de la désertification progressive, de la pression démographique intense (le taux de fécondité à environ 7, le plus élevé du monde), de la dégradation continue des terres, de la presque disparition des jachères, et de la surexploitation de la biomasse par l'agriculture extensive et de l'exploitation forestière illégale.

Le projet ZARESE II, développé par le CNEDD, a comme exécuteurs directs les 10 communes sélectionnées appartenant à 3 Zarese (zones à haut risque environnemental et social) à travers 10 Projets Structurants. L'initiative permet d'une part de consolider les actions antérieures dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et d'autre part d'intégrer les aspects liés au changement climatique dans les zones sujettes à la migration afin d'améliorer la résilience de la population à ses effets négatifs. La clé de l'efficacité de ZARESE II réside dans l'alliance entre (i) la gestion décentralisée qui permet l'expression des besoins spécifiques de chaque territoire, dont les axes prioritaires d'intervention sont en pleine cohérence avec les Plans Communaux de Développement (PDC), et (ii) la coordination technique du CNEDD pour assurer la meilleure introduction des composants les plus complexes et innovants (par exemple, les pompes solaires et l'accès au crédit).

En 2021 le projet a atteint un taux de réalisation de 80% des Projets Structurants prévus principalement par des formations et des actions visant à accroître et diversifier la production agro-sylvo-pastorale durable en commençant par la réhabilitation des zones dégradées. À partir de juillet 2021, l'UGP du projet bénéficie de l'assistance technique d'un expert en développement rural.

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) La production agro-pastorale a augmenté durablement grâce à l'augmentation de la disponibilité des terres agricoles ;

R2) La cohésion sociale s'est accrue grâce à la protection des droits sur les ressources naturelles ;

R3) Les revenus des bénéficiaires du projet (surtout les femmes et les jeunes) ont augmenté.



Les bénéficiaires du projet engagés dans la construction de demi-lunes pour le traitement des sols - Sokorbé, région de Dosso (Photo : © SE/CNEDD)

## PAMIRTA - PROJET D'ACCÈS AUX MARCHÉS ET D'INFRASTRUCTURES RURALES DANS LA RÉGION DE TAHOUA

AID 10071

En garantissant l'octroi de crédits à conditions favorables, le programme PAMIRTA s'insère dans certaines composantes du Programme de Promotion de l'Agriculture Familiale et de la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF), élaboré par le Niger en partenariat avec le Fonds International de Développement agricole (FIDA).

L'initiative entend augmenter les revenus des populations rurales de la région de Tahoua en améliorant l'accès aux marchés et aux intrants agricoles pour les producteurs des bassins agro-pastoraux, en réorganisant et en soutenant les points de commercialisation autour des pôles de développement économique rural.

Au cours de l'année 2021, le Programme PAMIRTA a enregistré une progression remarquable sur les différentes composantes du projet. En effet, le processus d'enregistrement de la ligne de crédit des contrats avec les entreprises de construction a été achevé ; les travaux pour la réalisation de pistes zones rurales, la construction de marchés de demi-gros et de centres de collecte des produits agricoles ont été aussi démarrés ; de même, les activités de dynamisation autour des pôles de production ont été lancées.

**Exécuteur:**  
Ministère de l'Agriculture,  
IFAD

**Canal:** Bilatéral  
(multilatéral pour l'assistance technique)

**Typologie:** Crédit souple  
(Art. 5 Loi 125/2014 pour l'assistance technique)

**Domaines d'intervention**  
Développement rural, crédit pour la construction d'infrastructures de marché et des pistes rurales

**160 km** pistes rurales      **4** marchés      **8** centres de récolte      **7.200** arbres

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Construction de 160 km de pistes rurales pour surmonter l'enclavement des bassins de production et faciliter leur raccordement avec les centres de collecte des produits agricoles et les marchés de demi-gros ;

R2) Construction de 4 marchés de demi-gros et de 8 centres de collecte des produits agricoles ;

R3) Animation et appui à l'organisation des marchés.

### Zones d'intervention



Tahoua

**BÉNÉFICIAIRES**

**485.000** directs      **577.692** indirects




 Début: 27/11/2014

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI

Crédit souple:  
**20.000.000 €**

Assistance technique:  
**759.060 €**

## AID 10848

### Exécuteur:

Istituto per la BioEconomia -  
Consiglio Nazionale delle  
Ricerche (IBE-CNR)

**Partenaires:** DIST-Politecnico et  
Università di Torino, Direction de  
la Météorologie Nationale (Niger)

**Canal:** Bilatéral

**Typologie:** à don (Art. 7 -  
Loi 125/2014)

### Domaines d'intervention

Adaptation au changement  
climatique, évaluation et prévention  
des risques d'inondation, formation  
et sensibilisation

### Zones d'intervention



Dosso, Tillabéry

▶ Début: 21/04/2017

🕒 Phase actuelle: conclus

🏠 Contribution AICS/MAECI  
1.499.895 €

dont versés en 2021:  
330.511 €

contribution contreparties  
locales: 265.020 €

Session de formation/action de diagnostic  
participative sur l'évaluation des risques  
d'inondation à Tessa, région de Dosso  
(Photo : © Vieri Tarchiani)

## ANADIA 2.0 - ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ANADIA 2.0 un projet de formation et de recherche/développement, réalisé par l'Institut de BioEconomie (IBE-CNR, anciennement IBIMETCNR) en collaboration avec la Direction de la Météorologie Nationale (DMN) du Niger et l'Ecole Polytechnique de Turin.

L'initiative vise à soutenir la sécurité alimentaire au Niger, en contribuant au développement d'une agriculture durable adaptée au changement climatique et moins vulnérable aux événements extrêmes. Ceci constitue la deuxième phase du projet ANADIA Niger, AID 9913, qui s'est achevé en 2016 ; en particulier, l'approche déjà testée à Dosso est étendue à une deuxième région (Tillabéry), particulièrement touchée par les inondations, consolidant l'approche et renforçant la collaboration entre les deux différents niveaux administratifs.

Lancée en 2017, l'initiative s'est achevée en août 2021, obtenant des résultats probants dans l'assistance agrométéorologique apportée aux 8 communes bénéficiaires de l'initiative, le renforcement des capacités nationales dans le domaine de l'évaluation, la réduction des risques, l'adaptation au climat par des applications spécifiques pour les inondations et la sécheresse et dans le soutien à la collaboration entre les services techniques centraux et locaux.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Les capacités nationales et locales d'évaluation des risques climatiques sont renforcées grâce à des outils de formation et d'analyse ;

R2) Les capacités locales de réduction des risques et d'adaptation au climat sont renforcées par des applications spécifiques pour les inondations et la sécheresse ;

R3) Une culture de prévention des risques a été diffusée à travers des actions de communication et de sensibilisation.

### BÉNÉFICIAIRES

8  
communes



2.450  
participants aux  
formations et  
ateliers



## LAIT ET MIEL: DEUX FILIÈRES PORTEUSES COMME RÉPONSE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉCONOMIQUE DES ZONES URBAINES ET RURALES AU NIGER

### AID 11451

### DOMAINES D'INTERVENTION

Sécurité alimentaire, innovation et modernisation des filières lait et miel, développement des PME, inclusion des jeunes et des femmes, renforcement du partenariat entre universités et communes.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) La productivité, la qualité et la valeur nutritionnelle des produits des filières lait et miel ont été améliorées et adaptées à la consommation locale ;

R2) Les organisations d'éleveurs et d'apiculteurs ont été structurées et renforcées au niveau technique, organisationnel et du suivi de la durabilité des filières avec un accent sur la dignité du travail, l'autonomisation des femmes et l'inclusion des jeunes ;

R3) Un système de distribution et d'échange a été promu par les institutions locales et structuré pour l'approvisionnement en produits sains, équitables et de qualité entre les zones rurales et urbaines.

Exécuteur:

OSC Movimento Africa '70

Partenaires:

Fondazione ACRA, Nexus Solidarietà Internazionale Emilia Romagna; Comune di Milano; Università degli Studi di Torino; Université Abdou Moumouni de Niamey

Canal: Bilatéral

Typologie: Promus OSC

### BÉNÉFICIAIRES



966  
directs

### Zones d'intervention



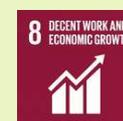
Tillabéry

 Début: 27/11/2014

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
1.794.378 €

dont versés en 2021:  
483.969 €



Le centre de collecte, transformation et commercialisation Lait et Miel  
(Photo : © Movimento Africa 70)



contribution AICS  
2.020.000 €

versés 2021  
1.343.276 €

Contribution AICS/MAECI aux projets  
actifs en 2021 et versements effectués  
au cours de l'année



# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

AID 12254

## IDEE BRIDGE - INITIATIVES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AU NIGER

Exécuteur: OIM

Partenaires:  
Ministère de l'Entrepreneuriat  
des Jeunes, Capital Finance,  
CIPMEN

Canal: Multilatéral

Typologie: à don (Art. 5 -  
Loi 125/2014)

### Zones d'intervention



Niamey, Tahoua,  
Zinder, Agadez

▶ Début: 11/03/2021

🕒 Phase actuelle: en cours



Contribution AICS/MAECI  
2.020.000 €

dont versés en 2021:  
1.343.276 €

Basée sur les expériences, les leçons apprises et les résultats obtenus de la phase précédente du projet IDEE, financé par l'AICS et mis en œuvre entre juin 2017 et octobre 2020, l'initiative IDEE Bridge vise à fournir des alternatives à la migration irrégulière, en augmentant les opportunités économiques des jeunes nigériens bénéficiaires de la première phase du projet et en soutenant leurs initiatives entrepreneuriales.

Le projet IDEE Bridge vise à inclure principalement les jeunes nigériens et d'autres groupes vulnérables, tels que les femmes (40%) et les personnes handicapées (4,2%), dans les quatre zones d'intervention (Niamey, Agadez, Zinder, Tahoua). Plus spécifiquement, le projet vise à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes vulnérables et non vulnérables, en leur donnant la possibilité de trouver un travail décent et sûr. Le projet soutient en outre le développement de l'environnement des affaires, en particulier le secteur de l'artisanat dans la région de Agadez.

Après avoir procédé à la définition des mécanismes et instruments de partenariat et de coordination, le projet a été lancé en mars 2021 pour une durée de 18 mois. Il est entré dans sa phase opérationnelle à partir d'août 2021 avec le démarrage des formations techniques et entrepreneuriales, le mentorat, et la participation à des foires sectorielles. Le démarrage du projet a été aussi marqué par le lancement d'une plateforme commerciale en ligne ("Agad'Art") pour la promotion de l'artisanat nigérien – considéré comme l'un des secteurs porteurs de l'économie nationale en raison de sa contribution au produit intérieur brut (PIB), estimée à environ 25 %.

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Les entreprises créées grâce au projet IDEE sont accompagnées et consolident leurs activités ;

R2) L'exécution des business plans finalisés dans le cadre du projet IDEE (startup) est planifiée et démarrée ;

R3) Une entreprise à fort potentiel d'accélération reçoit un accompagnement personnalisé qui lui permet d'atteindre son plein potentiel de croissance ;

R4) L'environnement des affaires se renforce, notamment pour les jeunes de la région d'Agadez.

### BÉNÉFICIAIRES

1.230  
directs



12.380  
indirects



Cette page : Participants à la Foire de l'Emploi  
d'Agadez, organisée par l'OIM pour IDEE Bridge  
(Photo : © AICS Ouagadougou /Marcella Odorizzi) ;  
Page latérale : les bénéficiaires du projet d'urgence  
de WHH à Diffa (Photo : © WHH)



# INCLUSION SOCIALE

contribution AICS  
3.226.000 €

versés 2021  
294.284 €

Contribution AICS/MAECI aux projets actifs en 2021 et versements effectués au cours de l'année

## AFDEL - AUTONOMISATION DES FEMMES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

### AID 9339

Malgré le fait que le Niger ait ratifié la « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) » en 1999 et le Protocole de la « Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique » en 2004, les femmes au Niger, notamment en milieu rural, restent fortement exposées au risque de pauvreté, marginalisation et discriminations qui les empêchent de participer pleinement à la vie de la communauté et d'accéder équitablement aux biens et services (en particulier l'éducation, la santé et le marché du travail). La Politique Nationale de Genre de 2017 promeut le renforcement économique et social des femmes afin de parvenir à une croissance équitable, inclusive et durable, en ligne avec la stratégie de développement durable du pays.

Conformément aux efforts du gouvernement, parmi les activités destinées aux femmes des zones rurales de la région de Tahoua, le programme a appuyé la distribution de machines pour alléger le travail domestique; la réhabilitation et l'équipement de foyers pour femmes dans la région de Tahoua et le département de Keita ; la construction d'un premier réseau régional des femmes, divisé en 3 fédérations départementales (Tahoua, Keita et Illéla) et 15 unions communales ; l'appui à une planification locale sensible au genre dans les départements d'Illela et de Keita.

Le programme dans sa deuxième phase vise à développer une stratégie de microfinance adaptée aux besoins des femmes afin de faciliter leur accès au crédit et favoriser leur renforcement économique et social, ainsi qu'à mener des actions d'information, de formation, d'animation et de sensibilisation sur des questions transversales, telles que les droits et la participation politique, au sein des foyers de femmes. Les activités ont ralenti en raison de la détérioration des conditions de sécurité dans les zones d'intervention du projet, mais la conclusion des activités est prévue en août 2023.

*Exécuteur:*

Ministère pour la Promotion de la Femme et pour la Protection de l'Enfance

*Canal:* Bilatéral

*Typologie:* à don (Art. 7 - Loi 125/2014)

### Zones d'intervention



Tahoua

 Début: 01/08/2015

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI  
3.226.000 €

dont versés en 2021:  
294.284 €

### BÉNÉFICIAIRES

20.000  
femmes



60  
villages

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) La capacité de la Structure Centrale du MPF/PE à promouvoir l'émancipation des femmes dans les processus de développement local au Niger s'est améliorée ;

R2) Les priorités d'intervention et les activités actuellement ou potentiellement menées par les femmes dans la région de Tahoua sont identifiées ;

R3) L'accès des femmes aux services de proximité dans la région de Tahoua s'est amélioré à travers le renforcement des structures déconcentrées du MPF/PE et l'ouverture de trois « maisons des femmes » à Tahoua, Keita et Illéla ;

R4) Les activités génératrices de revenus menées par les femmes sont améliorées, diversifiées et mises en pratique, renforçant les connaissances des femmes bénéficiaires ;

R5) La charge de travail des femmes et des mineurs est allégée ;

R6) Les capacités de négociation des femmes et leur participation aux processus de prise de décision se sont améliorées ;

R7) Une campagne de sensibilisation et de communication est menée.



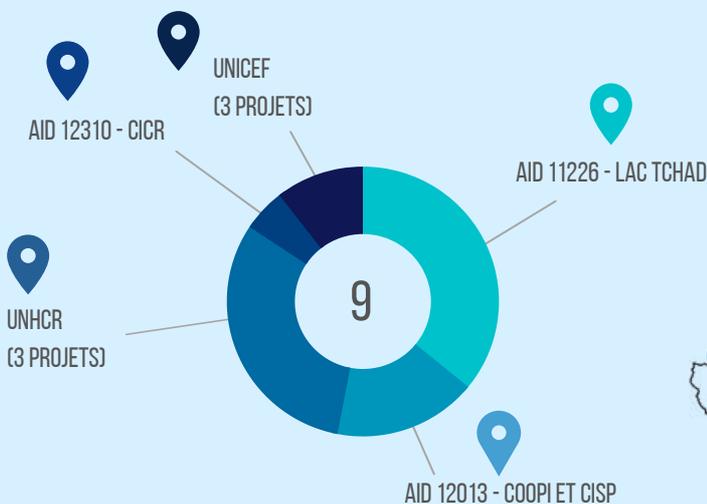
contribution AICS  
17.550.000 €

versés 2021  
7.969.223 €

Contribution AICS/MAECT aux projets  
actifs en 2021 et versements effectués  
au cours de l'année

## ASSISTANCE HUMANITAIRE

Depuis plus d'une décennie, la situation d'instabilité et d'insécurité au Niger n'a cessé de se détériorer. Depuis 2015, les régions limitrophes du Mali et du Burkina Faso ont été frappées à plusieurs reprises par des attentats terroristes, souvent de nature extrémiste religieuse. Le déclenchement de telles attaques est en partie dû au spill-over des groupes armés qui profitent de la faiblesse du système de contrôle transfrontalier pour transiter librement entre les pays, dans la région du Liptako-Gourma, ou dans la zone des trois frontières. La présence de groupes armés exacerbe la condition de vulnérabilité déjà extrême à laquelle est confrontée la communauté rurale dans le pays - résultant d'une combinaison délétère de phénomènes comprenant l'extrême pauvreté, le manque d'opportunités d'emploi, la réduction de la migration circulaire, le taux de croissance démographique très élevé, l'impact du changement climatique sur des ressources naturelles rares et très vulnérables et la capacité limitée de l'État à assurer les services sociaux de base aux communautés les plus périphériques. Malgré l'intervention de l'État, appuyée par l'aide de partenaires internationaux, les conditions de sécurité dans la région du Liptako-Gourma restent extrêmement précaires, le nombre de réfugiés et de déplacés internes ne montre aucun signe de diminution et les besoins humanitaires des populations sont aux plus hautes croissances, notamment dans les régions de Tillabéry et Tahoua. Tout aussi problématique est la situation dans la région de Diffa, à la frontière avec le Nigeria et le Tchad, où depuis 2013 les peuples autochtones accueillent des réfugiés nigériens fuyant la violence terroriste de Boko Haram et d'autres groupes armés. Comme dans les régions occidentales, à Diffa également, l'instabilité régionale née autour du lac Tchad s'est transbordée sur le sol nigérien (les premières attaques en 2015), créant un flux de déplacés internes parallèlement à l'augmentation continue des réfugiés nigériens. De plus, depuis 2019, le Niger



Nombre de projets actifs en 2021, en proportion de la valeur de chaque projet



Distribution des projets sur le territoire nigérien



Page latérale et cette page : Visite de terrain à Diffa par l'équipe WHH pour le projet "aide humanitaire aux familles vulnérables", dans le cadre de l'intervention d'urgence en faveur des réfugiés, déplacés internes, populations rapatriées et communautés d'accueil du Lac Tchad (Photo : © WHH)

doit gérer un nouvel afflux de réfugiés en provenance du Nigeria, qui ont afflué dans la région de Maradi au sud. La persistance des situations de crise à l'échelle nationale a provoqué une exacerbation des besoins humanitaires de la population : plus de 3.000.000 de personnes sont menacées d'insécurité alimentaire. Selon le HCR, le nombre de personnes ayant besoin de protection en décembre 2021 s'élevait à 581.114, dont presque la moitié étaient des déplacés internes et l'autre moitié des réfugiés / demandeurs d'asile (73% du Nigeria, 22% du Mali et 5% du Burkina Faso). Depuis 2016, la situation ne cesse de se détériorer, avec une augmentation constante du nombre de réfugiés et de personnes déplacées intérieurement. Le nombre de déplacés a culminé (319 000) en juin 2021, puis s'est stabilisé à l'estimation actuelle. En conséquence, un nombre toujours croissant de jeunes optent pour le chemin de la migration irrégulière. Le pays, en particulier la ville d'Agadez, est devenu un carrefour de flux migratoires, non seulement en provenance du Niger mais de toute l'Afrique centrale, en partie dirigés vers la Libye et les côtes européennes. La présence de ces flux, exploités par des trafiquants, a encore exacerbé la situation d'instabilité et d'insécurité dans le pays.

Dans ce contexte complexe, l'intervention de l'AICS au Niger se focalise sur l'assistance humanitaire et les interventions de early recovery nécessaires pour répondre aux besoins croissants de la population, tout en soutenant l'intégration des interventions d'urgence aux actions de développement et de cohésion sociale, selon l'approche Triple Nexus. La moitié du portefeuille AICS 2021 destiné à l'urgence au Niger est allouée aux projets bilatéraux mis en œuvre par des OSC italiennes dans le cadre de deux programmes distincts, l'un à Diffa et l'autre dans l'Ouest. Les 47 % restants du portefeuille sont divisés en 7 projets multilatéraux mis en œuvre par l'UNICEF, le CICR et le HCR.



**Orphelinat Le Bon Samaritain (Niamey)**  
Cérémonie de remise de 20 matelas en don suite à un incendie



**Urgence Lac Tchad**  
Formation en ligne pour journalistes avec la participation de la Coordinatrice AICS Urgence



FÉVRIER

**UNICEF MRR**  
Visite de l'équipe de l'AICS Niamey au magazine de stockage de l'UNICEF dans le cadre du soutien au Mécanisme de Réponse Rapide



18/05

30/07

**CISP - AID 11226**  
Cérémonie de clôture du projet Accès aux Services de Base (Diffa)

09/09

14/10

**Urgence Lac Tchad**  
Interview vidéo avec les chefs de projet de l'Initiative AID11226 et la Coordinatrice AICS Urgence

## AID 11226

### Exécuteur:

OSC CISP, COOPI, COSPE,  
WHH

Partenaires: OSC Movimento  
Africa 70, CBM, MEDU

Canal: Bilatéral

### Typologie:

Urgence (confié OSC)

### Domaines d'intervention

Agriculture et sécurité  
alimentaire, protection,  
éducation, santé, inclusion sociale  
des femmes et handicapés

### Zones d'intervention



Diffa

▶ Début: 20/03/2019

🕒 Phase actuelle: en cours  
(projets conclus en 2021)

🏠 Contribution AICS/MAECI  
6.300.000 €

dont versés en 2021:  
1.424.156 €

### BÉNÉFICIAIRES

57.700  
directs



477.372  
indirects

160  
groupes

## INTERVENTION D'URGENCE EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS, DES DÉPLACÉS INTERNES, DES POPULATIONS DE RETOUR ET DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL DU LAC TCHAD



Lancé en 2019 en réponse à la situation persistante d'insécurité et à l'intensification des flux migratoires en transit dans la région, le programme a fourni une assistance humanitaire aux personnes à risque dans la région de Diffa, proche de la frontière avec le Nigeria et le Tchad. Ce sont des populations affectées à la fois par la présence du groupe terroriste Boko Haram et par les effets du changement climatique, forçant ainsi des centaines de milliers de personnes à migrer. Le programme se configure comme une action d'urgence multisectorielle pour améliorer les conditions de vie des personnes affectées, renforcer la résilience, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés et leur permettre d'accéder à la protection, à l'éducation et aux services de santé de base.

Quatre OCS ont été retenues à la suite d'un appel à propositions pour la sélection d'initiatives pour la mise en œuvre des six projets qui composent le programme. Les projets, énumérés en détail ci-dessous, ont œuvré en étroite collaboration avec les communautés bénéficiaires, les autorités locales et les partenaires de la société civile pour assurer un impact maximal. Les six projets ont pris fin entre juillet et octobre 2021, rapportant des résultats remarquables. Forte d'une approche holistique et multisectorielle, l'action conjointe des projets a permis d'améliorer les conditions de vie des différentes communautés de la région de Diffa, d'atténuer les conditions défavorables liées à la migration mais aussi de jeter les bases pour un développement à long terme, selon l'Approche du Triple Nexus. Suite à la conclusion des projets, une prolongation du programme a été demandée pour évaluer le travail des OSC et les résultats obtenus.



### 01 - ACCÈS AUX SERVICES DE BASE



Création d'emplois : création d'un marché et mise en œuvre de diverses activités à forte intensité de main-d'œuvre ;

Santé : formation sur les maladies liées à l'hygiène et sur la propagation de la Covid-19 ; lutte contre la défécation à l'air libre ;

WASH : construction de 405 latrines familiales, pose de 6.190 mètres de canalisation et installation/réhabilitation de 5 pompes à traction manuelle.

### 02 - DROIT À L'ÉDUCATION BAFOUÉE



Au total 71 salles de classe construites et opérationnelles dans 26 écoles, équipées de latrines et meublées ; présentation de propositions de micro-projets scolaires.

Sensibilisation à la scolarisation inclusive des mineurs ;

Élaboration et adoption d'un code de conduite pour les enseignants de la région ; activités de formation pédagogique et didactique sur les techniques de gestion et d'évaluation des cours pour les enseignants.



**cospe**

TOGETHER FOR CHANGE

### 03 - RÉSILIENCE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Renforcement des compétences de la société civile et des opportunités de participation locale pour la prévention et la réduction des risques et la réponse aux crises ;

Diversification et augmentation de la production agricole dans la région de Chétimari selon des pratiques durables ;

Renforcement des compétences et des opportunités des femmes et des jeunes pour améliorer l'accès à l'emploi et la génération de ressources économiques dans le secteur primaire.

### 04 - AIDE HUMANITAIRE AUX FAMILLES VULNÉRABLES



For a world without hunger

Distribution de denrées alimentaires, de semences et d'engrais à 1 000 familles ; l'activité « jardins en sac » a permis la production de fruits et de légumes dans des contextes de pénurie d'eau ou d'accès difficile à la terre et la formation en cascade de producteurs ;

Réalisation d'activités génératrices de revenus (AGR) pour augmenter le revenu disponible des ménages, à travers des fonds de démarrage et de formation pour 800 petites entreprises et artisans et 200 femmes bénéficiaires ; production d'équipements pour lutter contre la propagation de la Covid-19 ;

Transferts d'argent à 1.000 familles vulnérables pour la récupération des terres dégradées ("Cash for Work") ;

Construction de 02 forages solaires et réservoirs de rétention d'eau.



### 05 - ACCÈS AUX STRUCTURES ÉDUCATIVES



Construction de 13 salles de classe avec des matériaux résilients, 12 blocs de latrines, raccordement des infrastructures scolaires au réseau d'eau local ;

Distribution de kits scolaires et d'hygiène aux élèves, formation sur la prévention des maladies féco-orales ;

Activités de sensibilisation visant à réduire le risque de déperdition scolaire (ONG Tchida), et activités d'inclusion et d'insertion scolaires des jeunes en situation de handicap (ONG CBM).

### 07 - LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

**cospe**

TOGETHER FOR CHANGE

Création de 03 points d'écoute pour les femmes victimes de violences basées sur le genre ;

Création d'un réseau entre les institutions et la société civile pour la prévention des violences basées sur le genre et la santé des femmes ;

Activités de sensibilisation et de diffusion d'informations sur les droits des femmes, sur la prévention des violences basées sur le genre, sur la contraception et sur les maladies sexuellement transmissibles ;

Activités d'autonomisation des femmes bénéficiaires (alphabétisation, formation, appui financier).



## AID 12013

Exécuteurs: OSC COOPI et CISP;  
d'autres OSC seront financées  
suite au deuxième Appel à  
Propositions

Canal: Bilatéral

Typologie: Urgence  
(confiés OSC)

Domaines d'intervention  
Santé (COOPI) et WASH (CISP)

### Zones d'intervention



Tahoua, Tillabéry

## INITIATIVES D'URGENCE AU PROFIT DES POPULATIONS VULNÉRABLES DES RÉGIONS DE TAHOUA ET TILLABÉRY

Le Niger a déclaré l'état d'urgence dans les régions de Tahoua et Tillabéry en 2018. La présence de l'État et des services de base est particulièrement faible dans la région du Liptako-Gourma, qui comprend la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. L'administration locale dans ces zones est la plupart du temps absente, les services sociaux de base ne sont plus garantis, tandis que la présence d'acteurs armés non-gouvernementaux est significative et les actes de violence se multiplient. En raison des alternatives socio-économiques limitées, ces zones sont devenues des foyers de groupes armés terroristes et des zones de pratiques transfrontalières illégales, telles que le trafic et la contrebande.

Dans le cadre du premier appel à propositions de cette initiative, deux projets ont été financés, respectivement présentés par les OSC COOPI et le CISP et conclus en janvier et février 2021. Le projet mis en œuvre par COOPI dans les régions de Tillabéry et Tahoua a permis d'une part de soutenir la campagne de vaccination et d'autre part, de réaliser à travers l'utilisation de 9 cliniques mobiles, 107.042 consultations médicales au profit des populations les plus vulnérables qui, du fait de la situation sécuritaire, n'ont plus accès aux services de santé.

Parallèlement, le projet mis en œuvre par le CISP dans la région de Tillabéry a permis d'améliorer l'accès aux services hygiéniques pour les populations des zones d'intervention, à travers la construction et la réhabilitation de 38 réseaux d'adduction d'eau et latrines dans les structures de santé des zones d'intervention, la distribution de 4 000 kits d'hygiène et l'installation de 337 dispositifs de lavage des mains.

En 2021, le deuxième appel à propositions du programme a été publié afin d'allouer les fonds restants.



### 01 - LUTTE CONTRE LA COVID-19

R1) Les personnes affectées par la crise humanitaire et les effets du risque d'épidémie de la Covid-19 ont un accès gratuit aux services de santé, y compris la nutrition d'urgence et le soutien psycho-social ;

R2) La préparation, la prévention et la réponse à la Covid-19 sont renforcées dans les communautés et les établissements de santé.

BÉNÉFICIAIRES



73.275 directs

300 professionnels de santé

▶ Début: 24/08/2020

🕒 Phase actuelle: en cours  
(projets conclus en 2021)

💰 Contribution AICS/MAECI  
3.000.000 €

dont versés en 2021:  
645.067 €



### 02 - ACCÈS AUX SERVICES HYGIÉNIQUE-SANITAIRES



R1) Amélioré l'état des infrastructures d'assainissement et d'eau à la disposition de la communauté et facilité l'accès à l'eau potable ;

R2) Améliorées les normes d'hygiène et les structures ciblées ; accrue la sensibilisation des familles bénéficiaires aux règles d'hygiène et de prévention des infections, en particulier de la Covid-19.

BÉNÉFICIAIRES



125.800  
directs





## CONTRIBUTION AU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE POUR LES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE, DE PROTECTION, DE PRÉVENTION ET DE COOPÉRATION AU NIGER

### AID 12310

Au Niger, les nombreux conflits, qui ont augmenté en fréquence et en intensité depuis 2019, touchent particulièrement les civils: les affrontements, les dégâts matériels et les violences ont contraint les habitants du Niger et des pays voisins à fuir leurs foyers. Outre ce contexte d'instabilité, les chocs climatiques et la pandémie de la Covid-19 compromettent les activités de subsistance et la production alimentaire. Le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2021 pour le Niger identifie 3,8 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire.

L'initiative contribue à la mise en œuvre du programme pays du CICR au Niger pour 2021 (ICRC Assistance, Protection, Prevention and Cooperation Activities in Niger-2021). Compte tenu des conditions de sécurité précaires et de la difficulté d'accès aux zones de mise en œuvre des activités pour les travailleurs humanitaires internationaux, le CICR collabore avec la Croix-Rouge nigérienne afin de protéger et d'assister les personnes touchées par les conflits armés, assurer une assistance sanitaire et alimentaire rapide et adéquate, protéger les droits des populations vulnérables et, enfin, promouvoir le regroupement familial.

L'action du CICR vise en particulier la population la plus vulnérable, notamment les migrants, les enfants, les femmes et les personnes handicapées. Le CICR agit pour faciliter le regroupement familial entre les familles séparées par un conflit armé, la détention ou la migration, en veillant à ce que les familles soient informées de toute perte de proches lors d'affrontements ou le long de la route migratoire. Dans le cadre des activités menées au sein des prisons, des mesures ont été prises pour faire face à la surpopulation carcérale. De ce fait, les détenus sont assistés pour faire respecter leurs droits judiciaires, puis ils sont assistés pour leur permettre de rentrer chez eux une fois libérés. Par ses interventions, le CICR promeut également les bonnes pratiques d'hygiène pour prévenir et limiter la propagation des maladies, facilitant l'accès à des soins de santé adéquats et gratuits grâce au soutien aux hôpitaux.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Les gens sont respectés par les autorités et les militaires conformément aux lois applicables. Les personnes touchées par les conflits armés et autres violences sont en mesure de subvenir à leurs besoins fondamentaux, de rétablir ou de maintenir leurs moyens de subsistance et d'obtenir des services essentiels. Les membres des familles disparues, y compris les migrants vulnérables et les enfants, rétablissent et/ou maintiennent le contact et, en cas de séparation forcée, se réunissent ;

R2) Les conditions de vie des détenus sont conformes aux lois applicables et aux normes internationalement reconnues. Les droits juridiques et légaux des détenus sont respectés

R3) Les blessés reçoivent des soins adéquats. Les personnes handicapées ont accès à des services de physiothérapie de bonne qualité pour la réadaptation ;

R4) Les autorités et les militaires, en particulier ceux déployés le long des frontières du Niger, comprennent et respectent le droit international humanitaire et intègrent les normes qui protègent les personnes pendant les conflits armés et autres violences dans leur processus décisionnel. Les médias, les acteurs humanitaires, les leaders religieux et communautaires contribuent à promouvoir la prise de conscience des questions humanitaires et du droit international humanitaire auprès de toutes les parties prenantes, assurant ainsi un plus grand respect de la dignité humaine ;

R5) La La Croix-Rouge du Niger dispose d'une base juridique solide et d'une capacité organisationnelle suffisante pour une action indépendante. Il exerce efficacement ses principales activités. Les activités de toutes les composantes du Mouvement sont coordonnées.

Exécuteur: CICR

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention

WASH, hygiène, environnement;  
agriculture et sécurité alimentaire;  
protection; santé; inclusion sociale

### Zones d'intervention



Tillabéry, Diffa, Zinder, Agadez



Début: 01/01/2021



Phase actuelle: conclus



Contribution AICS/MAECI  
900.000 €

dont versés en 2021:  
900.000 €



## AID 12058

### CONTRIBUTION AU HCR POUR L'INITIATIVE VISANT À RÉPONDRE AUX BESOINS DES RÉFUGIÉS ET DE LA POPULATION HÔTE DE LA RÉGION DE MARADI

Exécuteur: UNHCR

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention  
Education, Protection, Santé

▶ Début: 01/01/2020

🕒 Phase actuelle: conclus

💰 Contribution AICS/MAECI  
1.000.000 €

#### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) La situation sanitaire des réfugiés et de la population d'accueil est améliorée;

R2) L'accès à l'éducation pour les enfants réfugiés est amélioré;

R3) Les conditions de logement des réfugiés sont améliorées.

#### Zones d'intervention



Maradi

#### BÉNÉFICIAIRES



11.607  
directs



## AID 12306

### INTERVENTION DE PROTECTION POUR LES RÉFUGIÉS ET LES POPULATIONS D'ACCUEIL DANS LA RÉGION DE MARADI – PHASE II

Exécuteur: UNHCR

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention  
Protection, WASH

▶ Début: 01/01/2020

🕒 Phase actuelle: conclus

💰 Contribution AICS/MAECI  
1.000.000 €

dont versés en 2021:  
1.000.000 €

Les activités ont porté sur (i) le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et locaux dans le domaine de la protection de l'enfance et des personnes vulnérables et/ou survivants aux VBG ; (ii) le renforcement des opportunités de revenus des bénéficiaires à travers la mise en œuvre des projets et/ou des activités (petites entreprises, agriculture, pêche, production artisanale, etc.) qui visent à créer des moyens de subsistance à long terme ; (iii) le renforcement de la réponse basée sur une approche communautaire à travers la création de groupes de bénéficiaires dédiés au suivi de la protection de l'enfance et la lutte contre les VBG.

#### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) L'espace pour la protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes déplacées internes est amélioré ;

R2) La capacité d'absorption et d'inclusion des bénéficiaires dans les « villages d'opportunité » est améliorée.

#### Zones d'intervention



Maradi

#### BÉNÉFICIAIRES

55.000  
directs



6.000  
familles

40  
petites entreprises



## RÉPONSE AUX BESOINS DE PROTECTION POUR RÉFUGIÉS, DÉPLACÉS INTERNES ET COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL DANS LE SAHEL CENTRAL

Depuis 2012, le contexte sociopolitique du Niger est fortement influencé par l'instabilité des pays voisins, une circonstance qui a entraîné actuellement un afflux important de réfugiés dans le pays. Dans ce contexte, depuis le début de l'année 2018, des conflits d'origines diverses se sont ajoutés sur le territoire national ; par conséquent les premiers mouvements internes ont été enregistrés, notamment dans la région de Tillabéry et Tahoua, déterminant la présence mixte de déplacés internes et réfugiés le long de la frontière avec le Burkina Faso et le Mali.

Le nombre de déplacés internes ne cesse d'augmenter et les réfugiés continuent d'arriver dans les zones frontalières en provenance du Burkina Faso. En fin février 2021, le nombre de réfugiés et déplacés internes à Tillabéry et Tahoua et Niamey est estimé à 246 701, tandis que la région de Diffa abrite 269 589 réfugiés nigériens, déplacés internes et rapatriés nigériens, dont plus de 80% vivent dans des implantations spontanées.

Dans ce contexte, l'initiative vise à renforcer et suivre la réponse aux besoins de protection des personnes fuyant leur pays d'origine ou se déplaçant à l'intérieur des frontières du Niger. Selon l'évaluation rapide des besoins menée par le HCR en février 2021, les besoins prioritaires des réfugiés, des déplacés internes et des communautés d'accueil identifiés sont liés à la sécurité alimentaire, aux abris, aux produits non alimentaires (NFI) et à la santé. L'intervention vise également à renforcer la protection des enfants et à améliorer les actions de prévention pour réduire les risques de violences basées sur le genre. L'intervention poursuit ces objectifs à travers l'enregistrement et la délivrance des documents d'état civil ; la mise en place de mécanismes de protection basés sur l'implication des communautés (avec des actions de prise en charge et de suivi à travers la communauté) ; la fourniture de services essentiels et de produits de première nécessité (nourriture, articles non alimentaires, matériel de santé et bons d'achat) ; et enfin des activités de sensibilisation et de solidarité communautaire pour soutenir l'inclusion et la coexistence pacifique des bénéficiaires, en mobilisant les dirigeants communautaires et les autorités comme agents de médiation.

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) L'enregistrement, l'accès à la documentation, l'assistance juridique et la protection des réfugiés et demandeurs d'asile sont renforcés ;

R2) L'assistance directe, l'autonomisation des communautés et l'autosuffisance des réfugiés et des demandeurs d'asile sont améliorées.

Visite de l'AICS et du HCR au Centre de Santé de type 2 "Dan Garin Kaka" à Maradi  
(Photo : ©UNHCR/Boubacar Younoussa Siddo)



# AID 12361

Exécuteur: UNHCR

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention  
Protection

### Zones d'intervention



Tillabéry, Diffa, Tahoua

▶ Début: 01/01/2021

🕒 Phase actuelle: en cours

🏦 Contribution AICS/MAECI  
3.500.000 €

dont versés en 2021:  
3.500.000 €

### BÉNÉFICIAIRES



578.378  
directs



## AID 12057

Exécuteur: UNICEF

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention  
Urgence, Distributions et  
Logistique, Coordination et  
Suivi

▶ Début: 12/03/2020

🕒 Phase actuelle: conclus

💰 Contribution AICS/MAECI  
750.000 €

### Zones d'intervention



Tillabéry, Tahoua, Maradi, Diffa

### BÉNÉFICIAIRES



16.100  
directs

## CONTRIBUTION À UNICEF DANS LE CADRE DU MÉCANISME DE RÉPONSE RAPIDE (MRR) POUR LA PRÉPARATION ET RÉPONSE HUMANITAIRE MULTISECTORIELLE AUX POPULATIONS VULNÉRABLES AU NIGER

Le Mécanisme de Réponse Rapide (MRR) est le principal outil de réponse de première urgence au Niger pour les populations affectées par les chocs (conflits, épidémies, inondations) et l'UNICEF en est le coordinateur technique. Dans le pays, le MRR intervient pour répondre aux vulnérabilités les plus aiguës dans des zones souvent difficiles d'accès, avec une stratégie basée sur : i) le partenariat entre différents acteurs ; ii) des équipes formées pour répondre aux urgences et des ressources flexibles, préfinancées et prépositionnées afin d'apporter une réponse plus efficace ; iii) un système qui permet d'être informé le plus rapidement possible des nouvelles crises, mais aussi de pouvoir suivre l'évolution du contexte humanitaire ; iv) réponse rapide multisectorielle.

Le MRR est financé depuis 2019 en tant qu'outil prioritaire pour apporter une réponse rapide et efficace aux besoins des populations vulnérables, en particulier les enfants. À travers une approche pilote, le projet vise à renforcer la chaîne d'approvisionnement des supports nutritionnels Plumpy Nuts dans 2 districts sanitaires et 25 Centres de Santé Intégrés (CSI) de la région de Tillabéry afin qu'ils ne soient pas en rupture de stock et puissent soigner de renforcer les stock et d'assurer la permanence de soins pour les enfants souffrant de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS). Dans les zones les plus difficiles d'accès, en effet, pour des raisons logistiques (routes interrompues pendant la saison des pluies), ou pour des raisons de sécurité, les CSI manquent chroniquement de soutien nutritionnel, malgré la disponibilité des suppléments nutritionnels au niveau du district, et souvent il peuvent pas prendre en charge les enfants atteints de MAS.

En 2021, des kits dignité, des kits d'hygiène, des lampes à énergie solaire et des vêtements pour enfants ont été achetés et stockés. De même, le protocole de collecte des besoins en intrants nutritionnels et leur approvisionnement a été élaboré.

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) 2,300 kits de biens non alimentaires (BNA) sont approvisionnés et remis aux partenaires du Mécanisme de Réponse Rapide pour une assistance aux populations affectées par un déplacement dans les régions Diffa, Tahoua, Tillabéry, Maradi et le reste du pays en fonction des besoins;

R2) Appui technique et suivi de qualité fournis au Mécanisme de Réponse Rapide.



Visite de terrain d'une délégation de l'AICS,  
accompagnée du personnel de l'UNICEF,  
pour suivre la mise en œuvre du  
Mécanisme de Réponse Rapide  
(Photo : © UNICEF Niger)



## PRÉPARATION ET RÉPONSE HUMANITAIRE MULTISECTORIELLE AUX POPULATIONS VULNÉRABLES AFFECTÉES PAR CONFLITS, INONDATIONS ET ÉPIDÉMIES AU NIGER

### AID 12290

### RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Fourniture de 1 160 kits BNA (kit BNA standard + kit hygiène + kit dignité) aux partenaires du Mécanisme de Réponse Rapide pour pré-positionnement pour assister les populations déplacées à Diffa, Tahoua, Tillabéry, Maradi et le reste du pays en fonction des besoins ;

R2) Renforcement, à travers une approche pilote, de la chaîne d'approvisionnement des supports nutritionnels Plumpy Nuts dans 2 districts sanitaires et 25 CSI (centres de santé) de la région de Tillabéry pour permettre aux enfants atteints de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) d'être traités sans interruption ;

R3) Accompagnement efficace et efficient des bénéficiaires, conformément au mandat du MRR, qui prévoit un appui technique et un suivi de qualité.

Exécuteur: UNICEF

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

Domaines d'intervention  
Première Urgence;  
Coordination et Suivi

 Début: 14/05/2021

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI  
500.000 €

dont versés en 2021:  
500.000 €

### Zones d'intervention



Tillabéry, Tahoua, Maradi, Diffa

### BÉNÉFICIAIRES



**6.960**  
directs

## ACCÈS À DES SERVICES DE QUALITÉ EN EAU ET PROTECTION POUR LES ENFANTS VULNÉRABLES ET EXCLUS DANS LES ZONES D'URGENCE DES RÉGIONS DE TILLABÉRY ET TAHOUA

### FBE UNICEF

### RÉSULTATS ATTEINTS

R1) Accès durable à l'approvisionnement en eau potable pour 5.778 personnes déplacées et communautés d'accueil, y compris un centre de santé et deux écoles primaires dans les villages de Gaweye (département de Tillia, région de Tahoua);

R2) La mise en œuvre d'activités de prévention et de réponse aux cas d'abus, de violence et d'exploitation en faveur de 4.200 enfants.

Exécuteur: UNICEF

Canal: Multilatéral

Typologie: Urgence

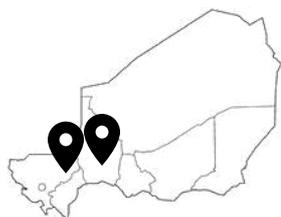
Domaines d'intervention  
Protection, WASH

 Début: 11/03/2019

 Phase actuelle: conclus

 Contribution AICS/MAECI  
600.000 €

### Zones d'intervention



Tillabéry, Tahoua



**9.410**  
accès à l'eau  
potable

### BÉNÉFICIAIRES



**9.784**  
activités de  
protection

**+5.1%**

croissance PIB prévue  
pour 2021-23  
(World Bank)

**25.5%**

population en dessous  
du seuil de **pauvreté**



**45%**

mains d'œuvre dans le  
secteur agricole

**138°**

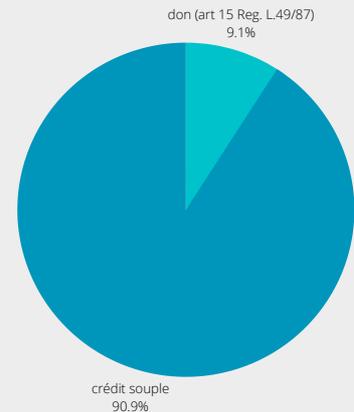
Indice de Développement  
Humain (2020)

## PROJETS ACTIFS EN 2021

TOT. PORTEFEUILLE: **22.000.000 €**

NO. PROJETS: **1**

### TYPLOGIES DE FINANCEMENT



Typologies de financement AICS/MAECI, calculées sur la contribution AICS/MAECI pour les projets actifs en 2021

Depuis la transition vers la démocratie multipartite en 1992, le Ghana est l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest. Considéré comme un modèle de réformes politiques et économiques en Afrique et grâce à son taux de croissance impressionnant (avec une moyenne de 8% entre 2007 et 2011), le Ghana a atteint en juillet 2011 le seuil de revenu par habitant de la Banque mondiale (GBM) qui le classe parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). En 2015, certains des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été atteints, tels que la réduction de moitié de l'extrême pauvreté, la réduction de moitié du pourcentage de personnes sans accès à l'eau potable, l'éducation primaire universelle et l'égalité des sexes à l'école primaire.

Cependant, depuis 2013, l'économie ghanéenne a connu un déficit public croissant, une inflation élevée et un affaiblissement de la monnaie. La croissance du Ghana repose encore principalement sur le secteur extractif et capitalistique, alors que de nombreuses criticités subsistent en ce qui concerne l'activité entrepreneuriale, la diversification de l'économie et la diversité des marchés, ainsi que le manque de modèles d'emploi stable. Bien que les travailleurs agricoles représentent 45% de la main-d'œuvre nationale, les investissements dans le secteur sont négligeables ; le gouvernement du Ghana considère donc que la modernisation du secteur agricole est cruciale, en tant qu'outil pour endiguer la migration économique des jeunes vers les zones urbaines, ainsi que la réduction des inégalités entre les sexes dans le secteur agricole. Actuellement, 25,5 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté internationale de 1,25 dollar par jour ; la situation devient plus extrême dans les trois régions du nord (principalement rurales), mais l'écart entre riches et pauvres se creuse également dans la zone côtière et dans les régions urbaines, notamment en raison de la hausse du taux de chômage.

C'est dans ce contexte que la Coopération italienne est intervenue depuis 2004 avec un programme de crédit visant à soutenir le développement des petites et moyennes entreprises, le « Ghana Private Sector Development Facility », en fournissant également une assistance technique au Ministère ghanéen du Commerce et de l'Industrie et au Ministère des Finances en vue de renforcer les capacités et d'améliorer la tendance à l'internationalisation. Avec l'ouverture du Bureau de l'AICS à Accra en 2021, la Coopération italienne entend continuer à intervenir dans le domaine de la création d'emplois et, tout de même, étendre son programme aux secteurs prioritaires à niveau régional, à savoir le développement rural et la santé, avec une approche transversale concernant les thématiques de genre, handicap et protection de l'environnement.

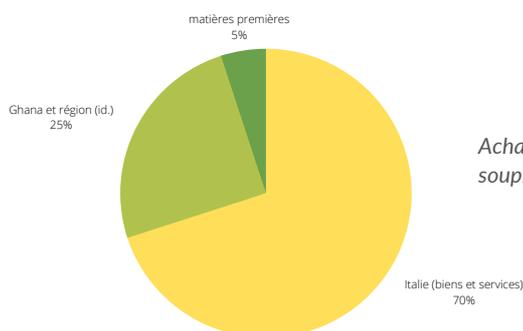
## GHANA PRIVATE SECTOR DEVELOPMENT FACILITY

AID 7301

Lancé en 2004 par la Coopération italienne et renouvelé pour une deuxième phase en 2009, le Ghana Private Sector Development Facility (GPSDF), est un programme de crédit souple à moyen/long terme visant à soutenir le développement et l'expansion du secteur privé ghanéen, en particulier de petites et moyennes entreprises (PME). Le programme entend également impliquer la participation d'entreprises et d'experts italiens pour accompagner la croissance des PME ghanéennes, en exploitant la technologie et les connaissances du secteur manufacturier italien.

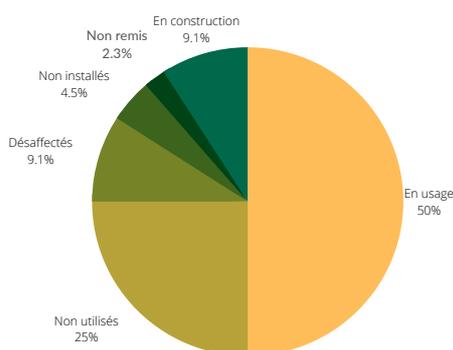
Un total de 45 entreprises ont été financées au cours des première et deuxième phases du programme, couvrant ainsi divers secteurs tel que la construction, les services, l'agroalimentaire et la manufacture. Les fonds accordés par le programme ont été utilisés pour l'achat de machinerie industrielle, élément essentiel pour l'augmentation de la production et l'expansion des PME. Comme le montre le graphique ci-dessous, les deux tiers des crédits ont été dépensés pour l'achat de machines et de services en Italie, tandis que le reste a été utilisé pour des achats au Ghana et dans la région.

La deuxième phase se clôture. Le processus de suivi et d'évaluation des résultats obtenus avec les crédits octroyés est actuellement en cours. Sur la base de l'évaluation des résultats de la deuxième phase, l'hypothèse du lancement d'une troisième phase est envisagée.



Achats réalisés avec les crédits souples du Programme GPSDF

Condition actuelle des équipements achetés grâce au Programme



## RÉSULTATS ATTENDUS

R1) Amélioré l'accès au crédit pour les PME ;

R2) Améliorées les capacités managériales et entrepreneuriales des PME ;

R3) Améliorées la gestion et l'évaluation de projets complexes visant la diversification économique, avec un focus sur les PME.



Exécuteur:  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

Canal: Bilatéral

Typologie: Crédit souple  
(Art. 15 Reg. Loi 49/87 pour l'assistance technique)

Domaines d'intervention  
Développement de petites et moyennes entreprises, accès au crédit

## Zones d'intervention



Accra, territoire national

 Début 1ère phase: 2004;  
2ème phase: 2009

 Phase actuelle: en cours

 Contribution AICS/MAECI

Crédit souple:  
**20.000.000 €**

Assistance technique:  
**2.000.000 €**

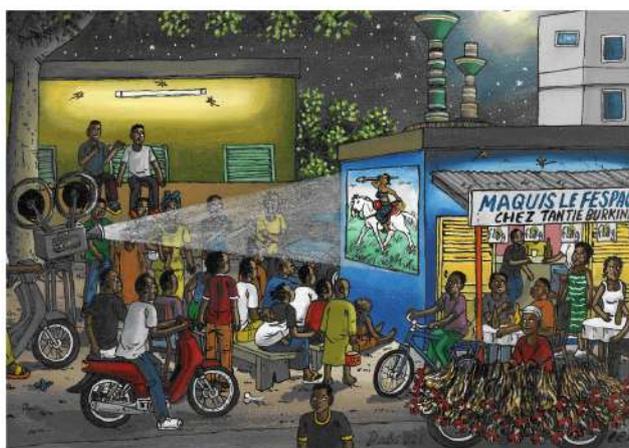
## BÉNÉFICIAIRES



**45**  
PME



*Le programme D.E.S.E.R.T. soutient la construction de plusieurs puits horticoles et pastoraux à énergie solaire, pour assister les communautés rurales dans la région d'Agadez et Tahoua, au Niger (Photo : ©AICS Ouagadougou/Artisan Prod)*



---

Le présent rapport annuel 2021 de l'AICS Ouagadougou a été réalisé par le Communication Officer, Pierpaolo Crivellaro, en coordination avec le Directeur Régional, Domenico Bruzzone, et les responsables pour la coordination et le suivi des initiatives en cours. Un remerciement à François de Sales Ouedraogo et Samiratou Ouedraogo, respectivement Stagiaire Administratif et Stagiaire en Communication chez l'AICS Ouagadougou, pour l'assistance fournie dans le travail de traduction et révision.



<https://ouagadougou.aics.gov.it/>

## **Contacts:**

697, Avenue du Président Saye Zerbo  
Ouagadougou - Burkina Faso  
E-mail: [secret.ouagadougou@aics.gov.it](mailto:secret.ouagadougou@aics.gov.it)  
Tél. +226 25 30 58 10